

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**LES FACTEURS DETERMINANT LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS
ENVERS LE CAUCASE DU SUD**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Emin ZEYNALOV

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Füsün TÜRKMEN

SEPTEMBRE 2009

PREFACE

Malgré la fin de la guerre froide, la rivalité entre les Etats-Unis et la Russie a continué dans la région stratégique de la Transcaucasie (Caucasie du sud) située entre la Mer Noire et la Mer Caspienne. D'après nos recherches, deux facteurs principaux ont intéressé les Etats-Unis dans cette région: sa position stratégique et ses ressources énergétiques. Mais la considération par les Etats-Unis de la région comme étant la cour arrière de Russie a montré que Washington ne désirait pas au début mener une politique active en Transcaucasie. Il fallait attendre le 11 septembre 2001 pour qu'au nom de la lutte contre le terrorisme les Etats-Unis à travers l'OTAN lancent sa nouvelle stratégie consistant à former les armées des Etats de la région et à créer des relations proches avec ces mêmes Etats. Aujourd'hui, le soutien de Washington aux projets du corridor de l'énergie prouve que la rivalité entre ces deux puissances se poursuit.

Je tiens à remercier de tout mon coeur ma directrice de thèse Madame Füsün Türkmen pour son assistance très précieuse qui a consisté à encadrer toutes mes recherches et à dresser un bon plan de travail. C'est grâce à cette assistance que j'ai été en mesure de regrouper tous les données difficiles qui m'ont permis de rédiger ce travail.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
I- CHANGEMENT D'EQUILIBRE GEOSTRATEGIQUE EN TRANSCAUCASIE APRES LA FIN DE LA GUERRE FROIDE.....	5
A :La situation géostratégique de la Transcaucasie d'après la politique extérieure Américaine et les conflits régionaux.....	5
1. La politique géostratégique américaine en Transcaucasie.....	7
a. Relations avec l'Azerbaïdjan.....	11
b. Relations avec l'Arménie.....	15
c. Relations avec la Géorgie.....	18
2. Conflits en Transcaucasie et la position des États-Unis.....	20
a. Le problème du Haut Karabakh.....	20
b. Le conflit en Abkhazie	25
c. Le conflit en Ossétie du sud	30
d. La politique actuelle des Etats-Unis après la guerre Géorgienne.....	33
B .Le rôle de la Russie et rivalité.....	35
1. L'importance géostratégique et initiatives de la Russie dans la région après l'effondrement de l'Union Soviétique.....	35
a. Relations avec l'Azerbaïdjan.....	36
b. Relations avec l'Arménie	39
c. Relations avec la Géorgie	43
C. Le rôle des voisins régionaux : l'Iran et La Turquie	48
1. L'Iran	48
a. L'importance de la Transcaucasie pour l'Iran.....	48
b. L'adversité entre les Etats-Unis et l'Iran.....	53

2. La Turquie	55
a. L'importance de la Transcaucasie pour la Turquie	55
b. La coopération stratégique entre les Etats Unis et la Turquie en Transcaucasie.....	60
II- RIVALITE ENERGETIQUE EN TRANSCAUCASIE.....	64
A. La politique énergétique des Etats-Unis dans la région Caspienne et dans le Caucase du sud.....	64
1. La politique énergétique des États-Unis envers l'Azerbaïdjan	68
2. La Géorgie en tant que corridor d'énergie.....	73
3. Coopération énergétique entre les États-Unis et la Turquie.....	79
B. La Politique des États-Unis sur les oléoducs et la coopération régionale.....	86
1. L'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan.....	86
2. La sécurité énergétique des Etats-Unis dans la région.....	92
C. La politique énergétique de la Russie.....	98
1. La stratégie énergétique de la Russie autour de la mer Caspienne et la Transcaucasie.....	98
2. Le statut légal de la Mer Caspienne.....	103
3. La politique de la Russie sur le transport des ressources énergétiques de la Mer Caspienne.....	107
a. L'oléoduc Bakou-Novorossisk.....	107
b. L'attitude de la Russie face à l'oléoduc BTC.....	109
D. Position des autres acteurs concernant le transport du pétrol.....	115
1. La politique de l'Union Européenne de l'énergie.....	115
2. La politique de la Turquie sur l'énergie.....	122
3. L'Iran et l'énergie.....	128
CONCLUSION.....	134
BIBLIOGRAPHIE.....	137
ANNEXES.....	151

ABBREVIATIONS

AAA	:Armenian Assembly of America
AIOC	:Azerbaijan International Operating Company
ANCA	:Armenian National Committee of America
BSEC	:Black Sea Economic Cooperation
BTC	:Baku-Tbilisi-Ceyhan
BTE	:Baku-Tbilissi-Erzurum
CEI	:Communauté des Etats Indépendants
CPC	:Caspian Pipeline Consortium
FMI	:Fonds Monétaire International
GGIC	:Georgian Gas International Cooperation
GIOC	:Georgian International Oil Corporation
GTEP	:Georgian Train and Equip program
GUAM	:La Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie
INOGATE	:Interstate Oil and Transmission to Europe
ISAF	:International Security Assistance Force
KFOR	:Kosovo Force du l'OTAN
NEI	:Nouveaux Etats Indépendants
NEPDG	:National Energy Policy Development Group
NKAO	:Nagorny Karabakh Oblast Autonome
OEF	:Operation Enduring freedom
ONU	:Organisation des Nation Unies
OPEC	:Organization of the Petroleum Exporting Countries
OSCE	:Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	:L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PSA	:Production Sharing Agreement
QC	:Une Commission Quadripartite
SCGP	:Le Pipeline de Gaz de Caucase Sud
SPS	:Science pour la paix et la Sécurité de l'OTAN
TACIS	:Technical Assistance to Commonwealth of Independent States
TRACECA	:Transport Corridor Europe, Caucasus, Asia
UNOMIG	:Une Force de Maintien de la paix de Nations Unies
UE	:Union Européenne
URSS	:Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USTDA	: US Trade and development Agency

RESUME

Cette thèse examine la politique stratégique et énergétique des Etats-Unis dans la région de la Transcaucasie depuis la fin de la guerre froide jusqu' à ce jour. Après la dislocation officielle de l'Union Soviétique en décembre 1991, les Etats-Unis ont cherché à étendre leur influence jusqu' à la région de la Transcaucasie. Cette politique a fait que les Etats-Unis entrent en rivalité avec beaucoup d'acteurs régionaux qui exerçaient déjà une certaine influence sur la région. Les acteurs qui se sont intéressés aux ressources énergétiques de cette région peuvent se diviser en deux groupes: internationaux et régionaux. Parmi les acteurs internationaux on peut citer les Etats-Unis, l'Union Européenne et la Russie. Tandis que les acteurs régionaux sont la Turquie et l'Iran. Mais il faut souligner que le seul acteur capable de réellement rivaliser avec les Etats-Unis est la Russie. Washington dans cette course s'est fixé comme objectif d'empêcher les rivaux potentiels de se transformer en rivaux réels.

La Russie dans le but de faire poursuivre sa politique active autour de la région datant du 19 siècle, a choisi de considérer la région à partir de 1993 comme étant son "environnement proche" en la déclarant ainsi zone de ses intérêts. Après cela, dans le souci de maintenir son influence sur les Etats de la région, la création du Communauté des Etats Indépendants a été envisagée par Moscou. En réponse à toutes les manœuvres de la Russie, l'administration Clinton a cherché à se rapprocher beaucoup plus des Etats régions surtout dans la deuxième moitié des années 1990. Ce rapprochement a été possible aussi grâce à la participation du debatable la Turquie. En 1992 à travers le paquet d' "aide aux libertés" destiné au développement économique des anciens Etats soviétiques, Washington a marqué un pas positif en accordant son aide à la région. Mais suite aux travaux du lobby arménien les congrès Américains à travers la loi 907 prit la décision de stopper l'aide accordée à l'Azerbaïdjan sous prétexte de violation par Bakou des "droits de l'homme" pendant la guerre du haut Karabakh. Après les attaques du 11 septembre 2001, l'administration G.W.Bush a suspendu provisoirement la loi 907 compte tenu du soutien de l'Azerbaïdjan dans sa lutte contre le terrorisme.

La position de l'Arménie en tant que l'un des alliés stratégiques de la Russie est restée l'une des situations qui inquiète beaucoup les Etats-Unis. En dehors de cela les relations proches entre l'Iran et la Russie ont facilités le rapprochement entre les Etats-Unis la Turquie- l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

La deuxième partie du travail insiste spécialement sur le degré de réussite de la politique énergétique des Etats-Unis dans la région. L'augmentation de la demande de l'énergie dans le monde a obligé la transportation du pétrole et du gaz de l'Asie centrale et du Caucase vers le marché international. Raison pour laquelle les routes qui transporteront ces ressources énergétiques vers le marché international et leurs sécurités sont devenues des questions de grandes importances. Ces deux questions ont ouvert la voie à des conflits d'intérêts et regroupements entre les Etats de la région et les acteurs internationaux. Dans ce cadre, la rivalité entre la Russie et les

Etats-Unis a commencé en 1994 avant “ l’accord du siècle”. On peut qualifier cet accord comme le fruit de réussite des compagnies pétrolières occidentales et américaines. En 1999 au sommet de l’OSCE tenu à Istanbul les bases de l’oléoduc Bakou-Tbilisi-Ceyhan ont été jetées avec l’encouragement du président Clinton. Cet accord peut être considéré aussi comme une réussite de l’administration américaine. Mais l’arrivée au pouvoir après la révolution rose du président pro-américain Saakashvili à la place de Chevardnadze a changé les données régionales. Les Etats-Unis ne s’attendaient pas à ce qu’il y ait en Août 2008 un conflit autour de l’Abkhazie et de l’Ossétie du sud. Pendant la crise, la Russie à travers ses attaques militaires contre la Géorgie a montré au monde sa puissance. La réaction des Etats-Unis fut sous prétexte de protéger les routes énergétique Washington a lancé une campagne de formation des armées des Etats de la région dans le cadre de l’OTAN.

En résumé, il est possible de dire que la politique des Etats-Unis consistant à faire asseoir son influence sur la région n’est pas encore effective malgré les relations proches avec ces Etats. Même si à ce niveau se poursuit en Transcaucasie une très grande rivalité entre les Etats-Unis et la Russie pour le contrôle de la région, tout montre que la Russie bénéficie d’une certaine supériorité grâce à la proximité et à sa maîtrise du terrain. Les Etats-Unis de leur côté essayent de se rapprocher beaucoup plus de la région à travers la promotion des valeurs universelles tels que la démocratie, les droits de l’homme et l’idée des libertés. Une autre cause qui empêche les Etats-Unis de peser beaucoup dans la région est le fait que ses autres alliés tels que l’Union Européenne et l’OTAN n’ont pas encore intégré les Etats de la région dans ces organisations. Cette situation permet à la Russie de bouger beaucoup plus activement. Mais il est clair que dans le futur les efforts des Etats-Unis à jouer un plus grand rôle dans la région pousseront vers une plus grande rivalité avec la Russie.

ABSTRACT

This thesis examines the strategic and energy policies of the United States in the region of the South Caucasus from the end of the cold war to the present day. Right after the official dislocation of the Soviet Union in December 1991, the United States of America tried to extend its influence to the region of the South Caucasus. This new policy has pushed the United States into rivalry with most of the influential regional actors. The most interested actors to the energy resources of the region can be classified as follow: international actors and regional actors. Among the international actors we can mention the United States of America, the European Union and Russia. While among regional actors Turkey and Iran occupy the two first places. But there is a need to specify the fact that the only actor able to compete with the United States is Russia. In this race, the aim of Washington consisted of not allowing potential rivals to become real opponents.

The purpose of Russia in order to pursue its regional policy applied since the 19th century consisted of qualifying the region as Russia's «close environment» considered at the same time as the zone of influence. This policy was followed by the idea of the formation of the Comminute of independent states instigated by Moscow aiming to maintain Russia's influence upon different states of the region. The rapprochement efforts of the United States against Russia's maneuvers took place during the second half of the 1990 under the administration of President Clinton. In 1992 through the «freedom support act» intended to help the former Soviet states, Washington took a positive step by also helping the region of the South Caucasus. But the influence of the Armenian lobby on the American Congress led to the vote of the law 907 which prevent Azerbaijan from receiving the aid because of a so called violation of human rights during the conflict in Karabakh. After the attacks of September 11th, the G.W. Bush administration took the decision to suspend temporarily the law 907 in consideration to the help provided by Baku in the war against terrorism.

Armenia's position as one of the strategic allies of Russia remains a worrying situation for the United States. But on the other hand, close relations between Iran and Russia facilitated the rapprochement between the United States-Turkey-Azerbaijan and Georgia.

The second part of the thesis debates the degree of success of the United States energy policy in the region. The rise of the energy's demand in the world made the transportation of central Asian and Caucasus oil and gas to the world market an obligation. For these reasons, different ways for the transportation of the resources of the region to the international market and their security became a very important issue. These two issues opened the door to interests conflicts and grouping among international and regional actors. The rivalry between Russia and the United states began in 1994 right before the «century's agreement». It is possible to qualify the agreement as the fruit of success of the western and American petroleum companies. In 1999, during the OCSE summit held in Istanbul the first steps towards the construction of the Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline were taken with the participation of the president Clinton. This agreement is also an achievement of the American

administration. But the new situation in Georgia after the rose revolution which led the pro-American president Saakashvili to power in the place of Shevardnadze changed many things in the region. The United States was not expecting a conflict in August 2008 around Abkhazia and South Ossetia. During the crisis, Russia through different attacks against Georgia proved to the world the dimension of its military power. The reaction of the United States was under the pretext of protecting the pipelines Washington engaged a campaign aiming to train the armies of the South Caucasus states with the help of NATO.

In summary, it is possible to say that the United States policy aiming at ensuring its influence on the region of South Caucasus is not yet effective in spite of its close relations with the states of the region. Even if at this level there is still a rivalry for the control of the region going on between Russia and the United States, everything shows that Russia has a considerable advantage because of its proximity and its knowledge of the region. The United States is trying on the other hand to get closer to the region through universal values such as democracy, human rights and the promotion of freedom. What is stopping the United States from achieving its aims is the lack of cooperation of its partners the European Union and NATO, which could make the states of the region members of their organizations. This particular situation allows Russia to move faster in the region. But it is clear the efforts of the United States to play a bigger role will lead in the future to a greater rivalry with Russia.

ÖZET

Bu tez Soğuk Savaş sonrasında bu günümüze kadar mevcut olan, Amerika Birleşik Devletleri'nin Güney Kafkasya'da strateji konumunu ve enerji politikasını incelemektedir. Sovyetler Birliği'nin Aralık 1991 yılında resmen dağılmasının ardından, iki kutuplu dünyada tek güç merkezi olarak kalan ABD, Güney Kafkasya'da kendi ağırlığını oluşturmak için, kendisini bölgesel güçler ortamında bulmuştur. Bölge uğrunda çok sayıda ve çeşitte oyuncular arasında farklı mücadeleler yaşanmıştır. Özellikle bölgenin enerji kaynakları AB, ABD, Rusya gibi küresel güçlerin hedefi haline gelmiştir. Bu rekabette Türkiye ve İran gibi bölgesel aktörler de yer almıştır. Ancak bölgede ABD'yle rekabet edebilecek tek güç Rusya olmaktadır. Potansiyel rakiplerinin gerçek rakipleri olmasını engellemeyi amaçlayan ABD bölgede varlığını hissettirmeyi hedeflemiştir.

Rusya XIX. yüzyıldan Sovyetlerin bitimine kadar mevcut olan etkilili politikasını bugün de devam ettirmek için 1993 senesinde "yakın çevre" politikasını hayata geçirerek, bölgeyi yasamsal alanı ilan etmiştir. Bunun ardından eski Sovyetler Birliğindeki egemenliğini yeniden geri kazanmak için Bağımsız Devletler Topluluğu'nu oluşturarak yönetmeyi hedefledi. Buna karşılık, ABD'de Clinton döneminde, özellikle 90. yılların ikinci yarısından bölge devletleriyle daha yakın temaslara geçmiştir. Bu daha çok ABD'nin bölgeye en yakın ve sadık müttefiki olan Türkiye'nin eliyle oluşturulmuştur. 1992 senesinde ABD "özgürlüğe yardım paketi" aktını kabul ederek diğer tüm eski sovyetler birliği devletlerine yardım ettiği gibi Güney Kafkasya devletlerine de ekonomik kalkınmaları için yardımda bulunmuştur. Ermenistan, yalnız Ermeni lobisinin etkili çalışmalarının sonucu Kongre'de Karabağ savaşı zamanı Azerbaycan'ın yapmış olduğu sözde "insan hakları ihlali" bahanesiyle, 907. sayılı yasa değişikliğini kabul ettirerek, Azerbaycan'ının bu yardımdan faydalanmamasını sağlamıştır; fakat ABD, G.W. Bush yönetimi zamanında 11 Eylül olaylarından sonra ABD'ye destek olarak terörizme karşı duruşundan dolayı Azerbaycan'a uyguladığı yardım engelini geçici olarak dondurmıştır.

Ermenistan Rusya'nın stratejik müttefiki olması ABD'yi rahatsız eden konulardan biridir. Bunun dışında, Rusya'nın İranla da mevcut olan yakın ilişkisinden sonra oluşan Rusya-Ermenistan-İran üçgenine karşı, ABD-Türkiye-Azerbaycan-Gürcistan dörtlüsü oluşmuştur.

Çalışmanın ikinci bölümünde özellikle, ABD'nin bölgede enerji politikasında ne kadar başarılı olduğuna değinilmiştir. Zaman zaman dünyada enerji talebinin artması, Orta Asya ve Kafkas petrol ve doğal gaz rezervlerinin uluslararası piyasalara taşınmasını zorunlu kılmıştır. Bundan dolayı, bölge enerji kaynaklarının hangi boru hatlarıyla dünya piyasalarına açılacağı konusu yanında, boru hattı güzergâhlarının kimin denetiminde olacağı da önemli bir sorun olmuştur. Bu nedenle bölge devletleri ve uluslararası güçler arasında stratejik çıkar çatışmaları ve işbirlikleri yaşanmaktadır. Bu konuda ABD ve Rusya arasında rekabet 1994 yılında "Asrın Anlaşması"ndan sonra ortaya çıkmıştır. Bu anlaşmayı, özellikle Batılı ve Amerikan petrol şirketlerinin başarısı olarak nitelendirebiliriz. Bunun ardından 1999 senesinde AGİT'in İstanbul Zirvesinde ABD cumhurbaşkanı Clinton'un da iştirakıyla BTC'nin temeli koyuldu. Bu anlaşmayı da ABD yönetiminin başarısı olarak verebiliriz. Yalnız Gürcistan'da

Gül Devrim'le cumhurbaşkanı Şverdnadze'nin yerine yönetime geçen ABD yanlısı Saakaşvili zamanında durum tamamen farklı şekil aldı. Özellikle ABD, 2008 Ağustos ayında Abhazya ve Güney Osetya sorunlarının ortaya çıkacağını beklemiyordu. Bu sorun sırasında Rusya'nın Gürcistan üzerinde uyguladığı sert askeri güç kullanımıyla bölgedeki gücünü dünyaya gösterdi. Buna karşılık ABD, Rusya'ya sert tepkisini beyan ederek, boru hatları güzergahında çıkabilecek sorunlara karşı bölge devletlerinin ordusuna NATO kapsamında eğitim vermeye başladı.

Sonuç olarak, ABD'nin bölge devletleriyle yakın ilişki kurarak bölgede etkisini hissettirmek için oluşturduğu politik havanın yetersiz olduğunu görmekteyiz. ABD ile Rusya arasında Kafkasya'da perde arkasında ciddi bir mücadele yaşansa da Rusya'nın bölgeyi iyi tanması ve bölgeye yakın olması, bu mücadelede Rusya'yı daha üstün kılmaktadır. ABD, küreselleşme akımının getirdiği demokrasi, insan hakları, özgürlük düşüncesini bölgeye yaymaya çalışarak, bu bölgedeki devletlere yaklaşmaya çalışmıştır. Bundan farklı olarak ABD'nin bölge devletleri üzerinde politik ağırlığının olumlu sonuç vermemesinin bir nedeni de ABD'nin bölgede tek başına etkili olmaya çalışmasından dolayıdır. Yani, AB ve NATO gibi ABD'ye müttefik olan kurumların Güney Kafkasya devletlerini kendi üyeliklerine katmaması, Rusya'yanın bölgede daha aktif hareket etmesini sağlamaktadır. ABD'nin bölgede kendi ağırlığını koyma çabası Rusya'yla olan rekabetin ileride daha da artacağını göstergesidir.

INTRODUCTION

Après la fin de la guerre froide et de l'effondrement de l'Union soviétique, la région de la Transcaucasie¹ située entre la Mer Caspienne et la Mer Noire a acquis une nouvelle importance géostratégique aux yeux des acteurs internationaux et régionaux tels que les États-Unis, la Russie, l'Iran et la Turquie. Parmi tous ces grands acteurs pour la plupart locaux, les États-Unis, bien qu'éloignés géographiquement, jouent un rôle majeur en matière stratégique et énergétique grâce à ses partenaires régionaux.

Historiquement, la Transcaucasie est entrée sous l'influence russe vers la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle. Elle a fait partie de l'Union soviétique et y est restée pendant une période de 70 ans. C'est sous la direction de l'Union soviétique que la plupart des instabilités qui rongent la région ont trouvé racines. Malgré l'éclatement de l'URSS en 1990, la Russie a continué à considérer cette région comme sa région d'influence principale.

Au début des années 1990, Les États-Unis ont commencé à s'intéresser et à façonner leur politique envers cette région de la Transcaucasie. Malgré cet engagement des États-Unis après la guerre froide, les problèmes de la région ont été contrôlés par la Russie au moins jusqu'en 1992. En 1993, l'influence de la Russie a commencé à diminuer surtout dans le domaine de la coopération militaire avec la création de la

¹ Au 20ème siècle, en février 1918 après la fondation de l'union Transcaucasie le nom commence à être utilisé. Cette région se compose de l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Cette fédération qui le 24 février est proclamée démocratiquement comme une république fédérale libre. Au mois de mai les états de Caucase du Sud ont proclamé les états indépendance et à partir de au sud moment le nom de Transcaucasie est resté. Selon Valeri Tiskov, regardant la Russie du point de vu géographiquement ca fait tout juste référence a la Caucase du Sud. Valery Tiskov and Anton Ivanov (1999). "The Conflict Prevention Capacities of the Russian Government in the Caucasus", Fewer, East-West Institute. <http://www.fewer.org/research/STUDRUS.pdf>(15 August 2001).Natalie Sabanadze, "international involvement in the South Caucasus" Flensburg Germany *European centre for minority issues* (ECMI working paper 15), February 2002, p. 3-4.

Communauté des Etats Indépendants(CEI) qui visait un mécanisme de défense collective. Une telle politique considérée comme menace à la Russie l'a poussé à développer la doctrine de « l'environnement proche » qui d'après elle comprenait tous les pays membres de l'ex-Union soviétique.² Au milieu des années 1990 l'engagement des Etats-Unis a commencé à changer de forme à travers la présence cette fois-ci des compagnies multinationales et énergétiques.

Au niveau régional, c'est toujours au début des années 1990 que les pays de la Transcaucasie à savoir l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie ont commencé à déclarer leurs indépendances. Mais ces indépendances ont été suivies d'une part par de graves problèmes économiques d'intégration au système international et d'autre part par les conflits, entre autres, Arménie-Azerbaïdjan et Géorgie-Ossétie du sud-Abkhazie.

Les États-Unis ont poursuivi pendant les années 1990, particulièrement sous les Administrations Bush et Clinton une politique de transition. Avant même l'investissement économique, la priorité pour les Etats-Unis était l'évaluation de l'évolution politique. Mais petit à petit, le gaz et le pétrole de la région ont commencé à attirer l'attention de la superpuissance et l'a poussé vers une coopération avec l'Azerbaïdjan.³ En même temps une coopération a aussi été envisagée avec l'Arménie et la Géorgie qui bien que n'ayant pas des richesses souterraines importantes ont la particularité d'être des pays de transit.

Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, l'Administration Bush a développé une nouvelle politique de la Transcaucasie qui donnait beaucoup d'importance à la sécurité et aux ressources énergétiques.⁴La principale raison avancée en matière de sécurité était la lutte contre le terrorisme dans la région. Les

² Pavel Baev, *Russia's Policies in South Caucasus*, London , The Royal institute of international affairs , 1997, p. 4-7.

³ Raphaëlle Mathey, "La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan" *Hérodote*, n° 129, p.123-124

⁴ Tomas Valasek, "U.S. Policy Toward the Caspian and Black Sea Region" *The Quarterly Journal*, No:1, March 2003, p.16-17.

Etats-Unis étaient cette fois-ci déterminés à s'engager dans tous les domaines, à savoir, politique, économique et militaire dans la région qu'ils considéraient désormais comme "zone d'intérêts vitaux". Ainsi, la politique des États-Unis dans la région peut se définir de la façon suivante :

- Protéger l'indépendance et l'intégrité territoriale des États de la région.
- Résoudre les conflits ethniques de la région (Haut-Karabagh, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud).
- Empêcher la Russie et l'Iran d'avoir une influence économique et politique dans la région.
- Avoir accès aux ressources énergétiques et permettre leur transport vers le marché international.
- Assurer la sécurité énergétique.⁵

En tenant compte de tous ces développements, il est clair que le "nouveau grand jeu" entre les grandes puissances se poursuit dans cette région et les intérêts stratégiques et économiques les poussent à développer de nouvelles politiques.⁶ Il faut souligner qu'après l'effondrement soviétique, les efforts des États-Unis de s'imposer dans la région ne furent pas faciles du tout. Washington a essayé de neutraliser toutes les puissances qui avaient tendance à s'opposer à ces efforts. Parmi ces puissances on peut principalement citer l'héritier de l'URSS la Russie que les États-Unis considèrent comme le rival principal, vu les visées géostratégiques de Moscou dans cette région, qu'il considère toujours comme sa propre zone d'influence.

⁵ Brenda Shaffer, "Iran's Role in the South Caucasus and Caspian Region: Diverging Views of the U.S. and Europe", *Iran and Its Neighbors*, SWP Berlin, July 2003, p. 17-18.

⁶ "Le Nouveau Grand Jeu" est un terme utilisé encore aujourd'hui pour décrire la nouvelle lutte géopolitique en Asie Centrale et en Transcaucasie. Celle-ci est une rivalité entre les puissances régionales et grandes puissances pour "l'influence, le pouvoir, l'hégémonie et les profits". Beaucoup d'auteurs et analystes voient ce nouveau "jeu" comme centré autour de la politique pétrolière régionale. Maintenant, au lieu de rivaliser pour le contrôle réel sur le plan géographique, "les oléoducs et les gazoducs, les routes de bateau-citerne, les consortiums pétroliers et les contrats constituent les éléments du nouveau Grand Jeu". Ce nouveau "grand jeu" à vu le jour après la fin de la guerre froide principalement entre les États-Unis et la Russie dans le Caucase du Sud pour le contrôle de la zone. Il faut aussi noter la présence d'autres acteurs dans ce jeu, à savoir la Turquie, l'Iran et l'UE. En gros tout tourne autour de la politique régionale pétrolière.

Dans ce travail intitulé “Les facteurs déterminant la politique des Etats-Unis dans le Caucase du sud” il a été question de déterminer la formation et l’influence de la politique des Etats-Unis en matière géostratégique et énergétique après la guerre froide dans la région du Caucase du sud, tenant compte de divers enjeux ainsi que du rôle des acteurs régionaux.

Dans la première partie de ce travail, nous allons étudier les changements de l’équilibre stratégique en Transcaucasie après la fin de la guerre froide. Parmi ces changements nous allons voir les politiques des différentes parties impliquées à savoir les Etats-Unis, la Russie, l’Iran et la Turquie. Ce sont ces politiques qui nous permettront d’examiner les différentes relations et coopérations émanant de la rivalité entre la les Etats-Unis et la Russie.

La deuxième partie du travail se concentrera particulièrement sur l’énergie. Cette partie examinera la politique énergétique des États-Unis en général et celle de l’oléoduc en particulier. Dans cette partie, le rôle de tous les acteurs, leurs politiques, positions, stratégies et intérêts sera pris en considération.

I-CHANGEMENT D'EQUILIBRE GEOSTRATEGIQUE EN TRANSCAUCASIE APRES LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

A : La situation géostratégique de la Transcaucasie d'après la politique extérieure américaine et les conflits régionaux

La Transcaucasie est une région géographiquement délimitée au nord par la Russie au sud par la Turquie et L'Iran, à l'Est par la Mer Noire et enfin à l'ouest par la Mer Caspienne. Elle est constituée de trois pays importants à savoir l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie. La Transcaucasie a toujours attiré l'attention des super puissances. Il y a plusieurs siècles presque tous les grands empires se sont intéressés à cette région. Parmi ces empires il y a l'Empire romain, perse, byzantin, mongol, la Russie tsariste, et enfin l'Union Soviétique. Malgré toutes ces influences extérieures, la Transcaucasie a toujours manifesté la volonté de se battre pour son indépendance et de protéger ses peuples.

En Août 1991, après l'éclatement de l'Union soviétique les pays de la Transcaucasie ont accédé tour à tour à leurs indépendances et la région a émergé comme l'une des régions les plus stratégiques dans le monde.⁷ Les accessions aux indépendances ont été accompagnées par les changements politiques dans ces pays. A travers un coup d'Etat, l'ancien troisième Secrétaire du Politburo Haydar Aliyev prit le pouvoir en Azerbaïdjan, il a été suivi par Ayaz Mutallibov et Elchibey. Pendant qu'en Géorgie, l'ancien Ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique Chevardnadze accéda au pouvoir. En Arménie Levon Ter-Petrosyan arriva au pouvoir immédiatement après l'indépendance, suivi en 1997, par Kocaryan. Actuellement, en Azerbaïdjan İlham Aliyev, en Géorgie Mikhaïl Saakachvili et en Arménie Serge Sarkisyan se trouvent au pouvoir. Les politiques de tous ces présidents ont influencé de près la politique régionale des Etats-Unis.

⁷François Thual, *Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchène*, France, Dominos Flammarion, 2001, p. 57.

La tendance de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie a été de réduire l'influence de Moscou en ce qui concerne leurs politiques internes. Mais l'inefficacité de ces pays à résister contre l'héritier de l'Union soviétique, les ressources naturelles de la région et sa nouvelle position géostratégique ont attiré l'attention des autres grandes puissances pour relancer le fameux "nouveau grand jeu".⁸ Parmi les acteurs qui se sont immédiatement intéressés à la région à côté de la Russie il y a l'Iran, la Turquie et les Etats-Unis. Bien que ces quatre États ne soient pas égaux en termes de puissance, leurs influences et leurs rôles peuvent se définir de façon différente. Ces quatre puissances peuvent se regrouper en deux en ce qui concerne la Transcaucasie. Il y a d'une part la coalition Turquie - Etats Unis et d'autre part l'Iran- Russie.⁹

Les relations entre pays de la région et leurs voisins immédiats sont devenues beaucoup plus compliquées après l'indépendance. Le grand voisin russe malgré tout est resté très présent dans la région à travers ses implantations militaires. En dehors de la très discutée base militaire en Géorgie et du radar de Kabala en Azerbaïdjan, elle a réussi à maintenir de très bonnes relations avec son ancien partenaire l'Arménie et ont pu établir un partenariat stratégique visant à garantir la sécurité nationale de l'Arménie.¹⁰ Après l'indépendance les relations entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan ont évolué normalement, peut être à cause des intérêts communs de ces deux pays en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel.¹¹

Cependant deux crises importantes non résolues jusqu'à ce jour ont secoué la région après l'accession aux indépendances. La première est celle qui oppose l'Azerbaïdjan et l'Arménie autour du Haut-Karabagh ; et la deuxième crise est celle qui oppose la Russie à la Géorgie autour de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie. Il faut noter que ces crises ont une dimension ethnique qui date de très longtemps. Ces crises représentent

⁸Mustafa Aydın, "New Geopolitics of Central Asia and the Caucasus", *Sam paper*, 2000, <http://www.sam.gov.tr/perceptions/sampapers/NewGeopoliticsofCentralAsiaandtheCaucasus.pdf>

⁹ Edmund Herzing, *The New Caucasus: Armenia, Azerbaijan and Georgia*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1999, p. 84-91.

¹⁰Ivlian Haindrava, "South Caucasus: Split identities" Presentation at the International Conference Armenia/South Caucasus: Foreign Policy Challenges University of Michigan, November, 2004.p. 1.

¹¹*Ibid.*, p. 2.

jusqu'à ce jour un obstacle au bon développement des relations, ainsi que nous le verrons ci-dessous.

1. La politique géostratégique des Etats -Unis en Transcaucasie

La fin de la guerre froide et l'éclatement de l'Union soviétique ont permis aux Etats-Unis de s'engager en Transcaucasie au tout début des années 1990. Mais cet engagement très actif s'est surtout réalisé au niveau politique et progressivement au niveau économique.¹² Il fallait attendre les attaques terroristes du 11 septembre 2001 pour voir les Etats-Unis réajuster sa politique envers la région et ajouter à cette politique une dimension sécuritaire.

En effet, bien avant cet engagement, l'ancien Conseiller National de Sécurité du Président Jimmy Carter Z. Brzezinski écrivait dans son ouvrage intitulé *Le Grand Echiquier* que les Etats-Unis devaient renforcer leur suprématie dans la plupart des régions du monde. Parmi ces régions, il citait la région de la Transcaucasie. Pour lui la création d'une nouvelle coalition entre ces Etats et la Russie ou l'Iran mettrait en danger la sécurité des États-Unis au sens stratégique.¹³ Z. Brzezinski n'hésita pas à ajouter que la Transcaucasie était les Balkans de l'Eurasie et avait une très grande importance économique. Le contrôle de la région permettra aux États-Unis d'établir des bases militaires au nom de la protection des ses intérêts économiques.¹⁴ Dans cet ordre d'idée, les objectifs des États-Unis en Transcaucasie peuvent se classer en cinq facteurs importants:

- La sécurité et la préservation de l'indépendance des nouveaux Etats de la région ;
- L'avenir de la Russie ;
- Les bases militaires (En Géorgie et en Azerbaïdjan) ;

¹²Zeyno Baran, "The Caucasus: Ten Years after Independence" *The Washington Quarterly*, Volume 25, Number 1, Winter 2002, p.221-233.

¹³Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York: Basic Books, 1997, p.129-147.

¹⁴François Thual, *Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchène*, France, Dominos Flammarion, 2001, p. 13.

- Le partenariat stratégique avec la Turquie autour de cette région ;
- L'Iran.¹⁵

D'une façon générale, il est possible de diviser la politique des Etats -Unis en Transcaucasie en deux grandes périodes:

- Du début des années 1990 au 11 septembre 2001;
- Du 11 septembre 2001 à nos jours.

La première période qui débute dans les années 1990, a été marquée par une politique des Etats-Unis visant à diminuer l'influence de la Russie et de l'Iran dans la région. Selon Fiona Hill, « Au fait, cette politique qui tournait principalement autour de la Russie les a poussés à ignorer certaines réalités très importantes : Premièrement, les États-Unis n'ont pas compris les vraies dynamiques internes de la Transcaucasie. Les dynamiques d'ordre historique, politique et culturel. Deuxièmement, les États-Unis n'ont pas réalisé les vrais intérêts des puissances régionales telles que la Russie, la Turquie et l'Iran concernant cette région ».¹⁶

Le rôle majeur des Etats-Unis était donc de promouvoir l'indépendance de ces pays et de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme. Dans cet ordre d'idée, les principes des politiques américaines ont été le soutien en faveur de l'indépendance de ces Etats et leurs intégrations dans les structures Euro-Atlantiques. En avril 1992 à travers le projet de loi portant sur « le soutien aux libertés », le gouvernement américain a pris l'initiative d'aider ces pays par l'intermédiaire du FMI (Fonds monétaire international). La loi a été approuvée par le Congrès et le Président Bush l'a signé le 30 Octobre 1992, soit une semaine avant les élections présidentielles qu'il a perdues contre le démocrate Bill Clinton.¹⁷ Pour Washington, le danger russe existait toujours et l'Islam radical était à craindre. C'est vers le milieu des années 90

¹⁵ Kamil Ağacan, "Güney Kafkasya ", Ankara, *Asam dergisi*, Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi, Ekim, 2006, p. 24-25.

¹⁶ Fiona Hill, "Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991", *Politique étrangère*, Volume 66, Numéro 1, 2001, p. 96.

¹⁷ Jim Nichol "Armenia, Azerbaijan, and Georgia: Political Developments and Implications for U.S. Interests", *CRS Report for Congress*, August 13, 2008, p. 2-3.

que les intérêts économiques se sont ajoutés à cette politique encore fragile des Etats-Unis dans la région.¹⁸ Cela n'a été possible qu'avec l'installation progressive des compagnies américaines dans la région à partir de 1994.

L'arrivée au pouvoir du Président Clinton a marqué une nouvelle étape dans la politique américaine envers les nouveaux Etats indépendants (NEI). Son objectif principal était d'affaiblir l'influence de la Russie à travers la CEI et, parallèlement renforcer la pénétration américaine dans ces régions. Dans le domaine politico-militaire, Clinton a officiellement exprimé au cours d'un message au Congrès en Janvier 1994, une doctrine «restrictive» adoptée peu de temps avant la doctrine militaire de la Russie de 1993 qui donnait aux troupes russes les possibilités d'agir au sein des frontières du périmètre de l'ancienne Union soviétique. Pour Clinton, ce périmètre devait être limité et répondre au principe de droit international. Un autre aspect de la doctrine «restrictive» était l'appel des États-Unis visant à stopper les activités de la Russie qui au nom de protéger ses populations envoyait ses troupes dans les NEI.

Pendant la deuxième période qui débute le 11 septembre 2001, les Etats Unis se sont beaucoup rapprochés de la région et ont consolidé leur présence cette fois-ci en matière sécuritaire. L'une des priorités des Etats-Unis en cette période était la sécurité contre le terrorisme et les menaces terroristes. Cette fois-ci la question d'ouverture des bases militaires américaines était à l'ordre du jour.

Dans la lutte contre le terrorisme, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont joué un rôle très important à côté des Etats-Unis. Il faut noter qu'un transfert en Asie des forces militaires américaines à travers l'Iran n'était pas possible. Et puis, la Russie n'était pas prête à laisser les États-Unis utiliser son espace aérien pour les attaques militaires, elle s'était dite prête à ne le faire que pour les aides humanitaires.¹⁹ Seuls

¹⁸Svante Cornell, "US engagement in the Caucasus: Changing gears", *Helsinki Monitor*, no. 2, 2005, p.111.

¹⁹*Ibid.*, p.113-114.

l'Azerbaïdjan et la Géorgie étaient prêts à accorder un soutien total dans la lutte des Etats-Unis contre le terrorisme en Afghanistan.²⁰

Washington s'est aussi montré actif dans la région depuis le début des années 1990 dans le domaine de la résolution des crises régionales, et plus particulièrement celle du Haut Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Entre les années 1996-1997, à travers un discours, certains objectifs ont été fixés et prononcés par Strobe Talbott, ambassadeur extraordinaire. Le but était de réunir tous les efforts pour renforcer les réformes politiques et résoudre tous les conflits régionaux qui rongeaient la région. Dans cette logique, un Médiateur a été désigné pour suivre de près toute l'évolution. Pour Strobe Talbott la résolution de tous les conflits devait désormais être une priorité des États-Unis en Transcaucasie.²¹ Malheureusement, tous ces efforts de paix ont échoué. Pour Fiona Hill ce sont les États-Unis et le Groupe de Minsk de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe)²² qui doivent jouer le rôle de participants actifs pour la résolution des conflits tel que le Haut Karabakh.²³

²⁰Les objectifs à court terme des Etats-unis dans la campagne contre le Taliban et l'al-Qaeda en Afghanistan ont été efficacement accomplis. Mais on ne peut pas dire la même chose pour ses intérêts à long terme. Ceux-ci peuvent être grossièrement séparés en trois catégories. Le premier s'entend aux affaires de sécurité "dures". Étant donné que les Etats-unis ont été retenus dans une "longue guerre," l'accès stratégique en Asie Centrale et en Caucase est devenu une priorité stratégique importante. Deuxièmement, les États-Unis travaillaient longtemps pour l'exportation vers l'ouest des ressources d'énergie de la région Caspienne et cela est devenu progressivement plus qu'une question importante étant donné que les prix du pétrole augmentaient. Troisièmement, les Etats-Unis ont cherché la réforme intérieure dans les pays principalement autoritaires de la région. Le soutien de la démocratisation et des droits de l'homme était devenu un élément moral de politique étrangère de l'Ouest, partagée tant par les Etats-Unis que par l'Union Européenne. Voir Svante Cornell, "Eurasia: Crisis and Opportunity" Sweden, *The journal of international security affairs*, Fall 2006, p.29-30

²¹ Fiona Hill, *op.cit.*, 2001, p. 101.

²²Le 'Groupe de Minsk de l'OSCE' a été créé en 1992 et était codirigé par la Suède et la Russie entre 1993-94. Avec le ferme appui des États-Unis, l'OSCE a décidé pendant la réunion de Budapest de Décembre 1994 d'envoyer des soldats de la paix de l'OSCE dans la région sous l'égide de l'ONU. La Russie et l'OSCE ont fusionné leurs efforts de médiation. Les États-Unis, la France et la Russie coprésident les réunions du Groupe de Minsk. Une proposition d'OSCE 1997 a suggéré une solution organisée du conflit, qui commencerait par le retrait de forces arméniennes des territoires occupés et continuerait par la suite avec le retour de réfugiés, action réciproque économique et finalement une solution de l'édition de statut. Pourtant, les négociations n'ont produit aucun résultat concret, malgré les attentes d'une solution imminente à plusieurs reprises. www.osce.org

²³ Fiona Hill, "The Caucasus and Central Asia", Washington DC, *Brookings Policy Brief*, The Brookings Institution, No: 80, May 2001. <http://www.ciaonet.org/pbei-2/bi/hif01/hif01.pdf>

Récemment, les Etats-Unis ont tenté dans la région de résoudre les problèmes de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud en menant une politique active dans les événements du 8 Août 2008 vécus entre la Russie et la Géorgie pour protéger la stabilité régionale.²⁴ Il faut rappeler que la diplomatie américaine a pendant longtemps conseillé la Géorgie à respecter le cadre de paix existant. Mais cette position a changé en 2008, quand les Etats-Unis et d'autres gouvernements ont décidé de soutenir les demandes de la Géorgie relatives à la création des mécanismes de règlement de paix alternatifs. Les inquiétudes ont augmenté quand les ministères des Affaires étrangères et de la défense ont annoncé le 29 avril 2008 que le nombre "de soldats de la paix" en Abkhazie serait promu jusqu'au maximum envisagé dans les accords de cessez-le-feu. Le 28 avril 2008, l'OTAN a annoncé que ses membres "soutiennent l'intégrité territoriale de la Géorgie et considèrent l'Abkhazie comme une partie inséparable de la Géorgie".²⁵ Les membres de l'OTAN croient que le contingent de maintien de paix russe unilatéralement partial devrait être rappelé. Le Secrétaire d'Etat Adjoint américain Mathew Bryza a déclaré que la "non utilisation de la force "et le retour des déplacés Géorgiens en Abkhazie est une question absolument essentielle qui doit être résolus pour que le processus de paix puisse avancer."²⁶

a. Relations avec l'Azerbaïdjan

L'éclatement de l'Union Soviétique a présenté pour l'Azerbaïdjan comme pour les autres pays de la Transcaucasie une opportunité pour déclarer son indépendance au début des années 1990 et de prendre sa place sur la scène internationale. Le choix des Etats-Unis de l'Azerbaïdjan comme l'un des partenaires importants a été soutenu par certains spécialistes de la sécurité comme Z. Bzrezinski qui l'a souligné dans son discours, «Azerbaïdjan: Un facteur géopolitique dans la région» prononcé en 1999. Ainsi qu'il l'a indiqué, le point le plus important autour de ce pays de la

²⁴ Alexander Cooley et Lincoln Mitchell, "No Way to Treat Our Friends: Recasting Recent U.S. Georgian Relations" *The Washington Quarterly*, Volume 32, Issue 1, January 2009, p. 28-30.

²⁵ Jim Nichol, "Armenia, Azerbaijan, and Georgia: Political Developments and Implications for U.S. Interests", *CRS report for Congress*, August 13, 2009, p.14-15.

²⁶ Alexander Cooley et Lincoln Mitchell, *op.cit.*, p.31-32.

Transcaucasie est sa position stratégique et ses riches ressources naturelles. C'est pourquoi Washington a intérêt à mieux coopérer avec l'Azerbaïdjan.²⁷

Afin d'empêcher la Russie de contrôler encore les ressources de ce pays, Washington a lancé au début des années 1990 une aide politique de sorte que l'Azerbaïdjan soit en mesure de protéger son indépendance nouvellement acquise. Pour mieux assurer cette aide et faire asseoir cette politique une ambassade américaine a été ouverte à Bakou en 1992.

Les Etats-Unis se sont donc décidés à coopérer avec l'Azerbaïdjan pour les raisons suivantes: premièrement, diminuer l'influence de la Russie et de l'Iran; deuxièmement, se procurer un allié régional pour combattre effectivement le terrorisme; troisièmement avoir accès aux ressources naturelles du pays; et finalement utiliser l'Azerbaïdjan comme partenaire effectif pour atteindre les pays de l'Asie centrale.²⁸

Relations pendant la crise du haut Karabakh et les efforts de l'adhésion de l'OTAN.

Les relations entre les Etats-Unis et l'Azerbaïdjan ont aussi fait face à différents obstacles depuis 1990. Le plus important obstacle a été la crise autour du Haut Karabakh qui opposa l'Azerbaïdjan à l'Arménie.²⁹ Cette crise entre les deux pays a commencé en 1991 lorsque le Congrès américain dans le but de soutenir l'indépendance nouvellement acquise des pays de la Transcaucasie a voté la loi portant sur le soutien aux libertés. Cette loi qui portait le nom du "Freedom Support Act" avait été débattue entre avril et octobre 1992. Cette loi visait à assurer un grand

²⁷ Zbigniew Brzezinski, "Azerbaijan: A Geopolitical Factor in the Region", Speech at US-Azerbaijan Chamber of Commerce Annual Conference 26 October 1999, http://www.geocities.com/fanthom_2000/Z.html, Natalie Sabanadze, *op.cit.*, p. 25.

²⁸ Raphaëlle Mathey, "La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan" *Hérodote*, 2, no 129, 2008, p. 124-143.

²⁹ L'origine de la guerre entre les deux pays remonte à 1905 avec l'attaque des Arméniens contre les villages azéris. Face à cette crise, il y eut des efforts entre 1918-1921 de rattacher par exemple la ville de Zengezur à l'Arménie. Derrière la réunification, l'objectif était de faire sortir les Azéris de la région. Le conflit a repris a commencé vers les années 1987 juste avant la chute de l'Union soviétique. Le soutien de la Russie à l'Arménie a jouté une autre dimension au conflit.

nombre d'activités relatif à l'assistance bilatérale et à la coopération économique avec les NEI dans le but de les aider à effectuer la transition vers la démocratie et le marché libre. Dans cette perspective, la protection de la stabilité de l'Azerbaïdjan et sa croissance économique devaient être assurées à travers la loi. Mais pendant que la crise du Haut Karabakh continuait, le lobby arménien aux Etats-Unis fit pression au Congrès qui finit par voter l'article 907 suspendant ainsi l'aide faite à l'Azerbaïdjan par les Etats Unis. Le Congrès a défini l'Azerbaïdjan comme agresseur dans le conflit et a fixé la section 907 comme une punition contre l'Azerbaïdjan pour sa politique. L'acte stipule que "l'assistance américaine ne peut pas être donnée au gouvernement de l'Azerbaïdjan jusqu'à nouvel ordre". Cette nouvelle politique du Congrès a ouvert la porte à une crise entre Washington et Bakou.³⁰ Malgré l'intervention des compagnies américaines pour convaincre le Congrès à faire marche arrière, malgré toutes les négociations tenues et les efforts du Président Haydar Aliyev, l'article n'a pas été aboli empêchant ainsi l'amélioration des relations. Le point le plus choquant pour l'Azerbaïdjan dans cette crise avec les États-Unis fut de voir la Russie continuer à soutenir l'Arménie. Svante Cornell avancera à ce sujet que « la résolution de la crise du Karabakh ne peut être possible qu'à travers la participation des Etats-Unis au groupe de Minsk ». ³¹ En 1997, l'administration Clinton n'hésita pas à suggérer que les Etats-Unis, pour mieux s'imposer dans la région, devait mettre fin à son isolationnisme. Il fallait donc assurer dans les relations avec l'Azerbaïdjan une stabilité politique, un développement économique positif et viser le processus de globalisation. ³²

Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 la Chambre des Représentants des Etats-Unis a décidé de suspendre l'article 907 et les négociations ont été ouvertes pour l'installation des bases militaires en Azerbaïdjan. Le Président Bush a exprimé la volonté des Etats-Unis de renoncer à cette loi 25 janvier 2002 et le 17 janvier

³⁰ Martha Brill Bolcott, "U.S. Policy in the South Caucasus" *The Quarterly Journal*, No.3, September 2002, p.59-65.

³¹ Svante Cornell, "Small Nations and Great Powers: A Study of Ethnopolitical Conflict in the Caucasus" London, *Curzon Caucasus World*, 2001, p. 378-379.

³² Svante Cornell, "The Nagorno-Karabakh Conflict", *Report no. 46, Dept. of East European Studies*, Uppsala University, 1999, p.107-108.

2003. La raison avancée dans la démarche fut celle de la lutte contre le terrorisme.³³ En cette même période les États-Unis ont utilisé l'espace aérien de l'Azerbaïdjan pendant « l'Opération Enduring freedom (OEF) ».³⁴

En 2004, pendant que les négociations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan visant à améliorer les relations entre les deux pays continuaient, le Président iranien Mohammed Khatami s'est rendu en Azerbaïdjan pour essayer de discuter aussi de sa part avec le Président Ilham Aliyev la question relative à la présence militaire américaine dans la région. Immédiatement après la visite de Khatami, le Secrétaire d'Etat Américain à la défense Donald Rumsfeld a effectué à son tour une visite en Azerbaïdjan. Pour Rumsfeld l'ouverture de la base militaire allait aussi faciliter la sécurité du projet Baku-Tbilissi-Ceyhan.³⁵ En retour, l'Azerbaïdjan a promis son soutien stratégique aux Etats-Unis.

Un des objectifs de l'Azerbaïdjan pour protéger son indépendance était aussi de rejoindre le bloc euro-atlantique (l'OTAN). Cela le poussa à construire les relations actives avec l'OTAN depuis 1994.³⁶ Avant tout, l'Azerbaïdjan a coopéré avec l'OTAN pour le maintien de la paix dans le cadre du KFOR (Kosovo Force), et a participé à la mission ISAF (International Security Assistance Force) en Afghanistan. Ensuite, il s'est engagé en février 2005 dans le « Plan d'action individuel pour le partenariat de l'OTAN – IPAP ».³⁷ Le Président I. Aliev, au cours de sa première visite officielle aux États-Unis en 2006, a réitéré son opposition à soutenir de quelque manière que ce soit une possible intervention américaine en Iran. Bakou a essayé en même temps d'être prudent quant à ses perspectives d'adhésion à l'OTAN.

³³ Jim Nichol, *op.cit.*, p. 4.

³⁴ Operation enduring freedom (OEF) est le nom officiel utilisé par le gouvernement américain dans sa guerre en Afghanistan sous le parapluie de sa guerre globale contre la terreur (Global War On Terorism-GWOT).

³⁵ Svante Cornell, "Security Threats and Challenges in the Caucasus after 9/11" *Eurasia in Balance*, consulté le 23 Août 2009, http://www.silkroadstudies.org/docs/publications/2005/Cohen_Book.pdf

³⁶ Alberto Priego, "NATO cooperation towards South Caucasus" *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2 (1), Winter, 2008, p. 7-8.

³⁷ Jean Dufourcq et Cees Coops, "Integrative Processes in the South Caucasus and their Security Implications" Rome, *NDC Occasional Papers Series*, College de Defense de l'OTAN, March 2006, p. 32-33.

Même si certaines déclarations officielles soulignent que cette coopération n'était pas orientée vers l'adhésion, elles démontrent qu'elles étaient suffisantes pour raccourcir le chemin qui y mène. L'Azerbaïdjan a fait un effort pour ne pas importuner ses voisins par sa participation à des systèmes de défense qui pourraient sembler offensifs. En même temps, Bakou a réduit au strict minimum sa participation aux structures de la CEI. Mais la vérité est qu'à travers l'adhésion à l'OTAN l'Azerbaïdjan diminuera définitivement l'influence de la Russie. D'ailleurs l'objectif de l'OTAN en attirant l'Azerbaïdjan était de réduire son influence dans la CEI et l'éloigner de la pression de la Russie.

b. Relations avec l'Arménie

L'Arménie a été certainement le pays le plus affecté par l'effondrement de l'Union Soviétique à cause de son économie et de sa politique construite selon le modèle de l'URSS. Tous ces problèmes ont poussé l'Arménie vers une politique de libéralisation. En 1991, l'Arménie bien que pauvre s'est distingué par sa loyauté envers la Russie et a réussi en même temps de faire entendre la voix de sa diaspora surtout dans ses relations avec les Etats-Unis.³⁸ Les Arméniens des États-Unis se sont organisés en deux groupes de pression: l'Armenian National Committee of America (ANCA) et l'Armenian Assembly of America (AAA). C'est grâce aux travaux de ces deux groupes au sein des Etats-Unis que l'Arménie a été en mesure de recevoir une aide économique de 2 milliards de dollars.³⁹

Les relations diplomatiques officielles entre les Etats-Unis avec l'Arménie débutèrent le 25 décembre 1991. Les Etats-Unis après avoir reconnu l'indépendance de ce petit pays de la Transcaucasie établit à Erevan une représentation diplomatique en janvier 1992.⁴⁰ Malgré le mécontentement de l'Azerbaïdjan, les relations avec l'Arménie se sont développées parce que la diaspora avait depuis toujours une

³⁸ Julien Zarifian, "La politique étrangère américaine en Arménie: naviguer à vue dans les eaux russes et s'affirmer dans une région stratégique", *Hérodote*, 2e, No:129, trimestre 2008, p.109-110.

³⁹ *Ibid.*, p. 120.

⁴⁰ "Armenia-US Relations: Friendship and Cooperation", http://www.armeniaemb.org/Armenia_US/Index.htm, consulté le 18, 07, 2009.

influence dans la politique des Etats-Unis. Entre 1991 et 1992 l'Arménie a bénéficié d'une aide totale de 1,4 millions de dollars.⁴¹

Il faut dire que l'Arménie à travers le développement des relations avec les Etats-Unis a été en mesure d'équilibrer ses relations avec à la fois la Russie et l'Iran, et a pu profiter de toutes les aides.

Pendant la crise du Haut-Karabakh les Etats-Unis ont joué le rôle de médiateur en 1992. Cette médiation a été couronnée en 1994 par un cessez-le feu signé entre les deux pays. En avril 2001, après sa prise des fonctions, le président George W. Bush estima qu'il pourrait avoir une solution au conflit du Haut-Karabakh, raison pour laquelle il prit l'initiative d'inviter les dirigeants de l'Azerbaïdjan et l'Arménie.⁴² Après les attaques du 11 septembre, l'Arménie a aussi à son tour exprimé son soutien à la lutte contre le terrorisme et a permis aux Etats-Unis d'utiliser son espace aérien contre le régime Taliban en Afghanistan.⁴³

Mais contrairement à l'Azerbaïdjan, l'Arménie n'a pas profité de ses relations avec les Etats Unis pour suggérer son adhésion à l'OTAN. Parce que l'Arménie est réputé être le partenaire de la Russie qui ne souhaitait pas une telle chose. Elle a seulement rejoint en 1994 le Conseil de Coopération Atlantique. En plus de cela elle a aussi rejoint la même année le programme de « Partenariat pour la paix ». Depuis 1998 les relations avec l'Arménie se situent au niveau du dialogue sur la sécurité.⁴⁴ La relation bilatérale entre l'Arménie avec l'OTAN continue surtout en ce qui concerne la lutte contre la prolifération des armes nucléaires. Dans le cadre du programme de l'OTAN science pour la paix et la sécurité (SPS) et la collaboration scientifique et environnementale, l'Arménie a reçu des subventions pour environ 38 projets. Ces projets incluaient aussi la prévention, la détection et la réponse aux menaces

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Nurşin Ateşoğlu Güney et Fuat Aksu, *The prospects for cooperation and stability in the Caucasus*, İstanbul, Joint Conference Series No. 2, Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBİV), YTU Auditorium, March 1st, 2005, p.55.

⁴³ Julien Zarifian, *op.cit.*, p. 111-112.

⁴⁴ Alberto Priego, *op.cit.*, p. 6-7.

nucléaires et radioactives, l'évaluation des risques sur les désastres naturels et la sécurité d'eau.⁴⁵

Il faut noter que la politique menée par Erevan est de maintenir de bonnes relations avec les grands acteurs tels que la Russie, l'Iran, les États-Unis et l'UE. Cette politique est basée sur l'équilibre de tous ces acteurs bien que le Ministre des Affaires étrangères Arménien V. Oskanian déclara en 2004 que les relations de l'Arménie avec tous ces pays n'étaient pas basées sur l'équilibre mais sur les besoins, les intérêts et les souhaits de chaque partie.⁴⁶ A partir de 2004 un nouveau projet d'aide aux « pays pauvres » dénommé le « Programme Millenium Challenge » a été lancé par le Président Bush.⁴⁷ Une somme de 235 millions dollars pendant cinq années a été prévue pour l'Arménie et approuvée le 19 décembre 2005. L'Arménie est l'un des bénéficiaires de cette aide et son contenu est de renforcer la bonne gouvernance, la liberté économique et les investissements.

La guerre entre la Russie et la Géorgie du mois d'août 2008, a radicalement changé la situation géopolitique en Transcaucasie. Parmi les conséquences de cette guerre, il y a les nouveaux défis en matière de sécurité pour les États de la région. L'Arménie, le plus vulnérable de tous les pays de la région est confronté à la suite par de nouvelles menaces. Cela est d'une importance vitale pour l'Arménie parce que la Géorgie fournit l'essentiel de ses communications terrestres avec le monde extérieur. Il faut rappeler que l'Arménie est le principal partenaire militaire et économique de la Russie.

⁴⁵ "NATO's relations with Armenia", topics North Atlantic Trade Organisation, <http://www.nato.int/issues/nato-armenia/index.html> consulté le 24-Feb-2009.

⁴⁶ Julien Zarifian, *op.cit.*, p. 116-117.

⁴⁷ Craig Nation, "Russia, the Unites States and the Caucasus". *Boone Bartholomees*, 3rd Edition, Department of National Security and Strategy, June 2008, <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub871.pdf>

c. Relations avec la Géorgie

Les Etats-Unis est l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance de la Géorgie en 1992. L'une des particularités de la Géorgie est le fait qu'elle constitue une des routes importantes pour atteindre l'Asie centrale et d'autres régions.⁴⁸ C'est à partir de 1994 que la Géorgie dirigée encore par le Président Chevardnadze a commencé à montrer de l'intérêt pour le camp de l'Ouest et les Etats-Unis. L'objectif de la Géorgie était semblable à celui de l'Azerbaïdjan qui consistait à réduire l'influence de Moscou. Entre 1995 et 1998 la Géorgie était divisée entre la volonté d'intégrer progressivement le bloc de l'ouest et les menaces de Moscou de l'en empêcher.

En 1997 au cours d'une réunion à Washington, les Présidents Clinton et Chevardnadze ont souligné l'importance stratégique d'un partenariat entre les États-Unis et la Géorgie. Ils n'ont pas hésité à avancer que les deux pays devaient s'engager à collaborer activement dans le but d'élargir la coopération dans l'ensemble de la politique étrangère et de sécurité. Les deux Présidents ont noté positivement la contribution de la Géorgie aux efforts de réforme réalisés à travers l'assistance technique et humanitaire américaine. Le Président Clinton a promis de continuer à apporter son ferme soutien aux réformes en Géorgie. Il a en même temps encouragé la participation active de la Géorgie à l'OTAN dans le cadre du nouveau partenariat euro-atlantique (CPEA).⁴⁹

Après la « révolution rose »,⁵⁰ qui poussa Chevardnadze à démissionner et facilita l'élection à la tête de l'Etat de Mikhaïl Saakashvili, une nouvelle ère a débuté pour la Géorgie dans ses relations avec les États-Unis. L'arrivée de Saakashvili au pouvoir était suffisant pour comprendre le nouveau choix de la Géorgie parce que ce dernier

⁴⁸Mark Simakovsky, "Grand strategy in the Tran-Caucasus: the U.S.-Russia-Georgia tringle" *International Affairs Review*, Volume 14, No.1. Spring 2005, p. 28-30.

⁴⁹"Joint Statement on Republic of Georgia-United States Relations July 18, 1997", Administration of William J. Clinton, July 19, 1997, consulté 11 Août 2009, http://bulk.resource.org/gpo.gov/papers/1997/1997_vol2_983.pdf

⁵⁰"La révolution rose" était une révolution sans effusion de sang en 2003 qui renversa le Président Eduard Chevardnadze.

était pro-américain.⁵¹ Une série de réformes sur tous les plans a eu lieu et la libéralisation de l'économie a été lancée. Washington à travers l'Agence américaine pour le développement a pourvu à ce pays de l'aide financière et économique nécessaire pour sa stabilisation. Les États-Unis ont fourni à la Géorgie plus de \$1,89 milliards pour soutenir son développement démocratique, économique et social depuis 1992.⁵²

Après les attentats du 11 septembre 2001, les relations entre la Géorgie et les États-Unis se sont aussi développées sur le plan militaire. En cette même période, les deux pays ont signé un accord visant le déploiement des conseillers militaires américains sur le sol géorgien. La Géorgie a par la suite manifesté son intention de rejoindre l'OTAN pour mieux coopérer avec les États-Unis. Un programme de formation de troupes géorgiennes a été lancé sous l'appellation de « Georgian Train and Equip program » (GTEP).⁵³ À travers ce programme, les États-Unis visaient à supporter la Géorgie contre les activités terroristes parce que d'après Washington les troupes d'Al Qaeda trouvaient refuge dans la région de Pankisi à côté des forces Tchétchènes.⁵⁴ En retour, la Géorgie a accepté de déployer ses troupes auprès des forces de l'OTAN dans les différentes missions au Kosovo, en Afghanistan et en Irak.⁵⁵ Sur le plan politique les États-Unis se sont montrés très favorables à l'intégration de la Géorgie au sein de l'OTAN après la rencontre entre Bush et Saakashvili à Washington. Le Président Bush déclara: "Je crois que l'OTAN bénéficierait d'une Géorgie membre de l'organisation et vice versa. Et il y a une solution pour y arriver."⁵⁶

⁵¹ Mark Simakovsky, *op.cit.*, p. 31-32.

⁵² "Statement on U.S. Pledge of \$1 Billion in Aid for Georgia" U.S. Department of State, 22 October 2008, http://www.america.gov/st/texttrans-english/2008/October/20081022174538_ihescuor_0.96_38_0_25.html consulté le 30 Août, 2009.

⁵³ Marcel de Hass, Andrej Tibold, "Geo-strategy in the South Caucasus, Power Play and Energy Security of States and Organizations" *Clingendael Institute*, The Hague, November, 2006, p. 48-49.

⁵⁴ Pankisi George-est une ligne qui passe au nord de l'Abkhazie vers la Tchétchénie.

⁵⁵ Jim Nichol, "Georgia [Republic] and NATO Enlargement: Issues and Implications", *CRS Report for Congress*, 2008, p.1-2.

⁵⁶ President Bush and Georgian President Saakashvili: Remarks to the Press following meeting at the White House, July 5, 2006, dans la rapport du Jim Nichol, *Ibid*, p.6.

Actuellement les Etats-Unis, à cause de leur soutien sans retenue à la Géorgie, sont devenus incapables de voir l'état de la détérioration de la démocratie géorgienne et de la politique intérieure. On voit Washington en train de continuer de discuter la restauration de l'intégrité territoriale de la Géorgie au lieu de se concentrer sur la résolution des conflits. En novembre 2007, lors d'une conférence de presse à Tbilissi, le Secrétaire d'Etat adjoint américain Matt Bryza souligna que, ' les Etats-Unis disposent désormais d'un engagement à l'intégrité territoriale de la Géorgie'.⁵⁷ Il faut aussi noter que c'est en s'appuyant sur le soutien des Etats-Unis qu'une relation forte avec les États-Unis que Saakashvili a lancé une opération militaire en Abkhazie et en Ossétie du Sud en 2008.

Après ce tragique conflit, deux points importants ont été révélés sur la politique américaine envers la Géorgie. Tout d'abord, leur appui au gouvernement Saakashvili passe même avant la promotion du développement et de la démocratie. Deuxièmement, au lieu d'agir en intermédiaire efficace des conflits de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud, les États-Unis ont choisi de se soucier de la question de l'intégrité territoriale de la Géorgie.⁵⁸

2. Conflits en Transcaucasie et la position des Etats-Unis

a. Le Problème du Haut-Karabakh

La crise du Haut Karabakh peut être considérée comme un conflit d'ordre ethnique et territorial opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan depuis plusieurs années. Mais ces deux Etats ont été submergés en 1920 par l'Union Soviétique. Ce qui a fait que le conflit entre ces deux pays ont fait partie des problèmes intérieurs de l'Union soviétique. En 1923, le Nagorny Karabakh Oblast Autonome (NKAO) a été restitué, en rétablissant le contrôle azerbaïdjanais sur la région. NKAO avait l'autorité sur ses

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Alexander Cooley et Lincoln A. Mitchell, *op.cit.*, p.34-36.

affaires intérieures du point de vue des affaires culturelles et éducatives et faisait partie de la république de l'Azerbaïdjan.

Actuellement, la thèse avancée par les deux parties est celle de l'intégrité territoriale. Tout a commencé au mois de février de 1988 lorsque les Arméniens ont demandé à incorporer la région autonome du Karabakh en Arménie.⁵⁹ D'après l'Azerbaïdjan cette région ne partage aucune frontière avec l'Arménie et appartient à l'Azerbaïdjan. Il faut rappeler que cette région a été établie le 7 juillet 1923 à travers un décret publié par le Comité Exécutif Central SSR. C'est aussi la même année que la région est devenue Karabakh Nagorny Oblast Autonome. Le début de la guerre remonte à 1988 après la déclaration d'indépendance des Arméniens vivant à Nagorny-Karabakh. L'objectif de la région après l'accession à cette indépendance était de s'unir à l'Arménie.

Depuis 1989 le conflit a progressivement changé en une guerre réelle, particulièrement après le départ de l'armée soviétique de la région au début de 1992.⁶⁰ Les hostilités de grande envergure dans la zone ont été déclenchées à la fin de 1991 - début 1992. Le conflit a été aggravé par le soutien politique et militaire de la Russie à l'Arménie. L'armée arménienne a utilisé les systèmes d'arme les plus modernes dans la région qui a conduit à la prise de la ville de Khodjali le 26 Février 1992. Ces événements ont ouvert la porte à des massacres des femmes et enfants et à l'occupation de la rayonne Shuha en mai 1992.

La Russie a utilisé ce conflit pour mieux appliquer sa politique "diviser pour régner". Depuis 1993, l'Arménie a reçu \$1 milliard d'aide financière de la part de la Russie.⁶¹ Entre 1992 et 1994 7 districts de l'Azerbaïdjan ont été occupés par les forces

⁵⁹ Svante E. Cornell, "The Nagorno-Karabakh Conflict" *Report no. 46, Department of East European Studies*, Uppsala University, 1999, p. 14-16

⁶⁰ Report On the conflict in Nagorno-Karabakh (Doc. 7182) from Assemblée Parlamantaire, 17 October 1994, <http://assembly.coe.int/documents/workingdocs/doc94/edoc7182.htm>

⁶¹ "History of the Nagorno-Karabakh Conflict", *Azerbaijan International* (6.2), Summer 1998 http://azer.com/aiweb/categories/karabakh/karabakh_current/keywest_history.html consulté le 10 février 2009

arméniennes.⁶² Cela a été suivi par une série d'offensives arméniennes, soutenues par la Russie. A l'issue de ces offensives l'Azerbaïdjan a perdu presque 20 % de son territoire.⁶³

Les Etats-Unis ont eu à intervenir pour essayer de trouver une solution à cette crise. Cette politique fut déterminée par le Congrès et la Maison Blanche. En plus de ces deux institutions, le Département d'Etat a aussi tenté de jouer un rôle pour la résolution de la crise. Voire même l'ancien Secrétaire d'Etat adjoint américain Strobe Talbott a eu à condamner le déplacement des populations civiles et les violations des droits de l'homme par les deux parties en conflit.⁶⁴ Le Congrès a adopté une politique pro-arménienne et n'a pratiquement pas critiqué les abus des droits de l'homme en Arménie. Peut être que la décision la plus importante des Etats-Unis fut l'article 907 voté par le Congrès visant à suspendre toutes les aides faites à l'Azerbaïdjan.⁶⁵ Les Etats-Unis demandaient à l'Azerbaïdjan de respecter les normes internationales des droits de l'homme, et de lever son blocus sur l'Arménie. Mais en réalité pendant la guerre, c'est l'Arménie qui violait les droits de l'homme. Grâce à leur lobby aux Etats-Unis, ils ont été en mesure d'accuser l'Azerbaïdjan de violation. L'acte stipulait que "l'assistance américaine ne pouvait être donnée au gouvernement de l'Azerbaïdjan que dans deux conditions: la décision du Président, et les rapports du Congrès prouvant que le gouvernement de l'Azerbaïdjan a fait des pas démontrables pour cesser tous les blocus et d'autres utilisations injurieuses de force contre l'Arménie et Nagorny Karabakh".⁶⁶

En 1992, le Groupe de Minsk de l'OSCE a été créé dans le but de pourvoir un règlement politique à ce problème.⁶⁷ Dans ce contexte la Russie et l'OSCE ont eu à

⁶² L'Arménie a occupé ce rayonne de l'Azerbaïdjan entre 1992-1994 ; Shusha- 8.05.1992 ; Lachin- 18.5.1992 ; Kalbacar 02.04.1993 ; Aghdam 23.07.1993 ; Cebrail-18.08.1993 ; Fizuli-23.08.1993 ; Zengilan-30.10.1993.

⁶³ Carol Migdalovitz, "Armenia-Azerbaijan Conflict", *CRS Report for Congress*, August 8, 2003, p.2-3.

⁶⁴ "Azerbaijan Seven Years of Conflict in Nagorno-Karabakh", Report of Human Rights Watch/ Helsinki, 1994, p.78-79.

⁶⁵ Carol Migdalovitz, *op.cit.*, p. 14-15

⁶⁶ Freedom Support Act, Section 907(a), P.L. 102-511, 24 October 1992

⁶⁷ le 'Groupe de Minsk de l'OSCE –est composé des Etats-Unis, Russie, France, Azerbaïdjan et l'Arménie.

fusionner leurs efforts pour servir de médiateur. Il faut noter que les États-Unis, la France et la Russie co-président les réunions du Groupe de Minsk. A la suite de ces efforts un cessez-le-feu a été signé le 12 mai 1994. En 1997, une proposition d'OSCE suggéra une solution, qui commencerait par le retrait des forces arméniennes des territoires occupés et continuerait par la suite avec le retour de réfugiés.⁶⁸ Pourtant, les négociations n'ont produit aucun résultat concret, malgré les attentes d'une solution imminente.

Les points les plus importants de la politique des États-Unis autour du Haut Karabakh se présentent de la manière suivante :

- S'assurer que le Haut-Karabakh demeure une partie de l'Azerbaïdjan et soutenir son intégrité territoriale ;
- Donner beaucoup d'importance à « la stratégie de solution progressive » pour que L'Arménie quitte progressivement le territoire qu'elle a occupé ;
- Soutenir la perspective d'une solution multilatérale ;
- Avancer plus précisément à partir du milieu des années 90 la possibilité d'une solution qui passera par des concessions réciproques ;
- Tenir le plus possible l'Iran loin du problème et le contenir ;
- Renforcer la démocratie dans la région ;
- Défendre l'économie du marché libre et essayer de faire disparaître tous les obstacles autour de cette libéralisation; encourager le partenariat économique, l'intégration et l'interdépendance (par exemple le projet de l'oléoduc de paix) ;
- S'assurer que les représentants du haut Karabakh soit présents au processus de paix ou encore soutenir les négociations entre les Azerbaïdjanais et Arméniens du Haut Karabakh ;
- Essayer de résoudre le problème à travers l'échange réciproque de territoires (par exemple la formule du corridor « Karabakh et Nakhcivan»⁶⁹).

⁶⁸Frank Evers, "Mission Information Package South Caucasus" *CORE- Centre for OSCE Research*, Institute for Peace Research and Security Policy at the University of Hamburg , October 2003.p.19-22

⁶⁹Ömer Göksel İşyar, "Amerika birleşik devletleri ve Dağlık Karabağ uyuşmazlığı" *ASAM dosyası*, 2002, p.390-391

En avril 2002, le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell, en tant que co-président du Groupe de Minsk a ouvert des entretiens à Key West, en Floride, et a dit que l'administration américaine était "prête à accepter tout accord acceptable" pour le président de l'Arménie Robert Kocharian et le Président de l'Azerbaïdjan Haydar Aliyev.⁷⁰

La dernière guerre du mois d'août 2008 a divisé le groupe de Minsk entre d'une part la Russie et d'autre part la France et les Etats-Unis. Bien que tous les trois pays aient exprimé leur engagement à soutenir le processus de paix, l'absence d'unité entre eux entrave les progrès. Les pays occidentaux ne sont pas satisfait de voir la Russie renforcer ses positions dans le Caucase du Sud a travers la crise du Haut-Karabakh.⁷¹

Pendant la réunion de Saint-Petersburg le 6 Juin 2008 le président Aliyev a déclaré que "le peuple azerbaïdjanais était fatigué, que ces entretiens ne devaient pas durer éternellement et le plus important sa solution ne viendrait que de la force militaire".⁷² A la suite de cette déclaration, l'assistant du Secrétaire d'Etat pour les Affaires européennes et eurasiennes Daniel Fried déclara : « l'Azerbaïdjan ne dispose pas d'une supériorité militaire, ce qui revient à dire qu'aucune des deux parties n'est en mesure de gagner en cas d'un nouveau conflit ». ⁷³

Au mois de Mai 2009, le Président arménien Serge Sarkissian et le Président azerbaïdjanais Ilham Aliyev se sont rencontrés à Prague, sous l'égide des Américains. A l'issue du sommet, le Secrétaire d'Etat adjoint Matthew Bryza a déclaré que "les deux parties ont été en mesure de réduire leurs différences sur quelques principes de base et que pour la toute première fois, les deux Présidents

⁷⁰ Carol Migdalovitz, *op.cit.*, p. 7-8.

⁷¹ Svante E. Cornell, *op.cit.*

⁷² Svante E. Cornell, *ibid.*

⁷³ Jim Nichol, *op.cit.*, p. 12-13.

étaient tombés d'accord sur quelques idées de base autour du conflit".⁷⁴ Ainsi, grâce à l'interférence américaine les toutes premières mesures ont été prises pouvant mener vers la solution au problème du Karabagh a propos du Group Minsk de l'OSCE et l'installation de l'armée de l'OTAN en Géorgie dans la ville de Tbilissi, ainsi que pour le contrôle de l'Afghanistan et la solution autour du conflit en Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

b. Le conflit en Abkhazie

Le conflit géorgien-abkhaze est l'un des plus grands conflits ethniques sur le territoire du Sud-Caucase. Au moment de la désintégration de l'Union soviétique vers la fin des années 1980, la tension ethnique entre abkhazes et géorgiens a commencé à grandir au sujet de l'indépendance. Pour les nationalistes géorgiens, une intégration complète de l'Abkhazie devait se faire dans une Géorgie indépendante. Beaucoup d'Abkhazes se sont opposés, en craignant qu'une Géorgie indépendante puisse conduire vers une période renouvelée de "Géorgianisation" et ont argumenté plutôt pour l'établissement d'une République d'Abkhazie indépendante dans son propre droit.⁷⁵

Le contentieux entre les deux parties s'est transformé en violence lorsque des émeutes entre les Géorgiens et Abkhazes ont éclaté à Soukhoumi le 16 juillet 1989. Pendant ce conflit, environ 16 personnes avaient été tuées et 137 blessés. Après plusieurs jours de violence, les troupes soviétiques ont restitué l'ordre dans la ville, et ont accusé les paramilitaires nationalistes de provocation de confrontation.

L'Abkhazie avait perdu son statut de république autonome en 1931, lorsqu'elle avait été incorporée à la Géorgie ce qui dura jusqu'à la dissolution de l'Union

⁷⁴ Liz Fuller, "Is the Karabakh peace process in jeopardy?", <http://www.Eurasianet.org/departments/insight/articles/pp051609.shtml> consulté le 17 février 2009

⁷⁵ Bruno Coppeters, "The Georgian-Abkhaz Conflict", <http://www.ecmi.de/jemie/download/1-2-0-04Chapter5.pdf> consulté le 18 May, 2009

Soviétique.⁷⁶ La Géorgie a déclaré son indépendance le 9 avril 1991, sous le leadership du dissident soviétique Zviad Gamsakhourdia qui a été renversé lors d'une rébellion armée entre décembre 1991 et janvier 1992. Après sa démission, il fut remplacé par Eduard Chevardnadze, un ancien Ministre des affaires étrangères soviétique et chef d'un gouvernement dominé par les nationalistes géorgiens radicaux. Le 21 février 1992, le Conseil Militaire de la Géorgie annonça l'abolition de la constitution de l'ère soviétique et la restitution de la Constitution de 1921 de la République démocratique de Géorgie.⁷⁷ Entretemps l'Abkhazie restitua aussi sa Constitution de 1925. Beaucoup d'Abkhazes interprétèrent cela comme l'abolition de leur statut autonome. En réponse, le 23 juillet 1992, le gouvernement d'Abkhazie déclara son indépendance qui ne fut pas reconnu par les autres Etats du monde.

En septembre, les paramilitaires russes montèrent une offensive importante qui mit fin au cessez-le-feu. Le gouvernement de Chevardnadze accusa la Russie d'apporter un appui militaire voilé aux rebelles dans le but de détacher des territoires de la Géorgie. Le 3 Septembre 1992 lors d'une réunion à Moscou Boris Eltsine et Eduard Chevardnadze signèrent un document prévoyant le cessez-le-feu, le retrait des troupes géorgiennes d'Abkhazie et le retour des réfugiés.⁷⁸ Mais étant donné que les parties au conflit n'ont pas rempli un seul point d'accord, les hostilités se sont poursuivies.

A la fin de 1992, lorsque les deux parties comprirent qu'aucunes d'elles ne pouvaient gagner la guerre, elles décidèrent de signer plusieurs documents portant sur la cessation des hostilités, le retrait de toutes les armes lourdes et des troupes de la région. Une période de calme relatif continua jusqu'au début de 1993, année de la

⁷⁶Anna Matveeva, "South Caucasus: Nationalism, conflict and minorities" *Minority Rights Group International*, May 2002, p.6

⁷⁷Patrick Karam, Thibaut Mourgues, *Les guerres du Caucase, des Tsars à la Tchétchénie*, Librairie Académique Perin, Paris 1995 p. 322-324

⁷⁸ Susan Stewart, "The Role of the United Nations in the Georgian-Abkhazian Conflict" Mannheim, *European centre for minority issues (ECMI)*, University of Mannheim, Issue 2/2003, p. 9-10

reprise des hostilités après l'attaque de la partie abkhaze de Soukhoumi par les forces géorgiennes.⁷⁹

En 1994 un autre accord de cessez-le-feu fut signé et une force de maintien de la paix de Nations Unies (UNOMIG) fut désignée pour contrôler le respect de cet accord.⁸⁰ En plus de cela, une force séparée de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) fut chargée d'une mission de maintien de la paix. Le 4 novembre 1994 une nouvelle constitution fut adoptée déclarant ainsi la souveraineté de l'Abkhazie.

Après la fin de la guerre, plusieurs modèles pour le processus de paix ont été proposés. Il est utile de s'appuyer sur une version légèrement modifiée du modèle proposé par Natalie Sabanadze dans son livre suggérant la participation internationale en Transcaucasie. D'après ce modèle, le conflit est caractérisé par : premièrement, la position dominante de la Russie ; deuxièmement, le rôle croissant des organisations internationales ; et troisièmement la montée de l'influence des États-Unis. C'est le schéma qu'il faut prendre en considération dans l'affaire de l'Abkhazie.⁸¹ Au tout début, l'intervention russe a été dominante. Mais à partir de 1994, l'ONU a commencé à jouer un rôle croissant, bien que l'influence russe soit restée forte. Un peu plus tard, la région a assisté à l'activité croissante des États-Unis en ce qui concerne la stabilité de la Géorgie dans la crise qui l'oppose à l'Abkhazie.

La Géorgie et l'Abkhazie étaient tombées d'accord en avril-Mai 1994 sur un cadre pour un règlement politique et le retour de réfugiés. Une Commission Quadripartite (QC) a été mise sur pied pour discuter le rapatriement des troupes russes ("soldats de la paix") déployées le long du Fleuve Inguri divisant l'Abkhazie du reste de la Géorgie. Il faut rappeler que le conflit avait pour résultat environ 10 000 morts et plus de 200 000 personnes déplacées, Géorgiens surtout ethniques. À la fin de 1997,

⁷⁹Н. Е.Каменская, "грузино-абхазский военный конфликт 1992-1993 г.г. причины и последствия", (N. E.Kamenskaya, "Le conflit armé entre la Géorgie –Abkhazie en 1992-1993" La Revue de l'université de Saint-Petersbourg) Sankt Petersburg, 2006, p. 58-60

⁸⁰ Susan Stewart *op.cit.*, p. 11-12.

⁸¹ Natalie Sabanadze, *op.cit.*

les deux côtés ont accepté de mettre sur pied un Conseil de Coordination pour discuter l'entretien de cessez-le-feu et la question des réfugiés.⁸²

En 2000 au sommet de New York le Secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright a clairement affirmé que Washington allait continuer de considérer la Transcaucasie comme zone stratégique d'intérêts vitaux. L'adoption en 1999 du concept d'intervention humanitaire de l'OTAN a donné à la Géorgie les espoirs qu'une opération semblable à celle de la Yougoslavie pourrait être envisageable aussi en Abkhazie.⁸³

Toutefois, le gouvernement géorgien sous Chevardnadze a démontré sa volonté manifeste de l'implication des États-Unis dans le processus de règlement des conflits. Les liens étroits avec les États-Unis, qui apparaissent pendant la période de la transition de la Présidente du Parlement de la Géorgie Nino Burdjanadze a indiqué un plus grand rôle potentiel des États-Unis en ce qui concerne l'avenir de Géorgie.⁸⁴

En Mars et avril 2008, le Président Saakashvili a proposé de nouvelles initiatives de paix qui comprenait des garanties internationales de l'autonomie pour l'Abkhazie, les quotas pour la représentation d'Abkhazie en Géorgie dans les organes exécutifs et législatifs, la création d'une zone économique spéciale dans la région de Gali, et une participation plus active de la communauté internationale et de la Russie pour le règlement du conflit. Ces initiatives ont été rejetées par les autorités Abkhazes. En prélude à cette directive, le gouvernement russe en Mars 2008 a retiré de la CEI des sanctions économiques sur l'Abkhazie. Le 23 avril, les États-Unis ont appelé la Russie à revenir sur sa directive sur l'étendue des liens avec la région. Ils ont aussi fait savoir leurs inquiétudes en ce qui concerne la politique de la Russie qui consiste à ne protéger que « les citoyens russes ».⁸⁵

⁸² Jim Nichol, *op.cit.*, p. 15-17

⁸³ Alexander Krilov, "The Georgian-Abkhazian Conflict", the security of the Caspian sea region, *Oxford University press*, 2001, http://www.circassianworld.com/Georgian_Abkhazian_Conflict.html consulté le 12 janvier 2009

⁸⁴ *Ibid*, p. 9-11

⁸⁵ Jim Nichol, *op.cit.*, p. 5-6

Le 7 août 2008 la violence a encore éclaté dans la région de l'Ossétie du sud. Les forces russes ont immédiatement repoussé les forces géorgiennes de l'Ossétie du sud, ont occupé l'Abkhazie et pénétré dans le territoire Géorgien. Le 26 août, le Président russe Medvedev a signé un décret officiel reconnaissant l'indépendance de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie.⁸⁶Cette situation a immédiatement été dénoncée par les Etats-Unis, l'OTAN et l'Union Européenne.

Les États-Unis avaient besoin de prendre toutes les mesures diplomatiques disponibles pour arrêter l'agression russe et demander à Moscou de rappeler toutes ses troupes du territoire de la Géorgie tout en reconnaissant son intégrité territoriale. Le désir de la Russie par contre était de se présenter comme le défenseur du droit international. Actuellement, les Américains et les pays de l'OTAN ont tenu à réexaminer leurs relations avec la Russie aussi bien que leurs politiques de défense de l'Alliance. Il faut noter que les Etats-Unis ont joué aussi un rôle important en aidant la Géorgie dans l'entraînement et l'équipement d'une grande partie de sa capacité militaire tactique. Les Etats-Unis ont donc des intérêts légitimes partout en Eurasie et leurs politiques régionales sont basées la réalité. Cependant, même si les Etats-Unis ont le désir de trouver des voies de travailler avec la Russie, ils ne devraient pas esquiver d'accomplir leurs intérêts en dépit de leur impopularité possible à Moscou.⁸⁷ Le 6 Septembre 2009 le Président Obama pendant sa visite en Russie s'est entretenue avec le Président Russe Medvedev et le premier Ministre Poutine. Pendant cet entretien la Russie a souligné qu'elle considérait comme menace le soutien des Etats-Unis à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. Les autorités Russes ont quand même souligné qu'en ce qui concerne la Géorgie Moscou ne fera pas marche arrière. Cette situation a montré que la visite d'Obama à Moscou n'a pas aidé pour trouver la solution à la crise.

⁸⁶Stuart D. Goldman, "Russian Political, Economic, and Security Issues and U.S. Interests", *CRS Report for Congress*, October 6, 2008, p.15

⁸⁷Jon. E. Chicky, "The Russian-Georgian War:Political and Military Implications for U.S. Policy" *Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program*, February 2009, p. 3-5

c. Le conflit en Ossétie du sud

La région autonome de l'Ossétie Sud a été créée en 1922 après l'occupation soviétique de l'historique province géorgienne Shida Kartli. Vers la fin des années 1980, l'organisation nationaliste de l'Ossétie du sud Ademon Nykhas (Front populaire en 1989) a commencé à revendiquer une plus grande autonomie pour la région et l'unification avec l'Ossétie du nord.⁸⁸

Le 10 novembre 1989, le Suprême soviétique de l'Ossétie du sud approuva la décision de s'unir à l'Ossétie du nord OSSR (République Soviétique Socialiste de l'Ossétie). Quelques jours après, le 23 novembre de la même année le centre suprême de la Géorgie révoqua cette décision et immédiatement de milliers des nationalistes géorgiens et plusieurs chefs d'opposition menés par Zviad Gamsakhourdia se confinèrent à Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du sud. Suite à ce développement les Ossètes se mobilisèrent afin de bloquer la route pour éviter l'affrontement entre le groupe géorgien et les unités militaires soviétiques. Le 20 septembre 1990, la région autonome de l'Ossétie du sud déclara son indépendance sous l'appellation de la République soviétique démocratique de l'Ossétie du sud et fit appel à Moscou pour demander la reconnaissance de cette indépendance.⁸⁹ En 1990 Les Ossètes boycottèrent ainsi l'élection du conseil suprême géorgien la considérant illégale et organisèrent leurs propres élections le 10 décembre de la même année.

Peu après les déclarations relatives a tous ces développements, le Président du Centre suprême russe et le Président Boris Eltsine annoncèrent leurs soutiens a l'Ossétie. La Géorgie accepta les négociations pour éviter une confrontation avec la Russie et en 1992, le Chef d'Etat géorgien Eduard Chevardnadze et le Président russe Boris

⁸⁸ Stefanos Yerasimos, *Milletler ve Sınırlar, Balkanlar, Kafkasya ve Orta Doğu*, İstanbul , İletişim yayıncılık, ekim 1994, p. 434

⁸⁹ « L'Ossétie du sud » <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asia/georgie-terr-autonomes.html> consulté le 15 Mars, 2009

Elsine se rencontrèrent pour discuter cette question de l'Ossétie du sud.⁹⁰ Un cessez-le-feu fut convenu et le 14 juillet 1992, une opération de maintien de la paix vit le jour. Cette opération était constituée d'une Commission de Contrôle Collective Russie-Géorgie-Ossétie.

Les deux parties commencèrent donc les négociations le 30 octobre 1995 sous l'arbitrage de l'OSCE visant un règlement pacifique du conflit. En Mai 1996 elles signèrent un « Mémorandum » basé sur la sécurité et la confiance collective leur demandant ainsi à renoncer à l'utilisation de la force. Ces travaux ont été confirmés dans plusieurs réunions entre Eduard Chevardnadze et le Président de l'Ossétie du Sud Ludwig Chibirov.

La Géorgie et l'Ossétie ont débuté les négociations arbitrées par l'OSCE sur le règlement pacifique du conflit le 30 octobre 1995. En mai 1996 les deux parties ont signé un 'Mémorandum pour la sécurité et la confiance collective' en renonçant à l'utilisation de force. Cela a été confirmé par plusieurs réunions entre Chevardnadze et Chibirov et leurs chefs respectifs de gouvernement. Le retour des réfugiés a commencé dans la zone de conflit, mais toujours seulement en petit nombre, l'obstacle important étant la situation économique dans la région. En 2003 avec l'arrivée de Mikhaïl Saakachvili au pouvoir et le soutien des Etats-Unis, la Géorgie a cherché à résoudre le problème en sa faveur.⁹¹

En mai 2004, Mikhaïl Saakashvili prit la décision d'accorder une aide humanitaire à toutes les populations et promit de donner une plus grande autonomie à la région. En revanche, les forces de l'Ossétie du sud fermèrent la route nationale pendant plusieurs jours entre la Russie et la Géorgie.

⁹⁰ "Georgia: avoiding war in South Ossetia" International Crisis Group, Europe Report N°159, Tbilisi/Brussels, 26 November 2004

⁹¹ Nicolas Lemay-Hebert, "Zone of Conflict: clash of paradigms in South Ossetia" *OAKA*, Uluslararası Stratejik Araştırma Merkezi (USAK), Cilt:3, Sayı: 5, 2008, p. 73-74

Le Président Saakashvili exposa devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 26 Janvier 2005, la vision géorgienne de la résolution du conflit. Ces propositions incluent une plus large forme d'autonomie, une garantie constitutionnelle d'autonomie avec un gouvernement local librement élu.⁹² Pour ce qui est des incidents d'otages, altercations mineures et autres activités criminelles organisées, la Géorgie exigea une opération menée par les forces russes de maintien de la paix et un rôle plus actif de l'OSCE.

Le gouvernement de Saakashvili a, ces dernières années, intensifié les efforts internationaux autour du problème de l'Ossétie. Vers la fin du mois d'octobre, le gouvernement américain et l'OSCE ont exprimé leur soutien au plan d'action géorgien présenté par le Premier Ministre Zurab Nogaideli à l'OSCE au Conseil Permanent de Vienne, le 27 octobre 2005.⁹³ D'après le plan, la Géorgie reconnaissait l'indépendance de la région autonome de l'Ossétie dans sa propre Constitution. Le 6 décembre, l'OSCE et le Conseil Ministériel ont unanimement adopté une résolution soutenant le plan de paix géorgien sur l'Ossétie Sud.

Néanmoins, La Géorgie est entrée à Tskhinvali en 7 août 2008, et en réponse à cette incursion géorgienne en Ossétie du Sud, la Russie a entrepris des attaques aériennes dans la région et ailleurs en Géorgie. La Russie a rapidement envoyé des troupes en Ossétie du Sud contre les forces géorgiennes engagées à Tskhinvali le 8 août. Après ces attaques, les ministres européens des Affaires étrangères se réunirent d'urgence le 13 août et approuvèrent le plan de paix et la participation éventuelle des moniteurs de l'UE. Medvedev accueillit peu après à Moscou les Présidents de facto de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie où ils signèrent un accord de paix. Le 15 août, la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice se rendit à Tbilissi et ils signèrent un

⁹² Antje Herrberg, *Conflict resolution in Georgia A synthesis analysis with a legal perspective*, Crisis Management Initiative, June 2006 , p.12-13

⁹³ "On the Reasons, Dynamics, Ways and Possible Directions of a Solution to the Georgian-Ossetian Conflict", Open Society – Georgia Foundation, Records, analysis, guidelines N.1, Tbilisi 2005, http://www.osgf.ge/data/file_db/Publications/Conflict_in_S_O_Q-C51o6W1V.pdf

accord avec Saakashvili.⁹⁴ D'après cet accord, les Etats-Unis devaient aider dans la résolution du conflit et accorder à la Géorgie un soutien économique. Le Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice a proposé un plan d'aide de \$1 milliard.⁹⁵ Cela a été suivi par la visite le 3 septembre du Vice-président Cheney en Géorgie. A travers cette visite les Etats-Unis ont voulu affirmer qu'ils étaient prêts à soutenir la Géorgie dans ses efforts de reconstruction. Le 8 septembre le Département de Défense américain a annoncé qu'elle avait accompli des livraisons d'aide humanitaire et enverrait plus tard une équipe pour évaluer les besoins d'assistance de sécurité. Plusieurs membres du Congrès ont visité la Géorgie à la suite du conflit et la loi a été votée pour le soutien de l'intégrité territoriale de la Géorgie et de son indépendance. Le 30 septembre 2008, Washington fournit \$365 millions d'assistance humanitaire.⁹⁶

Après la guerre en Ossétie, les États-Unis et la Géorgie signèrent aussi un partenariat stratégique le 9 Janvier 2009. Cette coopération en matière de sécurité est destinée à accroître le rôle de la Géorgie et à renforcer la candidature de la Géorgie pour adhérer à l'OTAN.⁹⁷ L'administration américaine affirme cependant que la Charte pour le partenariat stratégique n'est pas une "garantie de sécurité" mais les garanties de sécurité viendront avec l'adhésion à l'OTAN.

d. La politique actuelle des Etats-Unis après la guerre Géorgienne

L'importance géopolitique de Nagorny-Karabakh a augmenté à cause du désir des pays occidentaux de trouver des nouveaux corridors d'énergie contournant la Russie. Depuis le début du conflit du Haut Karabakh, les États-Unis suivent avec un grand intérêt tous les développements et les thèses à la fois des camps arméniens et

⁹⁴ Jim Nichol, "Russia-Georgia Conflict in South Ossetia: Context and Implications for U.S. Interests" *CRS report for Congress*, October 24, 2008, p. 4-5

⁹⁵ *Ibid.*, p.26

⁹⁶ *Ibid.*, p. 29-30

⁹⁷ "United States-Georgia Charter on Strategic Partnership", Civil Georgia, <http://www.americagov/st/texttrans-english/2009/January/20090109145313eafas0.2139093.html> consulté le 20 février 2009

azerbaïdjanais. Il est possible de dire que la position de Washington se forme sous l'influence de la diaspora arménienne vivant aux Etats-Unis.

Après cette guerre le Président Obama est passé à l'action en accordant une aide économique et en concluant un accord de partenariat stratégique avec la Géorgie. Pendant sa visite en Turquie au mois d'Avril 2009 le Président Obama a proposé l'ouverture des frontières du Haut-Karabakh pour une éventuelle solution. La diplomatie azerbaïdjanaise joue de son côté constamment la carte pétrolière. Mais aujourd'hui on peut déjà constater que la formule de la diplomatie "pétrolière" n'a pas mené aux résultats attendus.

La Russie de son côté après la guerre de 2008 a reconnu l'indépendance de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie. À la Conférence de Sécurité de Munich le 7 février 2009, le Vice-président Joe Biden a déclaré que "les États-Unis ne reconnaîtront pas l'Abkhazie et l'Ossétie Sud comme des Etats indépendants".⁹⁸ Il a ajouté que les Etats-Unis ne reconnaîtront pas de sphère d'influence et que la politique de Washington consiste à laisser les Etats souverains à prendre leurs propres décisions et choisir leurs propres alliances.

Le Vice-président Américain a eu aussi à se rencontrer avec le Président géorgien Mikhaïl Saakashvili et a déclaré plus tard que " sans aucun doute, la Géorgie bénéficierait du soutien sérieux de la nouvelle Administration américaine".⁹⁹

En outre, la France et les autres membres du Groupe de Minsk essayent avec les États-Unis et la Russie de trouver un accord pacifique et durable autour du conflit de Nagorny-Karabakh. Sur leurs initiatives, le Ministre des Affaires étrangères arménien Edward Nalbandian et le Ministre d'Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, Elmar Mammedyarov se sont rencontrés à Paris le 26 juin pour commencer de nouvelles négociations. Ces discussions ont rendu possible les rêves d'un éventuel

⁹⁸ Helene Cooper et Nicholas Kulish, "Biden Signals U.S. Is Open to Russia Missile Deal" *New-York Times*, consulté le 7 février 2009

⁹⁹ Jim Nichol, "Russia-Georgia Conflict...", *op.cit.*, p. 1

progrès ainsi que les nouvelles propositions.¹⁰⁰ En somme, il est possible de dire que les événements en Ossétie du Sud ont éclairé l'attitude de Washington en ce qui concerne les enjeux géostratégiques dans la région.

B .Le rôle de la Russie

1. L'importance géostratégique et les initiatives de la Russie dans la région après l'effondrement de l'Union Soviétique

La fin de la guerre froide a eu des conséquences majeures sur la politique de la Russie dans la région de la Transcaucasie. L'un des premiers objectifs de la Russie dans les années 1990 fut de rétablir son influence sur cette région considérée comme sa zone d'influence. Il faut souligner que Moscou a beaucoup été affecté par l'engagement rapide occidental dans la région. Cette inquiétude augmentait parce qu'elle n'entretenait plus les bonnes relations avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie.¹⁰¹

Le choix de l'Azerbaïdjan d'intégrer le système de l'Ouest a beaucoup influencé les relations entre les deux pays. Raison pour laquelle presque tous les efforts de la Russie de contrôler l'Azerbaïdjan n'aboutissent presque plus. Il faut ajouter qu'au sujet du Haut-Karabakh le partenariat entre l'Arménie et la Russie sur le plan militaire est apparu aussi comme un obstacle pour le bon développement de ces relations.

La relation entre la Géorgie et la Russie est probablement la plus problématique de la région. Parce que pendant que la Russie soutient les Etats non reconnus de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie et maintient ses troupes à la frontière qui les sépare de la Géorgie, le gouvernement de Saakashvili essaie depuis 2004 de défier la Russie et de se séparer complètement de l'influence de la Russie. L'une des sources du

¹⁰⁰ "Meeting between the Armenia and Azerbaijan Ministers" (Paris, June 26, 2009), http://www.diplomatie.gouv.fr/en/france-priorities_1/conflicts-and-crisis_1959/the-nagorno-karabagh-conflict_3276/index.html consulté le 10 Août 2009

¹⁰¹ Pavel Baev, *op.cit.*, p.3-9

problème entre les deux pays s'explique aussi par la volonté de la Géorgie de rejoindre l'OTAN et son appartenance à la coalition "antirusse" qui est le GUAM (la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie).¹⁰² Cela conduit à une série de pression permanente de la Russie sur la Géorgie sur le plan politique, économique et militaire.

De tous les trois pays de la Transcaucasie seule l'Arménie est restée loyale à la Russie en matière de coopération. Il faut noter que le choix de l'Arménie pour le partenaire russe est fortement lié à la crise du Haut-Karabakh pour tenir contre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

a. Relations avec l'Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan qui est situé au sud de la Russie géographiquement a toujours été influencé pendant plusieurs siècles par ce voisin puissant. La position géopolitique de l'Azerbaïdjan et ses ressources naturelles ont fait que la Russie lui accorde une importance particulière.¹⁰³

Jusqu'à l'accession de l'Azerbaïdjan à l'indépendance, les relations entre ces deux pays ont évolué conformément à un schéma de centre-périphérie. Cela veut dire qu'il y avait d'une part la Russie métropole et l'Azerbaïdjan exploité par la Russie. Mais après l'indépendance de l'Azerbaïdjan, les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan sont entrées dans une étape d'incertitude. Déjà au début des années 1990 le premier président Mutellibov avait opté pour une politique d'opposition à la Russie et visé à faire adhérer l'Azerbaïdjan au sein de la Communauté des États indépendants (CEI)

¹⁰²«La formation GUAM (Georgia-Ukraine-Azerbaijan-Moldova) avait son origine dans le round 1996 de pourparlers en sur le Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe. Les quatre pays ont constaté qu'ils avaient une opposition commune au stationnement d'armes russes sur leur territoire. GUAM est devenu GUUAM quand l'Ouzbékistan a adhéré en avril de 1999. Robert M. Cutler, "Just What Is "GUUAM" Anyway?", *A Global Affairs Commentary*, foreign policy in focus, Feb. 2001, p.1

¹⁰³ Nâzim Cafersoy, "Bağımsızlığın onuncu yılında Azerbaycan-Rusya ilişkileri (1991-2001)" *Avrasya Dosyasi*, Azerbaycan Ozel, Cilt: 7, Sayı:1, İkbahar 2001, p. 286-288

après la signature de la déclaration d'Almaty le 21 Décembre 1991. Mais cette déclaration n'a pas été finalement approuvée par le Parlement. En cette période, la Russie a refusé de reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan. En Février 1992, avec la participation de troupes russes, les massacres d'Hodjaly ont conduit à la destitution du gouvernement Mütellibov.¹⁰⁴

Aussitôt au pouvoir, le nouveau président de l'Azerbaïdjan Ebülfez Elcibey a essayé à son tour de garder ses distances avec la Russie. Il a non seulement essayé de développer des liens étroits avec la Turquie mais aussi le bloc de l'Ouest. Il a tenté d'expulser l'armée russe du territoire de son pays. Mais cette décision a été à son tour rejetée par le parlement en octobre 1992.

La même année, le ministre Russe des Affaires étrangères A. Kozyrev a effectué une visite en Azerbaïdjan et cette visite a permis aux deux pays de signer un protocole portant sur l'établissement des relations diplomatiques.¹⁰⁵ La Russie reconnut ainsi l'indépendance de l'Azerbaïdjan et prit la décision de réajuster sa politique autour de cette nouvelle région cible des États-Unis.¹⁰⁶

En 1993 les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie étaient devenues presque impossibles. Il fallait attendre l'accession d'un ancien membre du Politburo soviétique, Haydar Aliyev, au pouvoir pour voir ces relations se normaliser petit à petit.¹⁰⁷ Aliyev soucieux de diminuer l'influence exclusive de Moscou, conduit l'Azerbaïdjan à adhérer en 1993 à la communauté des pays indépendants(CEI).¹⁰⁸ Et exprime, d'autre part pendant sa visite à Moscou sa volonté de continuer à développer les bonnes relations avec la Russie de Boris Eltsine.

¹⁰⁴ Araz Aslanli, *Tarihten günümüze Karabağ sorunu, Avrasya Dosyası*, Azerbaycan Özel, Cilt: 7, Sayı: 1, İkbahar 2001, p. 404-405

¹⁰⁵ Nâzim Cafersoy, *op.cit.*, p. 290-291

¹⁰⁶ Ibid, p. 292

¹⁰⁷ Murat Gül, "Russia and Azerbaijan: Relations after 1989" *Turkish Journal of International Relations*, Vol. 7, No. 2 & 3, Summer & Fall 2008, p.57

¹⁰⁸ Pavel Baev, *op.cit.*, p.18-19

Mais pendant la crise du Haut-Karabagh, la Russie a profité de la situation pour faire pression sur l'Azerbaïdjan et intervenir militairement. Sans beaucoup tarder, le Président Eltsine sur demande de l'Organisation des Nations Unies obtient la possibilité d'intervenir en 1993 en Haut-Karabakh à travers les forces de maintien de la paix.

Une autre question importante entre la Russie et l'Azerbaïdjan était le statut de la station du radar Kabala, ce radar se trouvait dans la ville Azerbaïdjanaise de Kabala à l'époque Soviétique. Le dialogue a été ouvert en octobre 1992 entre les départements militaires de l'Azerbaïdjan et la Russie pour discuter sur le statut temporaire et le séjour des forces armées de la Russie concernant cette question. Après plusieurs débats, un accord préliminaire a été atteint autorisant la transmission pendant 20 ans de la station du Radar Kabala au bail de la Russie.¹⁰⁹ Il faut noter que pendant la première moitié de 1993 le problème de la station Kabala avait réussi à acquérir ouvertement un caractère politique anti-russe au sein de l'Azerbaïdjan.

La vente d'armes à l'Arménie par la Russie est une autre question qui a influencé les relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie. Il a été révélé que pendant 1994-1996 la Russie transmettait secrètement à l'Arménie des armements et un soutien technique militaire. C'est après l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir que les relations en matière de sécurité ont commencé à s'améliorer.¹¹⁰ En Janvier 2001 Poutine a réalisé une visite à Bakou qui est en même temps la toute première visite d'un chef d'Etat Russe depuis l'accession de l'Azerbaïdjan à l'indépendance. Un accord sur la station du radar Kabala a été signé par les deux pays. D'après cet accord Moscou acceptait le bail pour une durée de 10 ans.¹¹¹ Malgré le bon dialogue pendant la visite, Poutine

¹⁰⁹Е.Т.Алиев “Габалинская РЛС Прошлое, Настоящее, Будущее” (E.T.Aliev, “Radar du Kabala, Passé, Aujourd'hui, L'avenir”) центр по изучению МТФИ, 2007, <http://www.armscontrol.ru/pubs/eta-gabala-radar.pdf>

¹¹⁰ Syuzanna Vasilyan, “The Policy of Regional Cooperation in the South Caucasus”, *Área CEI Países Bálticos*, Centro Argentino de Estudios Internacionales, <http://www.caei.com.ar/es/programas/cei/P24.pdf> consulté le 3 février 2009

¹¹¹ Stanislav Secieru “Russia's Foreign Policy Under Putin: Cis Project Renewed” *Unisci Discussion Papers* N° 10, Enero, January 2006, p.298-299

a laissé sans réponse la question de vente d'armes à l'Arménie et celle du haut Karabakh.

Après la guerre russo-géorgienne du mois d'août 2008, la Russie a envoyé des armes et des équipements militaires en Arménie. Ce qui a causé la disparition de tout espoir de résolution du conflit du Karabakh par la Russie. La presse de Bakou a publié un rapport qui soutient que le Ministère de la Défense russe a envoyé des armes et autres équipements militaires d'une valeur de \$ 800 millions de dollars. Cette assistance militaire est la deuxième après celle de 1997. Le Président Medvedev souligna que ces armes étaient envoyées dans cette région pour protéger la stabilité dans le Haut-Karabakh. En plus de cela, elles étaient destinées à protéger l'équilibre militaire entre les deux pays. Cette relation au cours des dernières années a réduit les attentes du Président I. Aliyev et a poussé l'Azerbaïdjan à développer ses relations avec l'OTAN et les États-Unis.¹¹²Après cet événement, l'Azerbaïdjan et l'OTAN concordent le deuxième document IPAP. L'Azerbaïdjan rappelle ses troupes de KFOR. Le contingent militaire azerbaïdjanais en Afghanistan est augmenté à environ 45 personnes. Et Bakou aide l'OTAN à utiliser l'espace aérien vers l'Afghanistan dans sa lutte contre le terrorisme.

b. Relations avec l'Arménie

L'effondrement de l'Union soviétique a créé une situation nouvelle dans le domaine de la sécurité en Transcaucasie. Cette nouvelle situation a conduit tous les pays de la région à chercher chacun à sa manière les moyens pour s'en sortir. Pendant que pour certains la solution était la participation aux divers organismes régionaux et internationaux, pour d'autres les relations avec les grandes puissances étaient obligatoires. Dans ce contexte, l'Arménie contrairement à la Géorgie et l'Azerbaïdjan n'a pas choisi de s'éloigner de la Russie, son allié traditionnel. Le double jeu de

¹¹²Fariz Ismailzade, "Russian arms to Armenia could change Azerbaijan's a foreign policy orientation", *Central Asia-Caucasus Analyst*, 28 January 2008, p.12-14

l'Arménie consistait à maintenir les relations avec les deux blocs mais en matière de la coopération militaire, la Russie a demeuré son partenaire principal.¹¹³

Ce choix de l'Arménie nous permet de comprendre l'actuelle coopération russo-arménienne dans le domaine stratégique. Il est clair que le point de départ est la question liée aux menaces communes de sécurité. C'est en décembre 1991 que la Russie reconnut l'indépendance de la République d'Arménie, et en avril 1992 les deux pays établirent des relations diplomatiques.¹¹⁴ Peu après l'accession à son indépendance, l'Arménie signa la Déclaration d'Alma-Ata le 21 Décembre 1991, et rejoint la Communauté des Etats indépendants à l'époque de son établissement. Cela a été un événement très préoccupant pour l'Azerbaïdjan en ce qui concerne la question du Karabakh.

La base juridique des relations bilatérales et de la coopération politico-militaire entre la Russie et l'Arménie repose sur un grand nombre d'accords intergouvernementaux et interdépartementaux conclus par les parties dès 1992. La majorité de ces accords sont liés aux matériaux militaires de l'ancienne armée soviétique stationnée sur le territoire de l'Arménie. Le processus de restructuration de la présence militaire russe en Arménie et le statut des bases militaires sur son territoire a été mis en place à travers un certain nombre d'accords bilatéraux russo-arméniens en exercice biennal entre 1992-1995, cela inclut le Traité lié à la base militaire russe en Arménie signé par 16 Mars 1995 par les présidents de deux pays à Moscou.¹¹⁵ Mais le principal instrument régissant la coopération militaire et la

¹¹³ Степан Григорян, "Южный Кавказ и международные соопжества. Место Армении современное мире" (Stepan Grigoryan "Caucase du Sud dan le monde entier. La position du l'Armenie dan le monde moderne") Vol. 7 No:3(24), 2007
<http://www.pism.pl/zalaczniki/Europa24Grigorian.pdf>

¹¹⁴ Hatem Cabbarli "Bağımsızlık sonrası Ermenistan-Rusya ilişkileri", Ankara, *ASAM yayınları*, Mayıs, 2004, p. 13

¹¹⁵ Elkhan Nuriyev, "Geopolitical breakthrough and emerging challenges: the case of the South Caucasus" *Journal Of International Affairs*, Volume VI - Number 2, June - July 2001
<http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume6/June-July2001/nuriyev10.PDF>

politique entre les deux pays est le "Grand traité" - le traité d'amitié, de coopération et de défense mutuelle du mois d'Aout 1997.¹¹⁶

La Russie a eu un impact significatif sur le conflit autour du Karabakh. Il faut rappeler qu'il a été pendant des nombreuses années l'un des co-présidents du Groupe de Minsk de la CSCE (OSCE). Il faut aussi noter que sous la participation directe de la Russie une trêve a été conclue entre les deux parties en Mai 1994. L'existence d'une étroite relation politique et militaire entre la Russie et l'Arménie, ainsi que la présence de bases militaires russes en Arménie dérangent beaucoup l'Azerbaïdjan et le pousse à se rapprocher de l'OTAN. De l'autre côté, le déploiement des forces de l'OTAN en Azerbaïdjan est une préoccupation majeure à Moscou, d'autant plus que le conflit du Haut-Karabakh reste sans solution.

Les Etats du Caucase du Sud ont, depuis leur accession à l'indépendance, réagi de diverses façons contre l'influence de la Russie. L'Arménie compte tenu de ses liens économiques avec la Russie, du conflit du Karabakh et de ses problèmes avec la Turquie ne s'est jamais détaché de son allié.¹¹⁷ En Septembre 2001, lors de la première visite officielle en Arménie du président russe Vladimir Poutine, un accord à long terme sur la coopération économique a été signé allant jusqu'à 2010. Cet accord permet la réalisation de projets économiques dans le domaine de l'énergie et du complexe militaro-industriel. En Novembre 2003, lors de la négociation entre les Ministres de la Défense Sergei Ivanov et Sarkissian en Erevan un plan de coopération militaire le placement de la 102-deuxième base militaire ont été élaboré.¹¹⁸ La base militaire de Gumri en Arménie reste la seule grande base militaire russe surtout après le conflit avec la Géorgie.

¹¹⁶ Vitaly V.Naumkin, " Russian Policy in the South Caucasus" No.3,September 2002 ,
http://www.ciaonet.org/olj/co/co_jul02/co_jul02e.pdf

¹¹⁷ Jim Nichol "Armenia, Azerbaijan, and Georgia..." , *op.cit.*, p.6

¹¹⁸ Armenian foreign Mminister Vartan Oskanian Presents Armenia's foreign relations in 2003,
http://www.deutsch-armenische-gesellschaft.de/dag/rbkk-armenia_fp2003.pdf consulté le 20 Août 2009

L'étape importante pour le renforcement d'un partenariat stratégique et l'intensification de la coopération bilatérale s'est déroulée en Mars de 2005 lors de la visite à Erevan du président de la Fédération de Russie, ainsi que lors de la réunion entre Vladimir Poutine et Robert Kocharian en Juin 2005 à Moscou et en Décembre 2005 à Sotchi.¹¹⁹ La Russie a ainsi approuvé de continuer d'aider l'Arménie sur le plan militaire, économique et stratégique en promettant en même temps que l'Arménie va demeurer son partenaire.

La Transcaucasie est importante pour les États-Unis d'un point de vue stratégique pour faire pression sur la Russie et l'Iran. La solution pour atteindre cet objectif stratégique est de travailler avec tous les États de la Transcaucasie séparément, car chacun d'eux à divers degrés est sous l'influence de l'Iran et de la Russie. C'est pourquoi les États-Unis ne disposent pas d'une attitude hostile envers l'Arménie. Au contraire, Washington maintient l'Arménie sur la liste des récepteurs de l'aide étrangère américaine.

Cependant, le développement du partenariat stratégique russo-arménien est considéré comme une confrontation entre l'Ouest et la Russie en Transcaucasie. Il est déjà possible de constater que les États-Unis agissent de façon de plus en plus systématique. Le Président Bush a signé en 2006 un programme de «Stratégie de sécurité nationale». Le premier chapitre de ce texte démontre qu'après la guerre froide, les États-Unis préfèrent une politique du « soft power » dans cette région.¹²⁰

Sans aucun doute, le sérieux facteur de la Russie s'est révélé lors de l'élection présidentielle de 2008 en Arménie. Le renforcement de la politique répressive des autorités arméniennes après la visite de l'ancien président d'Arménie Robert Kotcharian à Moscou le 23 Février 2008 en est un témoignage. Vladimir Poutine a indiqué que l'objectif est la perspective de relations russo-arméniennes

¹¹⁹ Svante E. Cornell, "Central Asia-Caucasus Analyst", *op.cit.*, p.23

¹²⁰ Julien Zarifian, *op.cit.*, p.115

«indépendamment de l'évolution politique» en Arménie. Le même état d'esprit est visible à travers les actions du nouveau président de Russie Dimitri Medvedev.¹²¹

Les dirigeants de deux pays comprennent les changements mondiaux et leur impact sur les relations actuelles. Sans prendre en considération la pression de la Russie, l'Arménie s'est de plus en plus intégrée avec les pays européens pour approfondir la coopération avec l'OTAN dans le cadre du programme de «Partenariat pour la paix». Erevan a fait de son mieux pour jouer la carte de la coopération et du partenariat avec tous les côtés.

c. Relations avec la Géorgie

Après avoir succédé à Gamsakhourdia, Eduard Chevardnadze s'est engagé des à améliorer les relations avec la Russie. En Mars en 1992, le président Eduard Chevardnadze a rejeté les suggestions des partisans de l'ouest de la Géorgie et il a même choisi d'ignorer la présence militaire de la Russie en Géorgie. Mais lorsqu'en novembre 1993, il a remarqué que la Russie avait commencé à aider l'Abkhazie et l'Ossétie, il a opté pour le début d'une politique pro-occidentale.¹²² La Russie et la Géorgie ont plusieurs questions principales qui doivent être réglées:

1. Gorge de Pankisi.
2. Les installations militaires russes en Géorgie.
3. Questions territoriales, la restitution des territoires perdus de la Géorgie (Ossétie du Sud et Abkhazie).

En ce qui, concerne, le premier point, depuis 1999, une influence majeure sur les relations russo-géorgiennes a été le problème de la Gorge de Pankisi et de son lien

¹²¹ Манвел Саркисян "Политическое развитие Армении и фактор России" (Manvel Sarkisyan, "Development du politique l'Armenie et le factor de la Russie"), 06.06.08, <http://www.acnis.am/publications/2008/Armenia's%20Political%20Development%20and%20the%20Russian%20Factor.pdf>

¹²² Bruno Kopiters et Robert Legvold "Statehood and safety: Georgia after "revolution of roses"" *Researches of the American academy on problems of the global Safety*, Cambridge, 2005, p.183-185

direct avec le problème de la Tchétchénie.¹²³ La crise qui a commencé en 1999, a atteint son point le plus élevé en 2001.¹²⁴ Cela a contribué à une révision des institutions de la Géorgie et conduit à la destruction du gouvernement de Chevardnadze. En août 1999, Eltsine demanda à Chevardnadze de permettre une opération aérienne contre la Tchétchénie à partir de bases militaires russes en Géorgie. Mais Chevardnadze refusa. La nécessité d'une action urgente est devenue évidente après les événements du 11 Septembre, qui fit donner au problème Pankisi une dimension internationale. L'attaque terroriste sur New York a présenté pour les dirigeants russes une excellente occasion pour obtenir la permission internationale de ses actions en Tchétchénie et éventuellement une intervention en Géorgie.¹²⁵ Immédiatement après l'attentat le président Poutine exprima sa détermination de détruire les "sanctuaires terroristes" près des frontières russes et obtint le feu en ce qui concerne le problème de Pankisi. En septembre 2002, Poutine annonça qu'en accord avec l'article 51 de l'ONU, la Russie pourrait lancer une offensive contre la Géorgie si la Géorgie n'arrivait pas à résoudre les problèmes sur ses frontières. Cependant, après négociations, la Géorgie accepta d'arrêter certains combattants Tchétchènes.

Quant aux installations militaires russes en Géorgie, cette dernière insiste sur le retrait des bases militaires russes qui constituent l'une des questions centrales dans les relations entre les deux pays. Après le Sommet d'Istanbul de l'OSCE en 1999, le gouvernement de Boris Eltsine décida de fermer deux bases à Vaziani et Goudaouta avant Juillet 2001 et d'ouvrir les négociations sur le retrait de deux autres bases - à Batoumi et Akhalkalak. La base de Vaziani, près de Tbilissi, a été fermée avant le 1^{er} Juillet 2001.

Après une impressionnante victoire à l'élection présidentielle en Géorgie, en Janvier 2004, Mikhaïl Saakashvili réaffirma sa volonté de rétablir les relations avec la

¹²³La Géorgie permettait aux militants Tchétchènes de se cacher dans le Pankisi pendant la guerre contre la Russie. Cela a ouvert la voie à une nouvelle crise entre la Russie et la Géorgie.

¹²⁴Esra Hatipoğlu, "After Empire: Georgia-Russia Relations and the Prospects for Stability in the South Caucasus" *Turkish Review of Eurasian Studies*, 2004, p.183-185

¹²⁵ Stanislav Secieru, *op.cit.*, p. 300-301

Russie. Cependant, Saakashvili fit savoir clairement que son gouvernement restait ferme quant à sa demande de fermer les deux dernières bases militaires russes - à Batoumi et Akhalkalaki. Lorsque, en avril 2004, Saakashvili prit le pouvoir, la Russie décida d'envoyer un de ses hauts responsables militaires à la base de Batoumi.¹²⁶ En même temps, Moscou a décidé de réduire au minimum sa coopération avec l'OTAN dans le Caucase.

Lors de la réunion du Conseil Inter-Ministériel de l'OSCE, qui s'est tenue à Maastricht en Décembre 2003, la Russie déclara qu'elle n'était pas obligée de retirer ses troupes de la Géorgie. En réponse à la pression des États-Unis et l'Europe, le Ministre russe des Affaires étrangères avait pourtant dit au sommet de l'OSCE à Istanbul en 1999 que la Russie exprimait son «intention» de retirer ses troupes de ces bases en conformité avec "les conditions nécessaires."¹²⁷ Après le Sommet d'Istanbul de l'OTAN en Juin 2004, la Douma russe a ratifié le Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), mais le Ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov réaffirma qu'il n'y avait pas de lien juridique entre le départ de ces bases et le Traité FCE. Toutefois, le Secrétaire général de l'OTAN Jaap de Hoop Scheffer ne souscrit pas à cette affirmation et confirma le lien entre les deux questions.¹²⁸

Depuis le sommet de l'OSCE à Istanbul en 1999, la mise en œuvre de ces engagements est une condition préalable. En 2005, deux séries de négociations ont été tenues dans lesquelles la Russie a confirmé sa volonté d'entreprendre ce travail dans un délai de trois à quatre ans. Malgré le pessimisme de plus en plus grandissant, le 30 Mai à la dernière minute des négociations, les Ministres des Affaires étrangères des deux pays ont conclu un accord obligeant la Russie à se retirer des bases militaires restantes avant la fin de 2008, principalement en Géorgie.

¹²⁶ "Kafkasya'nın jeopolitik sorunları", *ASAM yayımları*, Bakü, Hazar Üniversitesi, Avrasya stratejik araştırmalar merkezi konferansı, 27-28 Eylül, 2001, Ankara, 2003, p. 61-62

¹²⁷ Victor-Yves Ghebali, "The OSCE Mission to Georgia (1992-2004): The failing art of half-hearted measures" *Helsinki Monitor*, no. 3, 2004, http://www.gcsp.ch/e/publications/Issues_Institutions/Int_Organisations/Academic_Articles/Ghebali-Helsinki-3-04.pdf

¹²⁸ Jim Nichol "Georgia [Republic] and NATO Enlargement: Issues and Implications", *op.cit.*, p.2-3

Concernant les questions territoriales, le problème sur le conflit Abkhazie et Ossétie du Sud entre la Russie et la Géorgie avait commencé avant, entre 1991 et 1993. Pendant cette période Chevardnadze poursuivit une politique pro-russe. Malheureusement la Russie menait une politique de soutien à l'Abkhazie et l'Ossétie du sud. Ce qui conduit la Géorgie vers une politique antirusse. Plus tard, le président Poutine déclara que « la crise était entre la Géorgie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie » et non entre la Russie et la Géorgie mais le grand problème résidait dans le fait que la Géorgie voulait résoudre les différends à travers l'action militaire, chose que la Russie ne pourrait permettre.¹²⁹

Suivant la pression grandissante de la Russie sur la Géorgie, les Etats-Unis décidèrent de se rapprocher avec la Géorgie. En Mars 2001, le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell assura la Ministre géorgien des affaires étrangères de l'appui des États-Unis et condamna la pression de la Russie.¹³⁰ Puis, en 2004, Saakashvili accusa la Russie d'aspiration séparatistes en manipulant les autorités de l'Ossétie du Sud et d'Abkhazie qui ne souhaitent pas régler les relations avec la Géorgie. Néanmoins, il a déclaré un nouveau plan de paix au cours d'une conférence qui propose une large autonomie à l'Ossétie du Sud. Ce nouveau plan a été appuyé par le Conseil de l'Europe et les États-Unis.¹³¹

Au sommet de l'OTAN a Bucarest en Février 2008, l'indépendance du Kosovo a été reconnue par plus de 40 Etats. Face a ce développement la Russie a décidé de renforcer son opposition à l'alliance Euro-atlantique et sa politique d'expansion vers les anciens pays soviétiques, en particulier la Géorgie et l'Ukraine.¹³² La Russie utilise son influence sur l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud contre le gouvernement géorgien, mais aussi comme un levier dans sa plus grande rivalité avec l'Occident. En avril 2008, elle a donc a signé un décret présidentiel d'ouverture politique, sociale et économique avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Les relations entre Moscou et les

¹²⁹ Ivars Indans "Relations of Russia and Georgia: Developments and Future Prospects" *Baltic Security & Defence Review*, Volume 9, 2007, p. 137-138

¹³⁰ Jim Nichol, "Georgia [Republic]:...", *op.cit.*, p.4-5

¹³¹ *Ibid.*

¹³² "Georgia and Russia: Clashing over Abkhazia", Europe Report N°193 – 5 June 2008, p.15-16

deux territoires ont été établies. Cela a été interprété par Tbilissi comme un effort d'annexion de ces deux régions par la Russie. La guerre vécue à partir du 8 Août s'est soldée par l'invasion de cette région par la Russie.¹³³ Lavrov a noté que selon le président Medvedev cette offensive a été faite : "En vertu de la Constitution et l'obligation de protéger la vie et la dignité des citoyens russes ».¹³⁴

Actuellement les efforts portent sur le respect du cessez-le-feu signé le 15-16 août en 2008 qui insiste sur le fait que les troupes russes doivent revenir rapidement vers les positions qu'elles occupaient le 7 août et honorent l'esprit d'un accord librement formulé.¹³⁵ Mais après la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, force est de dire que ce processus prendra des mois et peut-être des années. Entretemps, les États-Unis et la Russie veulent recréer des règles correspondant au droit international qui seront adoptées et respectées par toutes les parties.

Par conséquent, sauf changement de la situation en Géorgie, Washington choisira entre se retirer de Géorgie et se quereller avec la Russie.¹³⁶ La guerre russo-géorgienne a déclenché un processus rapide de changements importants dans l'équilibre géopolitique de la Transcaucasie et de la région de la mer Caspienne. Le potentiel de la Russie et ses ambitions ont été révélés au cours du conflit. Cela a conduit la plupart des acteurs à comprendre la politique dominante de la Russie dans la région. En même temps, la position de l'Occident et sa crédibilité dans sa politique contre la Russie ont été sérieusement ébranlée. Après une période de relative stabilité dans la région, les questions de sécurité primordiales ont une nouvelle fois d'une importance capitale. Cette guerre a été un choc majeur pour toute la Transcaucasie. Elle a révélé les capacités militaires de la Russie de dominer la politique de la région

¹³³ Svante E. Cornell et Johanna Padjanvski, *Russia's War in Georgia: Causes and Implications for Georgia and the World*, Stockholm, Policy Paper, Johns Hopkins University, August 2008, p.8-24

¹³⁴ "The Georgia-Russia Crisis and the Responsibility to Protect: Background Note", *Global Centre for responsibility to Protect*. New York, 19 August 2008, <http://www.responsibilitytoprotect.org/files/GeorgiaRussia.pdf>

¹³⁵ Russia Vs Georgia: The Fallout" Crisis Group Europe Report N°195, 22 August 2008, page:2-4

¹³⁶ Nikolai Zlobin "Georgia, Russia, The United States" *Izvestia*, consulté le 1 novembre 2006

ainsi que sa volonté d'utiliser les questions de sécurité dans la poursuite de ses objectifs économiques et politiques.

C. Le rôle des voisins régionaux : La Turquie et l'Iran

2. L'Iran

a. L'importance de la Transcaucasie pour l'Iran

Un autre acteur du "grand jeu" dans la région de la Transcaucasie est l'Iran. Il ya très longtemps, pendant la période médiévale différents territoires du Caucase moderne étaient sous l'autorité des rois Perses. Entre le XVIème et les XVIIIème siècles la Turquie, l'Iran et la Russie ont eu à se livrer à des guerres permanentes pour la domination dans la région. Toutefois, l'éviction de l'Iran de la Transcaucasie est liée à la politique de l'Empire ottoman et de la Russie. Dans une série de guerres russo-persanes vers la fin du XVIIIème et le début du XXème siècle. La Russie a réussi à établir son contrôle sur l'est et le nord de l'Azerbaïdjan a travers l'Arménie. Malgré cette perte d'influence, l'Iran est resté un acteur important en ce qui concerne la politique de la région.

Après la chute du Shah en 1979 jusque vers les années 1990, la politique étrangère de l'Iran a été largement caractérisée explicitement et implicitement par la croissance du nombre des mouvements islamistes dans la région du Caucase. En cette dernière décennie la politique étrangère de l'Iran fait preuve de pragmatisme dans la région de la Transcaucasie. Désormais, ce n'est plus l'idéologie religieuse qui dicte la politique de l'Iran mais plutôt les intérêts nationaux, entre autres économique, politique et sécuritaire.¹³⁷ Les intérêts géopolitiques de l'Iran autour de la Transcaucasie sont:

1. La Préservation de la stabilité nationale

¹³⁷ Geoffrey Gresh "Coddling the Caucasus: Iran's Strategic Relationship with Azerbaijan and Armenia" *Caucasian Review of International Affairs* (CRIA) 2008, http://www.cria-online.org/1_1.html consulté le 2 janvier 2009

2. La résolution des conflits et le renforcement de la stabilité régionale
 3. La prévention de l'isolement et la géopolitique globale de partenariat stratégique avec la Russie
 4. La maîtrise de la domination des Etats Unis.¹³⁸
1. La préservation de la stabilité nationale

L'un des objectifs principaux de l'implication de l'Iran est la stabilité de sa politique intérieure. L'Azerbaïdjan en tant que pays important de la région est divisé entre la Russie et l'Iran. Il joue à cet effet le rôle de facteur influent dans les relations entre ces deux pays. Il faut noter que l'Azerbaïdjan entretient des liens historiques et religieux avec l'Iran. La minorité azérie est considérée comme la mieux intégrée des minorités de l'Iran compte tenu de son attachement au pays majoritairement chiite.¹³⁹ La sagesse conventionnelle souligne la force de leur identité iranienne et la faiblesse de leur origine ethnique entre autre turque ou azerbaïdjanaise. Une grande partie des Azerbaïdjanais se trouve dans le nord-ouest de l'Iran. Ces "Turcs d'Azerbaïdjan"¹⁴⁰ bien que constituant une part importante de la population du pays sont privés de leurs droits nationaux. Ce facteur est essentiel dans la compréhension des relations entre l'Azerbaïdjan et l'Iran.¹⁴¹

¹³⁸ Kaweh Sadegh-Zadeh, "Iran's strategy in the south Caucasus", *Caucasian review of international affairs*, Vol. 2 (1), winter 2008, http://criaonline.org/Journal/2/Iran%27s%20Strategy%20in%20th%20South%20Caucasus%20by%20Kaweh%20SadegZadeh_done.pdf

¹³⁹ "Azerbaijan: Independent Islam and the State" Europe Report N°191, 25 March 2008

¹⁴⁰ Au 18^e siècle, les Turcs Azéris construisirent une nouvelle dynastie dénommée Qâdjârs. Puisque les Azéris Turcs sont très détestés en Iran, les Qâdjârs ont décidé de se créer une nouvelle identité. Grâce à leurs contacts avec l'Europe, ils trouvèrent des informations sur les tribus aryennes anciennes qui existaient dans la région il ya mille ans. Ensuite, les Qâdjârs adoptèrent le nom de "l'Iran" afin de s'associer à ces anciennes tribus aryennes. Pour les Turcs azéris l'identité "iranien" est très importante car elle les aide peu à couvrir et à cacher leur ethnicité. "Iranien" donne l'impression que 'il existe un groupe ethnique appelé "l'Iran" en Iran. Pourtant il n'existe pas un tel groupe ethnique en Iran. Aussi "l'Iran" est utilisé pour représenter des Turcs azéris impliqués dans l'histoire antique de la Perse. Turcs azéris ont créé une toute nouvelle histoire imaginaire de l'Iran sur la base d'une dénomination fantaisiste « iranienne ». Neo-Iranians: The Case of Azéri Turks", <http://newsgroups.derkeiler.com/Archive/Soc/soc.culture.iranian/2008-06/msg00170.html>

¹⁴¹ Nasib Nasibli, "Azerbaijan- Iran Relations: Challenges and Prospects (Event Summary)", Event Report, Harvard University. http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/12750/azerbaijan_iran_relations.html consulté 22 août 2009

La politique iranienne dans la région a été quelque peu limitée, mais son impact potentiel a toujours été au centre de l'attention politique. Parmi les nations de la Transcaucasie l'Iran a développé des relations plus proches avec l'Arménie, allant de liens stratégiques jusqu'aux liens économiques. Mais ces relations sont dans une large mesure une sorte de réaction à l'indépendance de l'Azerbaïdjan et à son orientation pro-occidentale.¹⁴² Par conséquent, le gouvernement iranien poursuit des politiques qui exacerbent les tensions avec la communauté azerbaïdjanaise. Compte tenu de la volatilité de l'ensemble de la région, le risque de conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Iran ne peut être écarté.

2. La résolution des conflits et le renforcement de la stabilité régionale.

Depuis ses débuts en 1988, le conflit du Haut-Karabagh est devenu un défi majeur pour la politique étrangère de l'Iran. L'Iran a préféré rester neutre au tout début de la crise en dépit du fait que la grande majorité chiite habitait l'Azerbaïdjan. Pendant le conflit du Haut-Karabagh l'Iran a donné son soutien à l'Arménie contre l'Azerbaïdjan.

En outre l'Iran ne veut pas s'accaparer du rôle de Moscou dans la région et se mêler de ce qui peut être considéré comme une affaire interne de l'ancienne Union soviétique. Mais l'Iran sait aussi que la croissance de la violence dans la région peut provoquer l'intervention extérieure de la Russie ou de l'OTAN. En cas d'une telle situation la venue en masse des troupes internationales près des frontières de ses frontières pourrait perturber l'équilibre régional du pouvoir.¹⁴³

La crise du haut Karabakh a provoqué un exode massif des Azéris vers la frontière de l'Iran, ce qui a conduit à une inquiétude de la part du gouvernement de l'Azerbaïdjan concernant un regain nationaliste. Au début de 1993, l'Iran décida d'envoyer ses

¹⁴² Elin Suleymanov, "Emergence Of New Political Identity In The South Caucasus" Energy, Security, Strategic Location and Pragmatism, Master of Arts in Law and Diplomacy Thesis, The Fletcher School, May 2004, p. 47-49

¹⁴³ Geoffrey Gresh, *op.cit.*

troupes à la frontière avec l'Azerbaïdjan dans le but de pourvoir l'aide humanitaire et de construire des camps pour réfugiés.¹⁴⁴ Téhéran voulait éviter le risque d'une présence accrue des Azerbaïdjanais qui pourraient susciter des sentiments nationalistes azerbaïdjanais.

Suite à tous ces développements et les inquiétudes sécuritaires, l'Iran envisagea une solution rapide au conflit. La crainte était de voir le conflit se prolonger et causer par la suite une intervention de la Russie. En plus de cela, l'Iran ne voulait pas que l'un des deux pays en conflit entre autre l'Azerbaïdjan ou l'Arménie ne puisse sortir vainqueur. Car dans ce cas, un Azerbaïdjan puissant pourrait faire des revendications territoriales et plaider pour les Azéris des régions iraniennes. Ali Akhbar Velayati, le Ministre iranien des Affaires étrangères annonça à cet effet que l'Iran était prêt à « défendre son intégrité territoriale et celle de ses voisins ».¹⁴⁵ L'autre besoin de l'Iran est de contenir l'influence turque dans la région. L'hostilité entre les Turcs et les Arméniens offre à l'Iran l'opportunité de s'opposer aux politiques turques dans la région.

En 1992, l'Iran a invité les délégations de l'Arménie et l'Azerbaïdjan à Téhéran pour négociations. Il a été question dans les discussions d'un cessez-le feu temporaire. Le 15 mars de la même année une déclaration sur la résolution du conflit a été signée par les délégations. Quelque temps après le nouveau président au pouvoir en Azerbaïdjan, Elchibey, rejeta la médiation de l'Iran.¹⁴⁶ Plus tard, en dépit de la détérioration croissante des relations l'Iran réussit à établir une bonne relation avec H. Aliyev. Les efforts de l'Iran de protéger la stabilité n'ont pas donc conduit à des bons résultats. Il faut aussi noter une certaine inefficacité de sa politique face à des acteurs tels que la Russie et la Turquie.

¹⁴⁴*Ibid.*

¹⁴⁵Bruno Coppieters, *Contested borders in the Caucasus*, Brussel, University Press, 1996, p. 167-168

¹⁴⁶Abdollah Ramezanzadeh, "Contested borders in the Caucasus, Iran's role as mediator in the Nagorno-Karabakh Crisis", <http://poli.vub.ac.be/publi/ContBorders/eng/ch0701.htm> consulté le 22 janvier 2009

3. La prévention de l'isolement et partenariat stratégique avec la Russie.

Malgré la révolution de 1979, pour l'Iran l'idéologie de l'Union soviétique demeurait encore source d'inquiétudes. Néanmoins, après la chute de l'Union soviétique, la Russie et l'Iran sont entrées dans une coopération stratégique pour le contrôle des réserves de l'énergie de la région du Caucase.¹⁴⁷ D'ailleurs au fond, la politique étrangère de ces deux Etats avait la même conception visant le Caucase du Sud et l'Asie contre la conception de deux autres acteurs proches à savoir la Turquie et les États-Unis.

La Russie ne voulait pas que les puissances occidentales commencent à développer des relations avec l'Iran. Voire même entre les années 1998 et 2000 quelques accords en matière économique entre l'Iran et l'Europe de l'Ouest voyaient déjà le jour. La Russie avait compris que l'Iran est un pays capable d'attirer les pays d'Europe occidentale et leurs investisseurs pour plusieurs raisons :

- L'existence de riches ressources naturelles,
- L'existence d'un vaste marché,
- La présence d'une main-d'œuvre bon marché,
- La possibilité d'un accès au contrôle des marchés des États d'Asie centrale,
- L'importance de sa situation géographique et géopolitique.¹⁴⁸

Toutefois, malgré certains problèmes, la Russie et l'Iran sont désormais potentiellement des États partenaires, tant en termes de relations économiques et commerciales bilatérales, qu'en termes de coopération régionale.

La guerre entre la Russie et la Géorgie a déclenché une crise diplomatique dans la région, mais aussi dans les relations internationales de la région de la Transcaucasie.

¹⁴⁷ А.И.Пилев, "Иран и Россия как стратегические союзники: история и современное положение", *центр геополитических экспертиз*, (A.I.Pilev, "l'Iran et la Russie comme le partenaire stratégique: l'histoire et la situation moderne" *centre géopolitique examinations*), http://cge.evrazia.org/islam_2.shtml consulté le 01.février .2009

¹⁴⁸ *Ibid.*

À la suite de cette guerre, l'Iran a eu l'opportunité d'affirmer sa présence par la vigueur de la diplomatie. En plus de cela, Téhéran a éprouvé une forme de responsabilité pour ce qui concerne la résolution du conflit. Mais son silence était beaucoup plus dû à son partenariat avec la Russie. L'affirmation de l'Iran dans la Transcaucasie, reflète aussi les liens complexes entre les pouvoirs régionaux.¹⁴⁹

Le 12 septembre 2008 le Ministre Iranien des affaires étrangères Manouchehr Mottaki a retrouvé son homologue russe Sergei Lavrov, et en examinant plusieurs questions, ils ont démontré d'une certaine manière le caractère multiforme de la coopération russo-iranienne. Ils ont aussi souligné la nécessité de cette " coopération régionale pour la résolution des problèmes régionaux »¹⁵⁰

b. L'adversité entre les Etats-Unis et l'Iran

L'Iran moderne est connu par son anti-américanisme sans cesse croissant fondé autour de la doctrine Chiite de l'Ayatollah Khomeiny. La plus grande transformation opérée dans ce pays fut sans doute la révolution de 1979 qui visait à renverser le système politico-économique de Téhéran fortement dépendant des Etats-Unis. Mais le souci de ce changement a transformé le système politique du pays en islamisme radical et a donné un coup dur aux droits de l'homme.¹⁵¹ Au niveau régional, l'Iran a été ce pays qui met en mal les intérêts américains à cause de sa position géostratégique importante après la révolution de 1979. Après la guerre froide, l'Iran a tenté de répandre ce radicalisme dans la région mais fut obligé de faire marche arrière suite aux menaces des minorités Azéris de se soulever.¹⁵² Le politique de

¹⁴⁹Stephen Blank, "Iran's New Diplomacy In The Caucasus", *The CACI Analyst*, 11/12/2008, <http://www.cacianalyst.org/?q=node/4982>

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ Judith S. Yuphe, "U.S.-Iran Relations: Normalization in the Future?", *Strategic Forum*, Institute for National Strategic Studies National Defense University, No. 188, January 2002, p.1-2

¹⁵² Brenda Shaffer, "Iran's Role in the South Caucasus and Caspian Region: Diverging Views of the U.S. and Europe", *Iran and Its Neighbors*, Berlin, July 2003, p.18-19

l'Iran en Transcaucasie est proche de celle de la Russie. L'Iran a eu à soutenir l'Arménie d'après les calculs et intérêts de la Russie.¹⁵³

Pour l'Iran, l'importance des bonnes relations avec l'Arménie s'explique de la manière suivante:

1. Soutenir stratégiquement l'Arménie contre l'Azerbaïdjan,
2. Coopérer avec l'Arménie dans les crises régionales,
3. Créer un équilibre dans la région contre l'influence de l'Europe et des Etats-Unis.¹⁵⁴

Après le 11 septembre le bras de fer entre les Etats-Unis et l'Iran a pris une autre forme, les Etats-Unis accusant l'Iran de soutenir le terrorisme et condamnant son programme nucléaire.¹⁵⁵ Le bras de fer entre ces deux pays continue en Transcaucasie. Mais les élites de l'Azerbaïdjan ont opté pour une politique autour des Etats-Unis et ont critiqué l'islamisme radical de l'Iran. Actuellement les relations entre ces deux pays proches semblent bien tendues. Depuis les années 1990, Téhéran a commencé à considérer la Transcaucasie comme le pont entre la Russie et l'Europe. Raison pour laquelle l'Iran a tenté à l'aube de la guerre froide, d'établir de bonnes relations avec ces pays. Les bonnes relations entre Téhéran et Erevan dans les années 1990 constituent un bon exemple dans ce sens.¹⁵⁶

L'Iran a, dans cette logique, soutenu l'Arménie dans la crise du Karabakh en 1994 avant la signature du cessez-le feu. Deux efforts de paix ont été lancés après ce cessez le feu, le premier entre Téhéran-Moscou-Erevan et le second entre Ankara-Bakou-Washington. Mais tous ces efforts n'ont pas été suffisants parce que l'Iran faisait la médiation en fonction de ses propres intérêts.¹⁵⁷

¹⁵³ Fariz Ismailzade, "Azerbaijan under Iranian and Russian Pressure on Relations to U.S." *Central Asia-Caucasus Analyst*, 3 November 2004, <http://www.cacianalyst.org/issues/20041103Analyst.pdf>

¹⁵⁴ "Iran after the Georgian war" http://cria-online.org/CU_-_file_-_article_-_sid_-_3.html consulté 14 février 2009

¹⁵⁵ Zbigniew Brzezinski and Robert M. Gates, *Iran: Time for a New Approach*, United States of America, Council on Foreign Relations press, 2004, p.1-6

¹⁵⁶ Lasha Tchantouridzé, "The Three Colors of War: Russian, Turkish, and Iranian Military Threat to the South Caucasus", *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2 (1) – Winter 2008, p.7-8

¹⁵⁷ Bruno Coppieters, *op.cit.*, p. 167-168

La période d'après 11 septembre a poussé les Etats-Unis à mener une politique très dure contre l'Iran en prônant des sanctions pour le soutien de l'Iran au terrorisme et son programme nucléaire. Cette situation a pris une large place dans les médias américains et s'est traduite comme une tentative américaine de renverser le régime Iranien comme ce fut le cas en Afghanistan et en Irak.¹⁵⁸

Après la guerre entre la Russie et la Géorgie une tension Est–Ouest était à l'ordre du jour. Il faut souligner que l'Iran a beaucoup bénéficié de cette tension parce que la menace à son égard surtout de la part de l'administration Bush avait peu soit-elle diminué jusque là, les craintes de l'Iran étaient causées par l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak ainsi que le discours menaçant de Washington. Mais avec l'arrivée au pouvoir en 2009 du Président Obama et son message d'une éventuelle coopération avec Téhéran l'espoir d'une période plus calme par rapport à la précédente a pointé à l'horizon.

2. La Turquie

a. L'importance de la Transcaucasie pour la Turquie

Les changements dans le climat géopolitique dans le monde entier à partir de la fin des années 1980, ont placé d'une certaine manière la Turquie au centre de l'Eurasie, une région dont l'importance mondiale attirait l'attention des grands acteurs. Au fait, la Turquie a été citée comme un acteur important en raison de ses liens historiques, culturels, ethniques, linguistiques avec les Etats nouvellement indépendants de la Transcaucasie. La politique de la Turquie envers la région a radicalement changé après l'éclatement officiel de l'URSS en décembre 1991. Il était question de la mise en œuvre de nouvelles orientations qui a commencé par sa reconnaissance de l'indépendance des nouveaux Etats indépendants. Vers la fin de 1991, la Turquie

¹⁵⁸ Zbigniew Brzezinski and Robert M. Gates, *op.cit.*, p.9-10

abandonna complètement sa politique Moscou-centrée pour développer des relations directes avec les États successeurs.¹⁵⁹

Jusqu'en 1990, la Turquie poursuivait une politique abstentionniste dans les régions avoisinantes. Raison pour laquelle peu d'attention était portée au sort des «Turcs de l'extérieur» dans le contexte général de la Guerre Froide.

Le premier changement de la Turquie en politique étrangère eut lieu à l'époque de Turgut Özal. La Turquie a quitté sa politique étrangère passive. Tout d'abord, la Turquie reconnut l'indépendance des pays turcophones nouvellement indépendants d'Asie Centrale et le Transcaucasie en 1991.¹⁶⁰ Elle reconnut ensuite l'indépendance de la Géorgie et établit avec celle-ci les relations diplomatiques.

Bien que la Turquie ait eu à reconnaître l'indépendance de l'Arménie en décembre 1991, elle a avancé avant l'établissement des relations diplomatiques trois conditions à savoir : Le renoncement officiel de l'Arménie aux accusations portant sur le soi-disant génocide perpétré pendant la période de l'Empire ottoman ; le retrait des revendications territoriales et l'arrêt de la « politique agressive » contre l'Azerbaïdjan.¹⁶¹

Pour l'ancien Premier ministre et Président turc Suleyman Demirel, l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan constituent une nouvelle communauté eurasiennne peuplée par des Turcs et la Turquie ne compte pas gérer ces Turcs, mais préfère plutôt "les aider à s'organiser et les conduire dans le monde".¹⁶² Tous les pays du Caucase du Sud reconnaissent que la paix et de la stabilité dans le Caucase ne serait pas possible sans la participation de la Turquie.

¹⁵⁹ Gareth Winrow, *Turkey and the Caucasus Domestic Interests and Security Concerns*, London, The Royal Institute of International Affairs, 2000 p.14-15

¹⁶⁰ Mustafa Aydin, "La politique de la Turquie envers le Caucase" *The Quarterly Journal*, No.3, juillet 2002, p.46-48

¹⁶¹ Гаян Новиков, "Ориенты Внешней Политики Армении", (Gayan Novikov, "Orientation de la politique étrangère de l'Arménie") *Antares*, Erevan, 2002, p. 50-51

¹⁶² Gareth Winrow, *Turkey in Post-Soviet Central Asia*, London, Brookings Institution Press, August 1995, page, 17-18

La vérité est que la Turquie cherchait beaucoup plus à jouer un rôle hégémonique au niveau régional en dépit de la concurrence de la Russie et de l'Iran surtout après la déclaration de l'indépendance en 1991 des pays du Caucase et de l'Asie Centrale. La Turquie a également tenté de jouer un rôle de premier plan dans le développement régional et la coopération. Dans la poursuite de cet objectif, Ankara a ouvert la coopération économique en mer Noire (BSEC), organisation régionale en 1992 pour rassembler tous les pays riverains de la mer Noire, ainsi que l'Arménie et l'Azerbaïdjan.¹⁶³ Dans le souci d'une stabilité permanente, la Turquie a proposé à la Transcaucasie un Pacte de stabilité. Il faut noter que depuis la fin de la guerre froide et l'émergence des nouveaux Etats indépendants en Transcaucasie, l'influence de la Turquie a été considérablement élargie. Le principal partenaire de la Turquie dans la région fut l'Azerbaïdjan. Cette coopération a continué sous Elchibey et H.Aliyev. La politique turque envers l'Azerbaïdjan avait un certain nombre d'objectifs, notamment:

- Garantir l'indépendance de l'Azerbaïdjan,
- Participer à la production du pétrole et assurer son exportation via son territoire.¹⁶⁴

Quant à ce qui est des relations avec la Géorgie, il faut se rappeler de la visite du premier ministre Yilmaz en 1998. Au cours de cette visite, il identifia la Géorgie comme un pays poursuivant des intérêts communs avec la Turquie. Il ajouta que la Turquie était disposée à renforcer la coopération dans tous les domaines avec ce pays pour le maintien de la paix et la stabilité en Transcaucasie.¹⁶⁵ En 1999, un mémorandum d'entente sur la coopération militaire a été signé entre le ministère de la Défense de la Géorgie et de l'Etat-major général de la Turquie. Ce document prévoyait l'organisation et une aide logistique aux forces armées de la Géorgie.¹⁶⁶ Aujourd'hui, la Géorgie reçoit l'aide militaire, économique et politique de

¹⁶³ Zeyno Baran, *op.cit.*, p. 233–234

¹⁶⁴ Nâzım Cafersoy, *Elçibey döneminde Azerbaycanın Dış Politikası*, ASAM dosyası, Haziran 1992-Haziran 1993, Ankara, 2001, p. 34-35, Gary Bertsch, Cassady Craft, *Crossroads and Conflict Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, London, Routledge, 2000, p.56-57

¹⁶⁵ Mustafa Aydın, *op.cit.*, p.41-51

¹⁶⁶ İdris Bal, *21.yüzyılın eşiğinde Türk Dış Politikası*, İstanbul, ALFA,,2001, p.320-322

la part de la Turquie. Les deux pays sont désormais des partenaires stratégiques solides. En 2000, le partenariat commercial entre les deux pays a dépassé celui de la Russie. Selon le journal Izvestia, la Turquie aida la Géorgie pour un total de 45 millions de dollars.¹⁶⁷

Les équilibres régionaux montrent qu'en termes d'alliances il y a d'une part le partenariat Russie-Iran-Arménie et d'autre part le partenariat États-Unis-Turquie-Azerbaïdjan-Géorgie. La Turquie a également annoncé en Mai 1997 qu'elle comptait approfondir la coopération stratégique avec l'Azerbaïdjan.¹⁶⁸

Les relations avec l'Arménie sont tendues. Les principales causes de ce conflit sont les allégations concernant le génocide arménien et le problème du Haut-Karabagh. Le gouvernement de l'AKP est arrivé au pouvoir avec l'intention de normaliser ces relations.¹⁶⁹ En Septembre 2008, les deux parties ont fait un inventaire des points de litige en vue d'améliorer les relations bilatérales. Pourtant, l'administration Kocharian admit qu'il est difficile de normaliser les relations avec la Turquie en raison de son incapacité à admettre la responsabilité de l'armée ottomane dans les événements de 1915 contre la population arménienne dans l'est de l'Anatolie. Une autre source de crise est la coopération militaire entre l'Arménie et la Russie. Ce climat d'hostilité entre les deux pays demeure permanent en dépit des efforts.

Les cinq jours de guerre en Ossétie du Sud en 2008 ont créé un changement qualitatif dans le paysage géopolitique de la Transcaucasie. L'une des conséquences fut l'accroissement du rôle de la Turquie dans la région. Ankara s'est déclaré lui-même comme un centre de pouvoir, arbitre et médiateur dans la résolution du conflit. En effet, il a mis en avant une « plate-forme pour la paix et la stabilité » pour la Transcaucasie. Le Ministre turc des Affaires étrangères Ali Babacan a déclaré « Les personnes vivant dans le Caucase, ont un avenir commun, et ont une histoire

¹⁶⁷ İzvestiya gazeta. 12-08-2008

¹⁶⁸ Mustafa Aydın, *ibid.*

¹⁶⁹ Nasuh Uslu "The Russian, Caucasian and Central Asian Aspects of Turkish Foreign Policy in the Post Cold War Period" *Turkish Journal of International Relations*, Vol.2, No.3&4, Fall&Winter 2003 p.172

commune. Nous sommes tous obligés de travailler pour la construction de leur avenir». ¹⁷⁰

Le 6 septembre 2008 le Président Abdullah Gül effectua une première visite historique à Erevan. Même si l'occasion était sous le signe d'une rencontre de football, il profita pour annoncer le début de la détente dans les relations entre les deux Etats voisins. Le Ministère turc des affaires Etrangère a aussi profité de cette visite pour mettre en œuvre la Plate-forme pour la paix et la stabilité. Le 26-27 septembre à New York une réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères de l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie s'est tenue pour discuter des perspectives du règlement du conflit de la région du Haut-Karabakh .

Ankara annonça son intention d'intensifier ses efforts de médiation pour réconcilier Bakou et Erevan. Après le conflit en Géorgie, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan ont discuté de la possibilité d'un pacte de stabilité et de coopération. Il est très difficile pour la Turquie de protéger à elle seule la stabilité de cette région, raison pour laquelle il faut aussi considérer ses efforts combinés avec les États-Unis. ¹⁷¹ Cette question régionale a fait partie des sujets abordés par le Président Obama lors de sa visite au mois d'avril 2009 en Turquie. Pour le Président des Etats-Unis, l'ouverture des frontières entre la Turquie et l'Arménie est une question importante à résoudre aussi bien pour des raisons de politique régionale que pour réduire la tension causée par la diaspora arménienne dans les relations turco-américaines. Obama n'a pas oublié de souligner l'importance de la Turquie pour Washington qui compte sur elle en tant que seul partenaire fiable membre de l'OTAN dans la région et dans les sujets relatifs à la sécurité énergétique. Les Etats-Unis ont clairement lancé un message qu'ils n'étaient pas prêts à perdre le partenariat de la Turquie.

¹⁷⁰ Paul Goble, "Turkey Returns to a Transformed Transcaucasus", *Azerbaijan in the World*, Vol. I, No. 18 October 15, 2008, http://azer.com/aiweb/categories/caucasus_crisis/index/cc_articles/goble/goble_2008/goble_special/goble_turkey_K.pdf

¹⁷¹ Bulent Aliriza, "Turkey and the Crisis in the Caucasus", Washington, D.C, *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, September 9, 2008, http://csis.org/files/media/csispubs/080909_aliriza_caucases.pdf

Malgré tous ces encouragements, la Turquie n'a pas encore franchi le pas de l'ouverture de la frontière et semble attendre les développements du côté du Haut-Karabakh.

b. La coopération stratégique entre les États-Unis et la Turquie en Transcaucasie

A la différence des États-Unis et de l'UE, la Turquie est le successeur de l'empire ottoman qui entre le XVI et le XVIII siècles a eu à dominer la Transcaucasie. Au début des années 1920, les fondateurs de la République turque moderne et les dirigeants de la Russie soviétique se sont mis d'accord sur le statut quo dans la région. La République de Turquie, en fait, a agi en tant que garant de la République Nakhchivan à statut autonome au sein de l'Azerbaïdjan, et de la République Adjar socialiste soviétique autonome au sein de la Géorgie.¹⁷² Toutefois, pendant la guerre froide, la Turquie a joué le rôle de partenaire principal de la position des États-Unis et de l'OTAN dans la région.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, le Caucase et l'Asie centrale sont devenues surtout au début des années 1990 la cible des efforts diplomatiques de la Turquie. La Turquie tenté de s'appuyer sur les solides liens culturels et linguistiques qu'elle partage avec les nouvelles républiques issues de l'Union soviétique. Il est évident que ces efforts représentaient une tentative d'institutionnalisation des relations avec ces nouveaux États. En termes d'intérêts culturels et idéologiques, la Turquie se définit comme un pont vers l'ouest pour les nouveaux États de la Transcaucasie. Les tensions et les contradictions entre ces intérêts ont façonné au cours de la dernière décennie les politiques d'Ankara et Téhéran. Entre 1988 et 1991, la Turquie et l'Iran ont adopté une politique prudente fondée principalement sur le maintien de relations stables avec la Russie. De 1991 à 1993, ils ont été impliqués

¹⁷² Ali Faik Demir, *Türk Dış politikası Perspektivinden Güney Kafkasya*, Istanbul, Bağlam, Haziran 2003.p. 39-40

dans une compétition pour la suprématie dans le Caucase.¹⁷³ Washington soutient le modèle de la Turquie et souhaite que les nouveaux Etats adoptent ce modèle de développement, tandis que l'Iran met en garde les Etats de la région contre les conséquences du modèle proposé par l'ouest et pense que la meilleure des choses est un modèle de développement islamique qui rejette la domination des grandes puissances.¹⁷⁴

La Turquie s'est félicitée de la récente initiative des États-Unis qui consistait à former et équiper les forces armées géorgiennes pour lutter contre les terroristes dans la gorge de Pankisi.¹⁷⁵ L'armée turque a aidé ses homologues géorgiens dans leur effort ambitieux pour satisfaire les normes de l'OTAN dans leur infrastructure militaire et de défense. Le soutien des Etats-Unis pour la participation de la Turquie avec l'OTAN au Moyen-Orient, dans les Balkans et la Transcaucasie joue également un rôle important dans ce changement.¹⁷⁶

L'objectif de la Turquie était d'aider les jeunes États de la région à garantir leur souveraineté en les reliant à l'Europe, aux marchés mondiaux, et aux institutions euro-atlantiques à travers le couloir créé par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et les pipelines. Compte tenu de cette vision, le Conseil national de sécurité et le Département d'Etat américain ont réorganisé leurs structures bureaucratiques pour encourager les efforts fournis dans cette région. Le Caucase et d'Asie centrale ont été regroupés avec la Turquie et sont considérés désormais comme partenaires essentiels.¹⁷⁷ Le «modèle turc» a également contribué à orienter l'Azerbaïdjan vers l'Europe.

¹⁷³ Nicole Gnessotto, "The South Caucasus: The Challenge for the EU", Paris, *Chaillot Papers*, Institute for security Studies, no :65, December 2003, p.23-45

¹⁷⁴ Edmung Herzig, *op.cit.*, p. 110-112

¹⁷⁵ Carol Migdalovitz, *op.cit.*, p.15

¹⁷⁶ Ziya Onis, "Turkey And Post-Soviet States: Potential And Limits Of Regional Power Influence" *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 5, No. 2 Summer 2001. p.67

¹⁷⁷ Matthew Bryza, "Invigorating the U.S.-Turkish Strategic Partnership", *PolicyWatch*, 1385 : *Special Forum Report*, The Washington Institute for Near East Policy, June 27, 2008, p. 1-3

Suite à la résurgence de la puissance russe dans la région après 1993,¹⁷⁸ et compte tenu de l'importance de la région grâce à ses ressources énergétiques, l'Ouest en général et les États-Unis en particulier ont fait un choix stratégique d'opter pour l'implication plus directe, plutôt que de laisser ce travail à des alliés régionaux comme la Turquie.¹⁷⁹ D'après la perspective officielle de la Turquie, la résurgence de la Russie, son pouvoir et son influence ont été interprétée comme une menace fondamentale pour la sécurité. La Turquie est d'avis que l'émergence d'un vide de sécurité dans la région postsoviétique, apporte plus de risques d'instabilité que ce qui est communément compris par les États-Unis ou les dirigeants de l'UE.¹⁸⁰

La politique étrangère turque a suivi avec beaucoup de prudence les décideurs politiques dans relations bilatérales avec les acteurs régionaux. L'un de ces acteurs est l'OTAN. Après le Sommet de Prague de 2002, il a été décidé de renforcer la capacité de l'alliance à l'extérieur de la région. En tant que membre de l'OTAN la Turquie a appuyé la création de relations réalisables par l'alliance en Transcaucasie. La Turquie a signé dans le cadre de l'OTAN le traité pour une formation militaire et de coopération scientifique et technique avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie. En décembre 2001, le Ministre turc de la défense a rejeté le plan de la Géorgie de remplacer des unités russes de maintien de la paix par les unités turques sur la frontière d'Abkhazie.

Cependant, en terme de sécurité complexes, la BSEC, en dehors de l'OTAN, a la capacité d'être un moyen approprié pour la Turquie d'équilibrer ses relations tout d'abord avec la Russie. En 2002, la Turquie et la Russie ont signé le Plan d'action eurasiennne. La Turquie essaie aussi en même temps d'équilibrer ses relations avec les États-Unis. Depuis 2002, Washington a mis sur l'agenda la réintégration de l'Arménie dans la communauté internationale. Mais cette réintégration nécessite la résolution des questions territoriales.¹⁸¹

¹⁷⁸ Ziya Onis, *op.cit.*, p.67-69

¹⁷⁹ Matthew Bryza, *op.cit.*, p.65-70

¹⁸⁰ Ziya Onis, *ibid*, *op.cit.*

¹⁸¹ Nurşin Ateşoğlu Güney, Fuat Aksu, *The prospects for cooperation and stability in the Caucasus*. International Conference on the Prospects for Cooperation and Stability in the Caucasus , İstanbul : Yıldız Teknik Üniversitesi, 2005, p.19-35

Le déclenchement de la guerre entre la Géorgie et la Russie, qui visait à arracher le contrôle de la province sécessionniste d'Ossétie du Sud le 7 août 2008, a posé un défi immédiat pour les intérêts turcs. Le conflit représente une instabilité imprévisible et dangereuse immédiatement au-delà de la Turquie sur la frontière nord. Il a également placé la Turquie dans une position diplomatique difficile, non seulement entre les deux pays voisins avec lesquels elle a eu à cultiver des relations étroites et de coopération, en particulier sur l'énergie, mais aussi entre les États-Unis et la Russie.

La visite du président Obama en Turquie en 2009 a ouvert la possibilité de renforcement des relations stratégiques entre les deux pays. Le Président Obama a surtout insisté au niveau régional sur l'importance de l'ouverture de la frontière Arménienne qui à l'heure actuelle joue un rôle important dans les négociations.

II- PARTIE : RIVALITE ENERGETIQUE EN TRANSCAUCASIE

A. La politique énergétique des Etats-Unis dans la région Caspienne et dans le Caucase du Sud

La Mer Caspienne est partagée entre l'Azerbaïdjan, l'Iran, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan. Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1990, la richesse de la région en ressources a attiré l'attention de la plupart des pays du monde.¹⁸² Parmi ces pays on peut citer les Etats-Unis qui s'est fixé comme objectif une participation active dans la production du gaz et du pétrole.

D'un point de vue historique l'industrie du pétrole et du gaz n'est pas nouvelle dans la région. Au 13ème siècle Marco Polo lors de son voyage vers la Chine avait souligné que le pétrole sortait de la presqu'île d'Apchéron. Au 19ème siècle la moitié du pétrole mondial a été produit dans la région autour de Bakou. A cette époque les frères Nobel, Rothschild, et les compagnies telles que Royal Dutch Shell et Standard Oil ont participé au développement des ressources de la région caspienne et se sont octroyé des parts importantes de la production.¹⁸³ Le pétrole de Bakou a aussi été stratégiquement utilisé pendant la période entre les deux guerres. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'armée allemande a fait de son mieux pour contrôler la région autour de Bakou. Dans les années 1941-1945 la production du pétrole a considérablement diminué à cause des luttes pour le contrôle de la région. Il fallait attendre les années 1980 pour voir les pays comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan faire leur apparition sur le marché international de l'énergie, au lendemain de la Guerre Froide et l'émergence des pays nouvellement indépendants dans la région.¹⁸⁴

¹⁸² Nader Jalillosoltan, "Le Caucase et les enjeux pétroliers de la Mer Caspienne"

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001348.pdf> consulté le 29 janvier 2009

¹⁸³ Gawdat Bahgat, "American Oil Diplomacy in the Persian Gulf and the Caspian Sea", Gainesville, *University Press of Florida*, 2003, p. 141-143

¹⁸⁴ *Ibid.*

A la fin du 20ème siècle, les priorités de la politique étrangère des Etats-Unis ont connu des changements importants. Parmi ces priorités on peut citer la promotion de l'économie américaine et l'accès sans difficultés aux ressources énergétiques de la région de l'Asie centrale et du Caucase. Mais les Etats-Unis ont fait de leur mieux pour ne pas entrer en crise avec la Russie.¹⁸⁵

Dans les années 1990, la consommation du pétrole aux Etats-Unis a atteint 24% de celle du monde. Cette proportion est importante parce que les chiffres montrent que les Etats-Unis consomment à eux-seuls 25 % du pétrole produit dans le monde. Raison pour laquelle la question relative à l'énergie est devenue pour les Etats-Unis l'une des priorités de la politique étrangère. Par « priorité » il faut comprendre l'accès et le transport du pétrole en provenance de la région caspienne.

Certains chercheurs estiment que l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan disposent à eux-seuls de 10 % du pétrole mondial.¹⁸⁶ D'après les statistiques du Département de l'énergie des Etats-Unis, les réserves de pétrole productibles de la région caspienne s'élèvent à une quantité entre 17 et 33 milliards de baril (Il faut souligner que ces statistiques proviennent de BP qui donne toujours les valeurs minimales). « D'ici à 2010, les pays dans la région pourraient produire 2.5 à 6 millions de barils d'huile par jour, en excédant la production du Venezuela ».¹⁸⁷

Après son élection, le président Clinton a déclaré qu'il allait attacher une importance particulière à la région. En 1994 il a créé un groupe spécial attaché aux Départements d'Etat d'Energie et de Commerce, pour démontrer sa volonté de coopérer avec la

¹⁸⁵ Tomas Valasek, *op.cit.*

¹⁸⁶ Alexander Brett, "The Caspian Basin Also Contains A Sea of Oil", *The Observer*, London, 11 Décembre 2005, Sedat Laçiner, "Hazar Enerji kaynakları ve enerji-siyaset ilişkisi", *OAKA*, Cilt1, No:1, 2006, p. 39

¹⁸⁷ Remarks as Prepared Assistant Secretary Karen Harbert 25th Annual Conference on US-Turkish Relations Mandarin Oriental Hotel, Washington, DC, March 27, 2006, <http://www.pi.energy.gov/documents/KarenSpeechATCfinal.pdf>

région.¹⁸⁸ Washington a accepté de recevoir les leaders de la région tels que Chevardnadze de la Géorgie et Aliyev de l'Azerbaïdjan.

Le Caucase du Sud qui fait partie de la région caspienne a fait partie de l'agenda particulier des Etats-Unis. Washington a fourni des efforts considérables pour développer des relations particulières avec principalement l'Azerbaïdjan. Pour Brzezinski, l'Azerbaïdjan est un couloir qui relie l'Est à l'Ouest grâce à sa situation géopolitique très importante.¹⁸⁹

D'après un communiqué issu du Département américain de l'Energie, il existe en Azerbaïdjan une moyenne de 11 milliards de baril de pétrole et 4 milliards mètres cube de gaz. On peut dire que l'Azerbaïdjan examinée sous cette perspective se trouve du point de vue stratégique et énergétique au centre de l'attention des Etats-Unis. Mais il faut souligner que l'Azerbaïdjan n'est pas le seul pays à intéresser la politique énergétique des Etats-Unis. Parce qu'il y a aussi de l'autre côté la Géorgie et l'Arménie que Washington considère comme corridors de l'énergie. D'après un document préparé par la Maison Blanche en 1997 la politique des Etats-Unis dans le bassin de la Mer Caspienne pour le développement de l'énergie contenait les objectifs suivants :

1. Augmenter son influence sur les ressources énergétiques, afin de déterminer le statut de la mer Caspienne ;
2. Assurer la libre circulation de pétrole provenant de la mer Caspienne et soutenir les oléoducs qui ne passent pas par la Russie ;
3. Motiver les entreprises américaines à investir dans la région pour soutenir et faire en sorte que ces investissements garantissent la stabilité politique,
4. Continuer d'appliquer contre l'Iran la politique d'isolation.¹⁹⁰

¹⁸⁸ Yelena Kalyuzhnova, Amy Myers Jaffe, Dov Lynch, *Energy in the Caspian region, Present and Future*, Hampshire, England, Palgrave, 2002, p. 212-215.

¹⁸⁹ Zbigniew Brzezinski, *op.cit.*, p. 46-47, Elşen Nesirov, *ABŞ ve Türkiyenin Qafkaz geosiyasi regionunda strateji maraqları ve Azərbaycan Respublikası*, (*Les intérêts stratégiques des États-Unis et de la Turquie dans la région du Caucase et la République d'Azerbaïdjan.*) Baku, Çırag , 2006, p.34

¹⁹⁰ Caspian Region Energy Development Report, Washington, 1997, p.4

Les projets des Etats-Unis en ce qui concerne le transport du gaz consistaient à empêcher que la route des pipelines entre sous le monopole et le contrôle d'un quelconque pays. L'Administration Clinton a depuis 1997 montré son grand intérêt pour le pétrole de la région caspienne et a signé un protocole relatif au projet Baku-Ceyhan en 1999 pendant une cérémonie à Istanbul. Même si ce projet du point de vue économique n'était pas très prometteur, il représentait une très grande importance géopolitique pour Washington.

L'Administration Bush s'est intéressé de près avec la région dans le cadre de ses intérêts après les événements du 11 septembre. La diplomatie Américaine a beaucoup insisté sur la nécessité d'assurer la sécurité du transport du pétrole et du gaz de la région. Elle a en même temps fourni des efforts pour trouver une solution aux crises régionales (Géorgie-Abkhazie, Géorgie-Ossétie et Karabakh). La participation en 2001 du Ministre des Affaires étrangères Collin Powell au sommet relatif à la paix au Karabakh et l'approche positive de Washington sur le « rapport portant sur le développement de l'énergie nationale » du vice Président Cheney sont des exemples pertinents.

Les Américains ont aussi tout fait pour isoler l'Iran bien que l'Europe ne semble pas beaucoup coopérer avec eux autour de ce point surtout si Téhéran montre la volonté d'appliquer une politique plus modérée. C'est dans cette logique que le Secrétaire d'Etat adjoint américain chargé de l'Europe et de l'Eurasie Matthew J. Byrza, en juin 2006, a souligné que Washington était contre tout investissement en Iran qui pourrait dépasser 20 millions de dollars surtout dans le secteur de l'énergie.¹⁹¹

L'autre inquiétude importante de la diplomatie américaine dans la région caspienne est l'influence croissante de la Russie sur les Etats de la région et les ressources énergétiques potentielles. Washington a essayé de ce fait de s'assurer de l'indépendance de l'Asie centrale et du Caucase à travers la neutralisation de la politique de la Russie. Pour atteindre ces objectifs les Etats-Unis ont beaucoup

¹⁹¹ Jim Nichol, *op.cit.*, p. 2-6

compté sur le rôle important d'un autre acteur régional influent : la Turquie.¹⁹² Il faut souligner que c'est avec l'aide et la participation active de la Turquie que les Etats-Unis ont formulé et appliqué la plupart de leurs politiques concernant la région de la Mer Caspienne.

1.La politique énergétique des Etats-Unis envers l'Azerbaïdjan

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la région de la Mer Caspienne riche en pétrole et gisements de gaz est devenue le lieu d'attraction des compagnies pétrolières avec en main des projets valant des milliards des dollars. En même temps, l'Azerbaïdjan est devenu un centre important d'investissement potentiel grâce à ses réserves de gaz naturel et de pétrole.¹⁹³

C'est en 1991 que l'Azerbaïdjan a proclamé son indépendance la même période, l'administration Bush a ouvert une ambassade à Bakou, et établi des relations économiques et politiques avec le président en place, Elchibey. Les entreprises privées américaines de pétrole n'ont pas tardé à révéler un plus grand intérêt sur le secteur du pétrole de l'Azerbaïdjan tout en soulignant la tendance des nouveaux États indépendants à devenir une sphère d'influence russe. C'est ainsi qu'une campagne de formation a été lancée par le président d'AMOCO, Don Stacy pour souligner le potentiel et l'importance stratégique des gisements de pétrole de l'Azerbaïdjan.¹⁹⁴

Trois accords ont été signés par la suite en vue de l'établissement des relations économiques entre les deux pays. Cette période a aussi été désignée comme l' "Âge des accords". Les accords signés comportaient plusieurs objectifs : le premier signé

¹⁹²Elkhan Mehtiyev "Perspectives of security development in the south Caucasus" , *Peace and Conflict Resolution Center*, http://www.bmlv.gv.at/pdf_pool/publikationen/10_ssg_10_meh.pdf consulté 12 février 2009

¹⁹³ Cenk Pala, "21. Yüzyıl Dünya Enerji Dengesinde Petrol ve Doğal Gazın Yeri ve Önemi: Hazar Boru Hatlarının Kesişme Noktasında Türkiye" *Avrasya Dosyası*, cilt 9, sayı 1, 2003, p.15.İdris Bal, *op.cit.*, p. 507-508.

¹⁹⁴ Joseph Jofi, "Pipeline Diplomacy: The Clinton Administration's Fight for Baku-Ceyhan.", *Woodrow Wilson School of Public and International Affairs*, Case Study 1/99.July, 2005 <http://www.princeton.edu/cases/papers/pipeline.pdf>

en septembre 1992 visait à inciter les investissements privés ; le deuxième signé le 12 avril 1993 consistait à développer les relations commerciales ; tandis que le troisième signé le 28 Septembre 1993 prévoyait l'assistance en matière d'investissement. Il faut noter que ces accords étaient destinés à encourager les entreprises américaines à investir en Azerbaïdjan.¹⁹⁵

En 1992, les compagnies pétrolières étrangères ont créé un consortium pétrolier et négocié avec le gouvernement d'Azerbaïdjan alors que ce dernier était dans un état de crise.¹⁹⁶ Pendant la présidence d'Abulfey Elchibey, un accord a été signé après Juin 1992 pour permettre l'exploration pétrolière entre la compagnie pétrolière d'État de l'Azerbaïdjan (SOCAR) et la nouvelle Azerbaïdjan International Oil Company (AIOC). Selon les termes de cet accord, la part de marché de 30% a été attribuée à la SOCAR.¹⁹⁷ En Juin 1993, le Président Elchibey était prêt à signer un accord de concession avec un consortium international avant d'être renversé par le nouveau régime dirigé par Heydar Aliyev. Certains observateurs croient que le coup a été orchestré par Moscou parce qu'Elchibey menait une politique anti-russe. D'ailleurs ce projet d'accord excluait totalement la Russie. Cela a fait que la compagnie Russe LUKOÏL a obtenu malgré tout une part de 10 %.¹⁹⁸

Il faut dire que le travail des investisseurs américains en ce qui concerne le pétrole azerbaïdjanais n'a pas été facile à cause de la concurrence avec British Petroleum autour des richesses pétrolières de la mer Caspienne et le manque de confiance de Washington envers Bakou, amplifiée surtout par la Section 907 loi qui interdisait l'aide des Etats-Unis à l'Azerbaïdjan. C'est seulement avec l'arrivée au pouvoir d'Heydar Aliyev que la situation a changé. Après de longues négociations entre

¹⁹⁵ Wallace Hays, "US Congress and the Caspian", *Caspian Crossroads*, vol. 3, no.3, winter 1998, p. 4

¹⁹⁶ Le Consortium Caspien a été initialement créé en 1992 entre la Russie, le Kazakhstan et les gouvernements Omani pour construire un gazoduc consacré pour exporter le gaz du Kazakhstan. La Société Chevron a été invitée à adhérer. Mais ce projet est tombé en panne en raison du haut fardeau financier. Le progrès du projet a été bloqué depuis plusieurs années jusqu'à 1996. Parmi les compagnies prenant part au projet on peut citer CHEVRON, MOBIL, LUKOÏL, ROYAL DUTCH et ROSNEFT.

¹⁹⁷ Aras Osman Nuri, *Azerbaycan'in Hazar Ekonomisi ve Stratejisi*, Istanbul, Der Yayınları, 2001,

p.58. Elnur Cemilli, *ABD Güney Kafkasya Politikası*, Istanbul, IQ Kültür-Sanat Yayıncılık, 2007 p.65

¹⁹⁸ Nader Jalillosoltan, *op.cit.*

Bakou et AMOCO, les États-Unis ont fini par devenir le plus gros investisseur du secteur pétrolier en Azerbaïdjan.

Le 20 Septembre 1994, Aliyev et le consortium de grandes compagnies pétrolières se réunirent à Bakou pour la cérémonie de signature de l'exploration de l'Azéri-Chirag-Guneshli des champs de pétrole en Azerbaïdjan que le président azerbaïdjanais qualifia de « contrat du siècle ». ¹⁹⁹ Les parties de l'Accord étaient les plus grandes multinationales de pétrole, surtout des pays de L'Ouest. ²⁰⁰ Ces champs sont estimés contenir des réserves récupérables de 3.3-3.7 milliards de barils de pétrole. D'une valeur de huit milliards de dollars, une production de 80.000 barils par jour a été prévue en 1997. AIOC attend à atteindre la production de pointe d'environ 800.000 barils par jour d'ici à 2010. Les partenaires américains dans l'affaire, AMOCO, McDERMOTT, UNOCAL et PENNZOÏL, combinée ont une part de 43,8% alors que British Pétroleur a réussi à acquérir une part de 17% à travers un accord qui restera en vigueur pendant 30 ans. ²⁰¹ Au cours de cette période 511 millions de tonnes de pétrole seront produits. Comme nous l'avons déjà expliqué auparavant SOCAR a reçu 30%, mais cette part a été réduite après avoir cédé 10 % de cette part à LUKOÏL. En plus de cela, malgré la volonté des compagnies américaines de donner 5% à l'Iran, les compagnies pétrolières occidentales se sont opposées et finalement le transfert n'a pas eu lieu. En avril 1995, SOCAR a transféré 5% à Exxon, une autre compagnie américaine, et la même année 5 % à TPAO. ²⁰² Tous ces transferts ont confirmé la présence officielle américaine dans la région. Environ 20

¹⁹⁹ Anne de Tinguy, "Les nouveaux Etats Indépendants et la Caspienne: L'apprentissage d'une nouvelle vie internationale", *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, no:23, janvier-Juin 1997, <http://www.cerisciencespo.com/publica/cemoti/textes23/tinguy.pdf>

²⁰⁰ L'accord sur le développement collectif et la production de partageant l'Azéri des Champs Chirag et la portion d'eau profonde du Champ Gunashli dans le Secteur de l'Azerbaïdjan de la Mer Caspienne ont été partagé de cette façon: British Petroleum (34.14%), (American Amoco Caspian Sea Ltd. sold its share (17.1%) to BP), ²⁰⁰ UNOCAL (USA) (10.28%), SOCAR (10%), Inpex (10%), STATOIL (8.56%), EXXONMOBIL (USA) (8%), TPAO (6.75%), DEVON ENERGY (5.63%), ITOCHU (3.92%), DELTA- HESS (2.72%). <http://www.socar.az/projects-en.html>

²⁰¹ Joseph, Jofi, *op.cit.*

²⁰² Elshen Memmedov, Asrın Mügavilesi Azerbaycan Neft Senayesinin İnkişafında Mühüm Merheledir, (l'Accord du siècle est un moment important sur le développement de l'industrie pétrolière azerbaïdjanaise), Bakı, *Azerbaycan Neftinin Düneni, Bugünü ve Sabahu*, 1997, p. 48-50.

autres accords de partage de production (PSA) ont été signés dans les années suivantes.

Au début, les Américains ont essayé d'être très actifs dans la région de la mer caspienne sur tout après la disparition du contrôle soviétique. Les gouvernements successifs azerbaïdjanais ont reconnu la nécessité de s'associer aux États-Unis, la seule superpuissance du monde, pour le bien être de leur peuple.

Selon les données, les réserves de BP sont de 5,4 milliards de barils. Celles de SOCAR sont estimées entre 5.4-6.9 milliards de barils de réserves. Dans un avenir proche, une quantité importante d'augmentation de la production devrait se faire dans cette zone.²⁰³

Cette coopération active entre le gouvernement azerbaïdjanais et les entreprises américaines du secteur a intensifié l'intérêt de Washington. La politique étrangère américaine envers la région a été fortement marquée par les intérêts de l'énergie. L'année 1997 est considérée comme un tournant parce que le gouvernement des États-Unis avec l'aide de compagnies pétrolières américaines a réalisé l'importance géostratégique du bassin de la mer Caspienne et ont lancé une stratégie spéciale en ce qui concerne la région.

Il faut souligner que verra la fin de la guerre froide les États-Unis avaient commencé a considérer la Russie et l'Iran comme menace. Mais grâce a l'Azerbaïdjan une certaine facilité a été créée pour les Etats-Unis. Il est possible de tomber d'accord avec Rob Sobhani, qui a déclaré en 1997 qu'« au-delà de sa position stratégique comme un «bouchon de la bouteille» des réserves d'énergie de la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan se situe entre une Russie de plus en plus nationaliste et un Iran

²⁰³ Azerbaijan Country Analysis Brief , Energy Information Administration (EIA), Official Energy Statistics from the U.S. Government , November , 2007, http://www.eia.doe.gov/cabs/Azerbaijan/p_df.pdf

menaçant, ce qui fait d'elle un pays important aux yeux des États-Unis».²⁰⁴ Cette approche reflète également l'importance de l'Azerbaïdjan comme une fenêtre d'ouverture vers l'Eurasie pour les intérêts des États-Unis.

Avec tous ces développements, les accords relatifs à la production du pétrole ont augmenté depuis 1995. Le 10 novembre le gouvernement Azerbaïdjanais ont signé avec le premier président de l'AIOC James A. Tilley un accord qui permettait la production du pétrole sur le lit du « Karadagh » et ce, avec la participation des autres compagnies telles que LUKOIL, PENZOIL et CIPCO-Mer Caspienne.²⁰⁵ Après cet accord, le 4 juillet 1996 l'accord « Shah Deniz Sea agreement » a été signé. Depuis cet accord, les compagnies iraniennes ont commencé à faire partie de ces associations.

Néanmoins, Washington a encouragé après 1996 la participation des compagnies américaines du pétrole à partager les accords en Azerbaïdjan. Cependant, sous la pression d'AMOCO, le Président Clinton a invité le Président Aliyev à Washington en Août 1997 pour la signature d'un nouvel accord sur l'exploration du pétrole avec la compagnie AMOCO. En plus de cela, Clinton a promis de peser sur le Congrès pour la levée des sanctions économiques contre l'Azerbaïdjan. En même temps, plusieurs discussions ont été tenues pour le développement de plusieurs routes alternatives dans la région Caspienne. Les États-Unis ont lancé une campagne soulignant l'importance stratégique de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan dans le cadre de «Eurasien Transport Corridor». ²⁰⁶C'est en cette période que les projets Bakou-Tbilissi-Ceyhan et Bakou-Tbilissi-Erzurum ont été lancés. Nous parlerons de ces projets dans la partie suivante du travail.

Le nouvel accord relatif au partage de production a été signé entre l'Américain Chevron et SOCAR. Selon les médias, il s'agissait de la participation de l'Américain

²⁰⁴ Rob Sobhani, "Influencing the destiny of Azerbaijan", *Azerbaijan International*, Autumn 1997, p.66

²⁰⁵ *Azerbaycan Gazetesi*, 11 novembre 1995; Elnur Cemilli, *op.cit.*, p. 71

²⁰⁶ Elshen Nesirov, *op.cit.*, p. 86-88

PENZOIL au « Karabagh » PSA (Production-Sharing Contract), d'AMOCO dans l'Ashrafi-Dan Uzuldu PSA et de CHEVRON dans l'Absheron PSA.²⁰⁷ Mais tous ces faits n'ont été publiés qu'en 1999.²⁰⁸ C'est seulement plus tard que les autres compagnies américaines telles que EXXON/MOBIL, CONOCO, FRONTERA RESOURCES, AMERADA HESS, MONCRIEF ont apparu dans les autres PSA et ont représenté les intérêts américaines en Azerbaïdjan.

2. La Géorgie en tant que corridor d'énergie

La position géographique de la Géorgie et la présence des ports de Poti et Batoumi intensifient l'importance du pays, parce qu'elle constitue le point clé pour le transport des marchandises. Une nouvelle voie de soie s'étend de la côte de la Mer Noire via le Caucase du sud, la Caspienne, l'Asie centrale jusqu'en Chine. En même temps les conflits en Abkhazie et la Tchétchénie ont causé réduction du flux en direction de la Russie, et simultanément une ont conditionné la réduction de l'influence russe sur l'économie de la région. En Géorgie, l'accession au pouvoir de Chevardnadze a été interprétée comme le début d'une coopération proche avec les Etats-Unis. Sa coopération étroite avec l'élite américaine pendant son mandat en tant que Ministre des Affaires étrangères de l'URSS a contribué à une telle interprétation. Il faut se souvenir que le Secrétaire d'Etat américain de l'époque était frappé par le fait qu'un Ministre de l'Union soviétique pense beaucoup à la Transcaucasie et révèle cet intérêt aux Etats-Unis pendant les négociations.²⁰⁹

Malgré la situation politique intérieure du pays, les représentants officiels des États-Unis exprimaient publiquement leur soutien au Président géorgien.²¹⁰ Par exemple,

²⁰⁷ Aras, Osman Nuri, *op.cit.*, p.64-72.

²⁰⁸ Azerbaijan Country Analysis Brief, *op.cit.*

²⁰⁹ J. Baker, *The politics of diplomacy: revolution, war, and peace*, New-York, G.P.Putnam's Sons, 1993, p.78-91

²¹⁰ Pendant cette période (1992-1993) la situation interne était très compliquée en Géorgie. D'une part les affrontements avec l'Abkhazie et l'Ossétie continuaient, et d'autre part les pressions des extrémistes Russes. Il faut aussi rappeler qu'il y avait une lutte pour le contrôle entre Gamsakhourdia et Chevardnadze. Même si au début en tant que Président Chevardnadze a suivi une politique pro-russe, cette position a changé en faveur d'une politique pro-américain après le soutien de Moscou à l'Abkhazie et l'Ossétie.

en septembre 1993 l'ambassadeur des États-Unis en Russie T.Pikering a déclaré que : “les États-Unis se trouvent et continueront à soutenir la partie du leader géorgien Edward Chevardnadze. Le chef géorgien doit être assuré du fait que nous sommes prêts à l'aider ».²¹¹ La Géorgie deviendra aussi “un corridor clé par lequel les ressources d'énergie du bassin de la Caspienne couleront à l'Ouest, en facilitant la diversification de sources d'énergie pour les États-Unis et l'Europe.”²¹² Pour la Géorgie, une telle approche représente l'indépendance de l'hégémonie russe, un lien physique, politique et économique avec l'Europe. Pour l'Ouest, l'oléoduc est un contrepoids petit mais crucial sur la dépendance envers le pétrole et le gaz russe.

En 1996, la Georgian International Oil Corporation (GIOC) a été remise sur pied. Son autorité a été élargie en 2001 avec les projets d'oléoduc de sorte que s'exécutent les travaux de développement du Corridor d'Énergie Est-ouest. En été 1995 les travaux pour l'oléoduc de Bakou-Supsa, ont été négociés par le gouvernement de la Géorgie et les prix de transit de 0,18 dollars par baril qui ont été indexés à l'inflation ont augmenté à 0,19 dollars par baril en moyenne en 2003. Il faut noter que l'oléoduc a été utilisé à la capacité maximum en 2002 et 2003, en produisant des revenus de presque 9 millions dollars par an. Déjà auparavant une entreprise Georgienne du nom de Coopération internationale du Gaz géorgienne (Georgian Gas International Cooperation - GGIC) a été établie en 1997 pour diriger tous les réseaux de transmission.²¹³

Au milieu des années 1990, l'administration Clinton a visé d'exporter le pétrole caspien et le gaz tout en évitant les territoires de la Russie et l'Iran. Après l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont signé un accord intergouvernemental en faveur de l'oléoduc BTC. Clinton a souligné en 2000 que cet oléoduc représentait

²¹¹ ITAR-TASS, 30 Septembre 1993, O.N.Baranov, “Politika SSHA v centralnoy Azii i Zakavkaze” (la politique des États Unis envers l'Asie centrale et le Caucase) <http://www.riss.ru/library/US-SRAZ.pdf>

²¹² Jim Nichol, *op.cit.*

²¹³ Andreas Billmeier, Jonathan Dunn., “In the Pipeline: Georgia's Oil and Gas Transit Revenues” *IMF Working Paper*, International Monetary Fund, November 2004, p. 5

“l'accomplissement le plus important de la fin du 20ème siècle.”²¹⁴ Après ces développements, la Géorgie est devenue un pays important dans les projets autour de la Mer Caspienne aux yeux des Etats-Unis.

La position de la Géorgie dans la Caspienne réside dans le fait qu'elle veut devenir un pays clé de transit pour l'acheminement du pétrole caspien et du gaz. La Géorgie est intéressée par le passage le plus rapide de la Caspienne dans les secteurs nationaux, l'élaboration à grande échelle des ressources et le début de leur transit dans son acheminement dans le territoire. Elle est intéressé par le développement à grande échelle des ressources, le transfert de ces ressources vers ses secteurs nationaux et leur transit à travers les pipelines basés sur son territoire. La Géorgie reçoit des revenus considérables de paiement du transit (pour 1 baril elle gagne 11 cent de dollars) qu'elle utilise dans la construction et l'exploitation de pétrole et l'acheminement du gaz à la Turquie pour le développement de l'infrastructure économique et la création des postes de travail.²¹⁵ En outre les espoirs définis facilitent la réception des crédits occidentaux et d'autres formes d'investissements pour le développement de la Géorgie. Tout cela a une grande signification pour le pays dans les conditions de la lourde crise économique, énergétique et politique qu'il traverse ce qui explique la position pro-occidentale et particulièrement proaméricaine de la Géorgie dans le domaine de l'acheminement du pétrole de la Caspienne et du gaz ainsi que sa politique sur les questions des conflits régionaux, les présences des troupes russes et ses ambitions d'adhérer à partir de 2005 à l'OTAN.²¹⁶

Il est évident que les relations entre les Etats-Unis et la Géorgie ont parallèlement à la dimension politique, une dimension énergétique importante. Les Etats-Unis ont fortement encouragé le projet Baku-Tbilissi-Ceyhan qui lui permettra d'avoir accès aux ressources naturelles de la région sans l'implication de la Russie.

²¹⁴ Alex Lantier, “US oil pipeline politics and the Russia-Georgia conflict” *World Socialist Website*, August 21, 2008 <http://tomweston.net/GeorRussUS.pdf>

²¹⁵ Bruno Coppiters et Robert Legvold, *op.cit.*, p.38-43

²¹⁶ *Ibid.* p.175-179

Les objectifs de la Géorgie dans les accords américains sur le pétrole de la région Caspienne sont les suivants: Tout d'abord, l'acquisition du gaz alternatif donnera à la Géorgie une occasion de réduire sa dépendance d'énergie envers la Russie, tout en influençant principalement la politique régionale, surtout autour de l'Abkhazie et de l'Ossétie. Ensuite, l'acquisition du gaz alternatif de la Géorgie renforcera l'axe Azerbaïdjan-Turquie. Et enfin, la Géorgie fournira moins d'effort pour recevoir le gaz de l'Iran, si elle reçoit une bonne quantité de l'Azerbaïdjan.

La manifestation de la coopération géorgienne-américaine et la construction dans le territoire de la Géorgie de l'oléoduc de Bakou — Tbilissi — Ceyhan a servi de garantie de livraison énergétique pour les intérêts des États-Unis. C'est le premier oléoduc sur le territoire de la CEI excluant la Russie. Pour la Géorgie l'acheminement Bakou – Supsa est plus avantageux sur le plan économique. Tandis que l'acheminement de Ceyhan «est plus préférable à la Géorgie d'un point de vue politique».²¹⁷

Du point de vue d'intérêts de pétrole américains, il est possible de dire que la révolution rose en Géorgie a facilité les choses, parce qu'elle a eu lieu un an avant l'ouverture en 2005 de l'oléoduc pipeline BTC, un projet qui visait la suppression de la dépendance de la Géorgie envers la Russie. La révolution a provoqué le changement de pouvoir en permettant au gouvernement géorgien de faire éradiquer l'influence de la Russie dans le pays. Sous Saakashvili, l'influence russe a été limitée à quelques enclaves vivant sous la menace constante d'attaque géorgienne.²¹⁸

Le Président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan se sont rencontrés à Tbilissi le 7 février avec le Président géorgien Mikhaïl Saakashvili pour signer un accord-cadre pour le projet, qui reliera la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie via un chemin de fer de 258 kilomètres. L'accord devait

²¹⁷ *Ibid.*, p. 183-187

²¹⁸ Alex Lantier, *op.cit.*

alors être soumis aux Parlements azerbaïdjanais, turc et géorgien pour ratification.²¹⁹ La section géorgienne de BTC a été inaugurée en octobre de 2005 par le Président Saakashvili et le pétrole a commencé à être pompé en mai 2006. L'oléoduc procure à la Géorgie environ \$62 millions par an pour le transit mais il faut souligner que les gains sont à la fois politique et économique. L'ancien Président géorgien Eduard Chevardnadze, qui est aussi l'un des principaux architectes du projet, a vu ce projet comme une garantie de la stabilité de la Géorgie et une façon d'associer l'Ouest à l'indépendance géorgienne.²²⁰ Les Etats-Unis ont soutenu systématiquement BTC parce qu'ils croyaient en la capacité du projet de renforcer la sécurité d'énergie globale, a déclaré George W. Bush. Les Géorgiens optimistes considèrent le BTC comme "l'oléoduc de la paix", parce qu'il a joué un rôle important dans la dernière guerre (La crise entre la Géorgie avec l'Abkhazie et l'Ossétie qui a débuté en 1992 a continué malgré la signature en 1994 d'un cessez-le feu entre les parties impliquées). Il faut tout de même souligner qu'il n'y a pas encore assez de pétrole brut coulant à travers l'oléoduc pour inonder l'Ouest de pétrole et provoquer une l'intervention militaire américaine pour la défense de l'indépendance géorgienne. Actuellement, le Président Saakashvili déclare que l'oléoduc BTC de la Géorgie était une raison clé pour l'offensive russe.²²¹

Washington n'a jamais caché son point de vue sur la construction de l'oléoduc qui servirait au renforcement de la souveraineté de la Géorgie (sur le territoire de la Géorgie il faut 248 km).²²² Les Etats-Unis sont intéressés par la garantie de sécurité sur toute l'étendue de l'oléoduc, et par conséquent, la stabilité de la région. Ainsi, l'aide militaire envers la Géorgie, y compris la formation des militaires fait partie de ce grand projet.

²¹⁹ Ben Macintyre, "Georgian Oil Pipeline : The Front Line" http://www.gab-ibn.com/IMG/pdf/Ge38-Georgian_Oil_Pipeline_The_Front_Line.pdf, consulté 28 mars 2009

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ *Ibid.*

²²² Олег Игнатов "Грузия в фокусе внешней политики США" (Oleg Ignatov, "La Géorgie et le focus de la politique étrangère des Etats Unis") *Russkiy Jurnal*, 2008 <http://russ.ru/layout/set/print/Mirovaya-povestka/Gruziya-v-fokuse-vneshnej-politiki-SSHA> consulté le 12 février 2009

D'après le Président géorgien Saakashvili, "tous les contrats stratégiques en Géorgie, surtout le contrat pour l'oléoduc de la Caspienne, sont une affaire de survie pour l'Etat géorgien."²²³ L'erreur de calcul de Saakashvili réside dans le fait qu'il a supposé que la dépendance de l'Ouest envers le pétrole caspien se traduise en soutien matériel contre l'agression russe. La Russie, comme prévu, s'est opposée au début, en craignant que l'oléoduc indépendant réduise son coût d'énergie global et affecte son influence régionale à travers l'arrivée des troupes occidentales en Géorgie au nom de la défense de l'oléoduc. Raison pour laquelle la politique russe, dans son environnement proche et partout dans le Caucase continue à suivre la logique post-impériale comme le décrit Pavel Baev.²²⁴

Il était prévu que la construction de l'oléoduc Bakou-Erzurum puisse s'achever vers la fin de 2006, en permettant le transfert du gaz azerbaïdjanais du champ de gaz de Shah Deniz à la Turquie. La signification régionale du gazoduc était principalement conditionnée par sa capacité de satisfaire les besoins d'énergie de la Géorgie. Le gazoduc Baku-Tbilisi-Erzurum visait à soulever le taux de croissance économique de la Géorgie à plus de 12 % en 2005.

Le gazoduc de Bakou-Erzurum prévoit une capacité d'exportation d'environ 20 milliards de mètres cubes de gaz de l'Azerbaïdjan à la Turquie. Selon les accords déjà conclus, la Géorgie devait recevoir 5 % du gaz exporté. Cela équivaut à environ 500 millions de mètres cubes par an, mais seulement dans le cas où le gazoduc fonctionne à pleine capacité. En 2005 la demande de la Géorgie du gaz était de 1,3 milliards de mètres cubes.

Il est évident que même si la Géorgie renonce au gaz russe, il ne mettra jamais fin à sa dépendance d'énergie envers la Russie. Cela s'explique par le fait que la dépendance du gaz est seulement un parmi les autres. L'insuffisance des centrales électriques en Géorgie ne lui permettra pas de devenir indépendante de l'influence

²²³ *Ibid.*

²²⁴ Pavel Baev, *op.cit.*, p.60

électrique russe encore important pour une longue période de temps. Il faut ajouter que la Russie fournit environ 21 % du besoin électrique de la Géorgie.

Les revendications des médias américains autour de la démocratie géorgienne constituent un facteur clé qui poussa Mikhaïl Saakachvili à faire marche arrière surtout pendant le conflit avec la Russie. Il faut rappeler que la Géorgie est aux yeux des Etats-Unis un transit important pour les exportations du pétrole et du gaz de la région caspienne.²²⁵ Après la crise d'août 2008, les Etats-Unis ont essayé de résoudre le problème pour assurer la sécurité de l'oléoduc passant par la Géorgie. Washington a dans ce cadre multiplié sa présence militaire en Géorgie surtout en nombre.

3. Coopération énergétique entre les États-Unis et la Turquie

Après la Seconde Guerre mondiale, la politique de sécurité des Etats-Unis et de la Turquie ont défini les intérêts communs des deux pays. La menace soviétique a conduit à la proclamation de la doctrine Truman et l'aide financière accordée à la Turquie à l'époque. Toujours dans le cadre de la politique d'endiguement, la Turquie a adhéré l'OTAN en 1952. Après l'effondrement de l'URSS, les relations bilatérales ont pris une autre forme principalement en matière géostratégique. Cette nouvelle tournure se manifeste particulièrement dans la politique énergétique des Etats-Unis autour de la mer Caspienne. A ce niveau, les points principaux furent la question des ressources hydrocarbures de la Caspienne nécessaire et la création d'autres routes alternatives.²²⁶ Le rôle joué particulièrement par le Président Turğut Ozal fut important en ce qui concerne le poids de la Turquie en Eurasie contre la Russie et l'Iran. Le projet de l'oléoduc Bakou-Ceyhan s'est transformé en sujet d'appui et de coopération. La Turquie s'est révélée comme un acteur qui fonctionnait dans la même direction que les intérêts américains en Eurasie en collaboration avec les

²²⁵ Alex Lantier, *op.cit.*

²²⁶ Matt Bryza, *op.cit.*, p. 69

autres compagnies pétrolières occidentales.²²⁷ Pour la Turquie, le Caucase du Sud constitué de l'Azerbaïdjan et la Géorgie (mais pas par l'Arménie voisine), est considéré comme un facteur additionnel important de coopération avec l'Occident en raison de sa situation géographique et le partenariat stratégique avec les États-Unis. Les contrats avec les compagnies pétrolières internationales et le processus de négociation d'accords d'oléoducs et gazoducs d'entre les gouvernements turc et américain sont immédiatement devenus une manière de construire de nouvelles politiques et d'établir un lien physique avec l'Occident.²²⁸

Pendant l'ère Clinton les relations entre la Turquie et les États-Unis sont passées sous le signe de la défense, sécurité, économie, commerce, énergie et coopération régionale. Beaucoup des paradigmes ont été ajoutés dans ces relations notamment une coopération économique beaucoup élargie et la multiplication des consultations politiques entre les autorités de deux pays en matière militaire et de sécurité. Au niveau commercial le pourcentage des échanges est passé à la hausse entre 1991 et 1997. D'autres questions ajoutées à partir des années 1997 furent l'énergie et la coopération régionale autour de la question de Chypre. Il faut aussi ajouter que sur le plan pratique Ankara a envoyé tour à tour pour faire preuve de cette coopération avec Washington ses troupes dans les crises qui ont frappées la Somalie, la Bosnie et le Kosovo.²²⁹ Les deux pays ont été en mesure d'agir ensemble grâce à cette coopération contre les grands défis.

Après la proclamation par la Russie de la doctrine de "l'environnement proche", la Turquie était considérée comme un obstacle dans la région surtout dans la seconde moitié des années 1990. Mais malgré cela Moscou a pensé à une certaine coopération avec Ankara et Washington afin d'assurer un bon contrôle sur la question de la "mer

²²⁷ Elif Hatun Kılıçbeyli, "Türk–Amerikan İlişkilerinde Avrasya Jeopolitiği", *ASAM yayınları*, Cilt 11, Sayı 2, 2005, p.126-127

²²⁸ Fiona Hill, "Pipelines in the Caspian, Catalyst or Cure-all?", *Georgetown Journal of International Affairs*, Winter/Spring 2004, p.19

²²⁹ Füsün Türkmen, "Turkish-American Relations: A Challenging Transition" *Turkish Studies*, February 2008, p.113-114

Caspienne et ressources énergétiques", qui, depuis 1994, était devenu un déterminant important des politiques formulées en faveur de la région.

La raison principale derrière les relations turco-américaine autour de oléoduc Bakou-Supsa était le fait que cette route était le seul moyen d'empêcher Bakou-Novorossisk de devenir le seul débouché des exportations de la Turquie jusqu'à ce que le projet de la Méditerranée (le projet Bakou-Ceyhan 2006) soit réalisé. En outre, la route de Supsa devait passer par la capitale géorgienne Tbilissi et le gazoduc pourrait ensuite être étendu de Tbilissi au port méditerranéen turc de Ceyhan.²³⁰ Les États-Unis étaient aussi en faveur du passage de la BTC via la Turquie afin d'empêcher l'Iran d'interférer dans le projet. Il faut souligner que l'Iran ne voulait pas voir ce projet se réaliser.²³¹

Les Etats-Unis ont surtout soutenu à partir de la deuxième partie des années 1990 le passage de l'oléoduc Bakou-Ceyhan à travers la Turquie.²³² Dans ce contexte, l'importance croissante de la BTC pour les États-Unis a été également envisagée par le Secrétaire à l'Énergie des États-Unis Frederico Pena lors d'un discours pendant la cérémonie de pompage du pétrole azéri de la première route Novorossisk en Novembre 1997. Il a déclaré: "Nous voulons que l'oléoduc Bakou-Ceyhan commence ses installations le plus tôt possible ".²³³ Pena a aussi souligné le rôle unificateur du projet dans la région.

En 1998, les Etats-Unis ont signé la déclaration d'Ankara pour permettre la mise en pratique du projet BTC et en 1999 les bases de ce projet ont été établies par les deux pays pendant le sommet de l'OSCE à Istanbul. Au cours du sommet le Ministre des Affaires étrangères de Turquie Ismail Cem a souligné le fait que la Turquie était une puissance régionale et partenaire important des Etats-Unis à la fois du point de vue

²³⁰ Fiona Hill, *op.cit.*

²³¹ *Ibid.*

²³² Abdullah Akyüz, "US-Turkish Economic Relations on the Outset of the 21st Century" *Report of TÜSIAD*, Washington, October 2000, p. 1-6

²³³ Emre Erşen, "The impact of Baku-Tibilisi-Ceyhan oil pipeline on Turkey-U.S. relations", *ASAM yayınları*, 2004, <http://www.obiv.org.tr/2004/Avrasya/003-Emre%20Erşen.pdf>

économique et militaire.²³⁴ En 1999, le Président turc de l'époque S.Demirel et le Premier Ministre B.Ecevit ont effectué des visites aux Etats-Unis. En retour, B. Clinton avec une visite officielle en Turquie a démontré la profondeur des relations entre les deux pays.²³⁵ Clinton dans son discours au parlement de la Turquie s'est félicité de l'amitié d'un demi-siècle entre Ankara et Washington et a souligné que la Turquie était capable de servir de pont entre l'Est et l'Ouest.²³⁶

Après les attaques du 11 septembre, avec les interventions américaines en Afghanistan et en Irak un rapprochement entre la Russie et les Etats-Unis a été à l'ordre du jour, parce que les deux pays défendaient la guerre contre le terrorisme. Certains observateurs ont estimé que les chances du projet BTC allaient être réduites. Mais en fin de compte l'oléoduc Bakou-Ceyhan a été préféré comme la route la plus sûre.

Au départ, l'administration Bush a cherché à s'appuyer sur la forte coopération énergétique pour générer un plus profond et dynamique dialogue Est-Ouest en Asie centrale et Caucase. L'objectif de Washington était d'aider les jeunes Etats indépendants de la région à garantir leur souveraineté et leur liberté en les reliant à l'Europe, aux marchés mondiaux, et institutions euro-atlantiques via le corridor mis en place par les pipelines BTC et CPC. La Turquie devrait être la passerelle.

Les États-Unis exercent au Kazakhstan les activités des compagnies pétrolières américaines (notamment Chevron) et le projet BTC de pipeline du pétrole brut afin d'encourager la participation et accélérer le processus. D'autre part, BTC et d'autres projets de l'énergie sont financé pour assurer une contribution positive à l'énergie et renforcer la coopération dans ce domaine. Le transfert du pétrole kazakh vers les États-Unis à travers le BTC est sur le point d'aboutir au dernier point de

²³⁴ Elşen Nesirov, *op.cit.*, p.115

²³⁵ Elif Hatun Kılıçbeyli, *op.cit.*, p 127-129.

²³⁶ Stephen Kinzer, "Clinton's Visit in Turkey May Help Speed Up Reform", *The New York Times*, Sunday, November 21, 1999

l'initiative.²³⁷ Les signatures finales ont été conclues en 2005 permettant au pétrole Kazakh d'atteindre les marchés mondiaux via la Turquie vers les Etats-Unis en produisant un tournant important. Mais jusqu'à présent l'envoi régulier du pétrole kazakh n'a pas encore été réalisé.

Le pas suivant consistera à transporter le gaz azéri vers l'Europe et la Turquie du Shah Deniz BTC et le gaz turkmène vers la Turquie et les marchés européens. Cette ligne fera progresser d'autre initiative reliant rapidement la Turquie-Grèce-l'Italie et la Turquie-Bulgarie-Roumanie-Hongrie-Autriche (Nabucco).²³⁸ Il faut noter qu'on s'attendait à ce que l'Iran et le Turkménistan prennent part à ce projet, mais la crise irrésolue autour du nucléaire a fait que Washington tourne le dos à l'éventuelle participation de Téhéran.²³⁹

Le nouveau Président des Etats-Unis Obama a estimé qu'il était temps que le projet Nabucco passe en vie. Parce qu'à travers ce projet la position stratégique de la Turquie se renforcerait. Obama a prévu de fournir un soutien au projet relatif au plan de transport à partir de la Turquie vers le marché mondial en passant par un centre de distribution de l'énergie. Récemment, en la date du 13 juillet 2009 les Premiers ministres turc Recep Tayyip Erdogan, hongrois Gordon Bajnai, le Chancelier autrichien Werner Faymann, le Premier ministre bulgare Sergei Stanishev et Roumain Emil Boc ont finalement signé l'accord du projet Nabucco.²⁴⁰ L'Envoyé Spécial américain pour l'Energie Eurasienne Richard Morningstar et le Sénateur américain Richard G. Lugar étaient parmi les invités de l'événement.²⁴¹ L'accord de Nabucco réalisé à un moment inattendu a fait que la compagnie de la Russie

²³⁷ Cenk Pala, *op.cit.*, p. 188-196

²³⁸ *Ibid*, p.196-197

²³⁹ Daniel Freifeld, "Nabucco: pipeline politics and the U.S.-Turkey strategic partnership" Turkish policy Quarterly, Volume 7, Number 4, 2008, http://www.turkishpolicy.com/images/stories/2008-04-tpq/daniel_freifeld.pdf

²⁴⁰ Intergovernmental Agreement on Nabucco Pipeline Project Signed in Ankara, 7/13/2009 www.Turkishpress.com

²⁴¹ Ian Kelly, "Signing Ceremony for the Intergovernmental Agreement on the Nabucco Pipeline", Washington DC, *Bureau of Public Affairs*, July 13, 2009, <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2009/july/125968.htm>

Gazprom se trouve d'autres moyens pour s'assurer que le gaz coule à travers la ligne du nord.

Trois principaux aspects des évolutions en Eurasie sont susceptibles d'avoir un impact sur les relations turco-américaines:

1. La politique énergétique de la région Caspienne et la politique des oléoducs (par exemple BTC),
2. La résurgence de la Russie et l'évolution du contexte des relations turco-russes
3. Les nouveaux développements dans les relations Turquie-Arménie.²⁴²

Les parlements de deux pays (Etats Unis et la Turquie) ont ratifié un accord et en Octobre 2008 le pétrole du Kazakhstan a commencé à couler à travers BTC. En conséquence, Est- Ouest BTC a ouvert un nouveau corridor énergétique fournissant une énergie de remplacement à destination de la Russie et l'Iran pour le pétrole brut.²⁴³ Il a aussi amélioré la situation géopolitique de la Turquie en la transformant en un corridor énergétique.

En 2010, devrait commencer la construction du gazoduc "Nabucco" depuis la Turquie à l'Autriche via la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. La ligne est conçue pour le transport de pas moins de 31 milliards de mètres cubes de gaz d'Asie centrale. Toutefois, comme indiqué, sa construction a été reportée plusieurs fois, et la question se pose de savoir si le développement par Gazprom pour le gaz naturel à partir de son pipeline "le Flot du Sud" ne remet pas en cause le projet de contrats. "La communauté transatlantique est maintenant à un point crucial qui exige une stratégie collective pour la sécurité énergétique - Lugar estime que la stratégie européenne actuelle ne permettra pas de réussir à résoudre ce problème."²⁴⁴ Pour avoir du succès

²⁴²«Rebuilding a partnership: Turkish-American relations for a new era a Turkish perspective”
Rapport de la TÜSİAD, Avril 2009, p.42

²⁴³*Ibid.*, p.64

²⁴⁴Jonathan Schaffer et Staff Writer, “U.S., Europe Need Collective Energy Security Strategy”
http://www.america.gov/st/business-english/2008/May/20080530170946_liameruoy_0.919903_.html
consulté 21 février 2009

dans la mise en place effective l'interdépendance énergétique entre l'Europe et la Russie, l'UE a besoin d'atteindre une plus grande unité.

Le 1 Juillet 2009 le Ministre de l'énergie de la Turquie Taner Yıldız a été invité à Moscou par le Ministre Russe Sergey Shmatko. A travers cette visite, le représentant turc a affirmé que la Turquie souhaité coopérer avec la Russie en matière énergétique. Par la même occasion, le ministre Russe a invité la Turquie à rejoindre « le Flot du Sud ». Dans sa déclaration aux médias, le Ministre turc a souligné qu'il s'agissait d'un projet différent même s'il est vrai que dans le monde en plein processus de globalisation le secteur de l'énergie est toujours un pas en avant.²⁴⁵ Il a aussi déclaré que les nouveaux projets tels que le Shah-Deniz et le Nabucco ne sont pas des projets alternatifs.

Le tableau stratégique qui a apparue après la signature le 6 Aout 2009 de l'accord de la ligne du sud entre le premier ministre Russe Vladimir Poutine et Erdoğan a inquiété Washington. Parce que pour les Etats-Unis ce projet se présente comme l'alternatif de Nabucco. Le projet de la ligne du sud envisage transmettre le gaz de la Russie a travers la mer noire a un prix bas et beaucoup plus rapidement. Comme l'a souligné le journaliste Ömer Taşpınar du journal Sabah, le président Poutine a signé pour son pays un accord très important et a rappelé aux Etats-Unis qu'ils n'étaient pas aussi influents dans la région.²⁴⁶ Avec le projet Nabucco, Washington espérait sauver l'union Européenne de sa dépendance envers la Russie en lui transmettant le gaz en provenance de l'Asie centrale et le Caucase. Mais la ligne du sud prouve que l'Union européenne et l'Ukraine restera d'une part dépendant en matière énergétique de la Russie.

²⁴⁵ “Enerji ve Tabii Kaynaklar Bakanı Yıldız Rusya'ya gitti”, *Milliyet gazetesi*, 1.7.2009

²⁴⁶ “Ömer Taşpınar, Son gülen Rusya oldu”, *Sabah gazetesi*, 10 Août, 2009

B. La Politique des États-Unis sur les Oléoducs et la coopération régionale

1.L'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan

Il s'agit d'un projet qui consiste à transporter le pétrole brut de l'Azerbaïdjan à travers la Géorgie et la Turquie vers le marché mondial via le port de Ceyhan.²⁴⁷ La banque américaine Export-Import, les Agences du Commerce et de développement ont tous accepté de contribuer pour faire de Bakou-Ceyhan une réalité, même si aucun organisme ne s'est engagé pour assumer le coût de la construction. Beaucoup pensent que le soutien américain pour l'oléoduc Bakou-Ceyhan coïncide avec les intérêts stratégiques de Washington, et représente en même temps une façon de rembourser la Turquie pour les difficultés économiques qu'elle a subies depuis 1990 et pendant la guerre du Golfe.²⁴⁸ A cela il faut ajouter la perte lucrative des droits de transit de l'oléoduc irakien et l'interruption des échanges transfrontaliers.

Le BTC a gagné beaucoup d'importance sous l'administration Clinton. Par rapport à la viabilité économique d'un tel itinéraire et en réponse à l'inquiétude de nombreux observateurs, l'ambassadeur américain en Russie Stephen Sestanovich a souligné en 1998 que la politique américaine dans la région de la Caspienne ne se limite pas à des intérêts économiques, mais que les décisions sont prises par point de vue stratégique.²⁴⁹ La région de la mer Caspienne a bénéficié pour la première fois après une conférence d'homme d'affaires d'une collecte de fond avec l'initiative de l'ambassadeur des Etats-Unis en région Caspienne Richard Morningstar. Tout au long de son mandat, Morningstar a vanté ce qu'il a qualifié de "situation gagnant-gagnant". Tous les efforts déployés par Morningstar ont abouti en Juillet 1999.

²⁴⁷ Voir la carte de la route du pétrole à l'annexe I.

²⁴⁸ Brent Sasley, "Turkey's Energy Policy In the Post-cold War Era" *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 2, No. 4, December 1998, p.28-32

²⁴⁹ Алекберов Г. "Энергические ресурсы Каспийского региона", (Alekberov Q, "Ressource énergétique dans la région de la Caspienne") *Bzaimosvyazi*, № 3 2004, p.136

Après, il a été remplacé par Wolf comme ambassadeur des États-Unis à l'Union européenne.²⁵⁰

De même, pour les États-Unis, le BTC est devenu un pont important et outil de sa politique régionale. C'est un moyen pour créer un corridor d'énergie Est-Ouest à la place du corridor Sud court-circuitant l'Iran et rompant la dépendance envers la Russie au Nord.²⁵¹ Enfin, les États-Unis se sont appuyés sur le concept d'oléoducs multiples, qui visait à empêcher tout monopole sur l'exportation des ressources énergétiques de la Caspienne.²⁵² Brzezinski dans son article reflète l'approche américaine sur la politique régionale de l'énergie: "... dans le sud du Caucase et d'Asie centrale, les pays nouvellement indépendants d'énergie exportateurs en sont encore aux premières étapes de cette consolidation politique. Leurs systèmes sont fragiles, leurs politiques et leurs processus arbitraire étatique vulnérables. Ils sont également semi-isolés du monde des marchés de l'énergie, avec la législation américaine de blocage de l'utilisation du territoire iranien et de la Russie agressive cherchant à monopoliser l'accès international aux ressources énergétiques turkmène et kazakh ».²⁵³ Malgré cela le Kazakhstan et le Turkménistan ont permis aux compagnies étrangères d'investir sur leurs territoires respectifs.

Pour l'Azerbaïdjan, l'exportation du pétrole vers les marchés mondiaux devait se faire à travers la première proposition des États-Unis qui est l'oléoduc Bakou-Arménie-Ceyhan. Avec la réalisation de cette ligne, Bakou envisageait adoucir la tension avec l'Arménie autour du Karabakh. Mais l'échec dans les négociations ont rendu impossible cette initiative.

²⁵⁰Bulent Aliriza, "U.S. Caspian pipeline policy: substance or spin?", *Caspian Energy Update*, Center for Strategic and International Studies, Washington DC, August 24, 2000, <http://csis.org/files/media/isis/pubs/ceu000824.pdf>

²⁵¹Fiona Hill et Omer Taspinar, "Russia and Turkey in the Caucasus: Moving Together to Preserve the Status Quo?", *Iffri*, Research Programme Russia/CIS, January 2006, p. 13-14.

²⁵²Svante Cornell, Mamuka Tsereteli, "Geostrategic Implications of the Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline", <http://www.isdp.eu/files/publications/books/fssc05sc05geostrategic.pdf> consulté le 11 février 2009

²⁵³Zbigniew Brzezinski, "Hegemonic Quicksand", *National Interest*, No.74, Winter 2003-2004, p.13-14

Les gouvernements de l'Azerbaïdjan et des États-Unis ont appuyé l'idée de construire un nouvel oléoduc d'exportation de grands volumes de pétrole caspien sans passer par les territoires de la Russie et l'Iran. L'Azerbaïdjan estime qu'après l'achèvement de l'oléoduc BTC, elle sera de plus en plus indépendante dans sa politique d'exportation d'énergie et pourra créer les multiples réseaux de gazoducs dans la région. Aliyev, à travers une visite, a tout fait pour attirer de nouveau l'attention de Washington sur les projets trans-Caspienne et le réintégrer sur le haut de la liste des priorités de la politique énergétique des États-Unis.²⁵⁴ L'Azerbaïdjan a aussi fait en sorte que les pays qui n'ont pas le soutien des États-Unis ne fassent pas partie de ces projets. L'Iran en est l'exemple concret. Dans ces efforts, le gouvernement azéri a reçu de l'aide, en particulier de la British Petroleum compagnie pétrolière multinationale qui a permis d'investir dans les nouveaux champs de pétrole et de gaz. Le gouvernement du Président Aliyev a offert des dividendes aux investisseurs occidentaux. En conséquence de cette politique d'ouverture, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le principal oléoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (Turquie) du gazoduc ont été proposées à la suite des pressions dans les milieux politiques et économiques à la fin des années 1990.²⁵⁵ En octobre 1998 le projet de l'oléoduc soutenu par Ankara a été mis sur table. Cela a été suivi en Novembre 1999 par une plus grande cérémonie de signature de protocoles à Istanbul par les États intéressés en présence du Président Clinton.

Les choses ont pris un tournant sérieux après l'adhésion au projet de la grande compagnie d'exportation (MEPCO) approuvée par 27 compagnies pétrolières occidentales.²⁵⁶ Cette adhésion a rendu évident l'inévitabilité de l'oléoduc Bakou-

²⁵⁴Vladimir Socor, "Azerbaijan on the West's new frontier of energy security", *Eurasia Daily Monitor*, Volume: 3 Issue, 84, May 1, 2006, [http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&ttnews\[tt_news\]=31638](http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&ttnews[tt_news]=31638)

²⁵⁵Fariz Ismailzade, "Azerbaijan's Tough Foreign Policy Choices.", *UNISCI Discussion Papers*, October 2004, www.ucm.es/info/unisci/Fariz.pdf

²⁵⁶Parmi elles les compagnies principales sont: BP (United Kingdom): 30.1%; State Oil Company of Azerbaijan (SOCAR) (Azerbaijan): 25.00%; Chevron (USA): 8.90%; Statoil Hydro (Norway): 8.71%; Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı (TPAO) (Turkey): 6.53%; Eni (Italy): 5.00%; Total (France): 5.0%; Itochu (Japan): 3.4%; Inpex (Japan): 2.50%; ConocoPhillips (USA): 2.50%; Hess Corporation (USA) 2.36%. BTC Celebrates Full Commissioning, 13 July 2006 www.Caspian.development.and.export.com

Ceyhan. En outre, la nouvelle annoncée par les Etats-Unis relative à la participation de la compagnie pétrolière Chevron a ajouté au projet Bakou-Ceyhan beaucoup plus de viabilité.²⁵⁷ Le plus important est que 27 compagnies pétrolières occidentales ont considéré l'adhésion de la grande exportation Pipeline Company (MEPCO), comme un développement qui rendrait l'oléoduc Bakou-Ceyhan inévitable. Les problèmes de l'énergie entre 2000-2001 ont incité le Président Bush à établir la National Energy Policy Development Group (NEPDG), qui est un groupe de travail de hauts représentants du gouvernement, chargé d'élaborer un plan à long terme pour répondre aux besoins énergétiques des États-Unis. À la tête de ce groupe, Bush a nommé son plus proche conseiller politique, le Vice Président Dick Cheney.²⁵⁸ Au début du fonctionnement du NEPDG, d'autres membres ont vu que les États-Unis étaient confrontés à une alternative sérieuse entre deux voies très différentes. Ils ont constaté que les Etats-Unis pourraient continuer à consommer des quantités croissantes de pétrole et - compte tenu de l'irréversible déclin de la production domestique de pétrole – ils pourraient devenir de plus en plus dépendant des importations. Une autre alternative consistait à choisir une autre voie de recours aux sources d'énergie renouvelables en réduisant progressivement l'utilisation du pétrole. Bush a déclaré que la lutte contre "la crise de l'énergie» était sa plus importante mission en tant que Président.²⁵⁹ Le Secrétaire à l'Énergie Spencer Abraham a déclaré que "le Président Bush dans sa politique énergétique nationale soutient l'augmentation de la production d'énergie à travers le monde et l'oléoduc BTC est un excellent exemple de ce que peut accomplir la coopération internationale pour répondre à cet objectif ".²⁶⁰

²⁵⁷ Özden Zeynep Oktav, "American Policies Towards the Caspian Sea and The Bak-Tbilisi-Ceyhan Pipeline", *Perceptions*, Spring 2005.p.17-28

²⁵⁸ Michael Klare, "Bush-Cheney Energy Strategy: Procuring the rest of the World's Oil", *Foreign Policy in Focus*, International Relations Centre, January 2004, [http:// www.fpif.org/ pdf/ petropol /ch1.pdf](http://www.fpif.org/pdf/petropol/ch1.pdf)

²⁵⁹ "Overview: Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America's Future", Report of the National Energy Policy Development Group, May 16 2001 www.whitehouse.gov/energy

²⁶⁰ "Secretary Abraham Joins Presidents of Azerbaijan, Georgia and Turkey to Open the BTC Pipeline" Baku-Tibilisi-Ceyan Pipeline Meets National Energy Policy Goal, Embassy of United States of Amerika in Baku, September 18, 2002, http://azerbaijan.usembassy.gov/uploads/images/KEFJ_gz9Ap99vTDuWQ387A/PR-091802.pdf

Les recommandations du rapport présentées par Dick Cheney relatif au transport de l'énergie de la Caspienne étaient notamment:

1. Soutenir l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan car il démontre la viabilité commerciale,
2. Travailler à établir les conditions commerciales qui permettront aux compagnies pétrolières opérant au Kazakhstan la possibilité d'exporter leur pétrole via l'oléoduc BTC,
3. Encourager la Grèce et la Turquie afin de relier leurs réseaux de distribution de gaz pour permettre aux consommateurs européens de diversifier leurs approvisionnements en gaz par l'achat de gaz de la Caspienne,
4. Approfondir le dialogue commercial avec le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, et d'autres Etats de la mer Caspienne pour fournir un climat solide, transparent et stable des affaires de l'énergie et des projets d'infrastructure.²⁶¹

Quels que soient les obstacles rencontrés, l'évolution a été positive pour le projet de gazoduc. Les 3 milliards de dollars investis pour 1800 - kilomètre de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan inauguré par le Président azerbaïdjanais le 18 Septembre 2002, à été achevé en 2005.²⁶² Le 12 Octobre 2005 a eu lieu une autre cérémonie d'ouverture de la partie géorgienne du BTC. La région de la mer Caspienne contient 10 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole, avec des réserves probables de plus de 230 milliards de barils.²⁶³ L'exploration se poursuit, cependant, et les réserves prouvées devraient augmenter de façon spectaculaire. Actuellement, les exportations de la région sont limitées par les infrastructures d'exportation, mais avec la construction de l'oléoduc BTC ces exportations pourraient augmenter de plus d'un million de barils de pétrole.²⁶⁴

²⁶¹ Ruth Winstone et Ross Young "The Caspian Basin, energy reserves and potential conflicts" *Research Paper* 05/24, Library House of Commons, 16 March, 2005, <http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2005/RP05-024.pdf>

²⁶² Özden Zeynep Oktav, *op.cit.*, "US Energy Secretary Bodman Hails Opening of the Baku-Tbilissi-Ceyhan Pipeline", U.S. Department of Energy, May 25, 2005, <http://www.america.gov/st/washfile-english/2005/May/20050525110749btruevecer1.893252e-02.html> consulté le 11 février 2009

²⁶³ "Secretary Abraham Joins Presidents of Azerbaijan, Georgia and Turkey to Open the BTC Pipeline", *op.cit.*

²⁶⁴ *Ibid.*

En août 2008, un accord bilatéral entre les Etats-Unis et l'Azerbaïdjan a été signé. Cet accord a impliqué le Ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, la compagnie pétrolière SOCAR et la US Trade and development Agency (USTDA). L'accord prévoit la construction de deux oléoducs, pour le transport de pétrole du Kazakhstan à l'oléoduc Bakou-Tiflis-Ceyhan (BTC) et d'un gazoduc pour le transport du gaz et du pétrole kazakh en provenance d'autres États à travers la mer Caspienne. Lors de la cérémonie, le chef de la SOCAR Rovnag Abdullayev a déclaré que ce document favorisera le renforcement des capacités régionales et la sécurité énergétique mondiale. Daniel Sullivan a noté que l'appel d'offres ouvert pour cette subvention sera annoncé par la SOCAR et USTDA. "Il est très important pour les États-Unis de fournir le transport du pétrole de l'Est à l'Ouest, et le rôle de l'Azerbaïdjan dans la réalisation de ces projets est très grand", a déclaré le responsable américain.²⁶⁵ Parce que l'Azerbaïdjan avec sa position importante dans la région était le seul pays à pouvoir servir de pont entre l'Europe et l'Asie en laissant la Russie et l'Iran dehors.

La mer Caspienne est non seulement riche en ressources énergétiques, mais aussi elle relie l'Europe à l'Asie. C'est au fait le point de rencontre de la région eurasiennne. A cet effet elle est l'une des plus pertinentes zones géopolitiques qui devrait être développé et intégré plus profondément dans l'économie mondiale.²⁶⁶

La région a également bénéficié d'une coopération accrue entre les Etats en raison de la construction des oléoducs. La réalisation des oléoducs BTC et CPC a donné un nouvel élan à un projet visant à relier les réseaux ferroviaires de l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie et d'ouvrir la voie à un possible lien avec la Chine, à travers l'Asie centrale et du Caucase à l'Union européenne. Le chemin de fer Kars-Akhalkalaki (en Géorgie) en ligne est en discussion depuis plus d'une décennie, mais

²⁶⁵ "Azerbaijan, Trends in Conflict and Cooperation" *Swiss Peace*, FAST International, Bern , No 4, July to August 2007, [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2007.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/AMMF-79CH4J-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2007.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/AMMF-79CH4J-full_report.pdf/$File/full_report.pdf)

²⁶⁶ Elmar Mammadyarov, "A new way for the Caspian region : cooperation and integration" http://www.esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_id_104.pdf consulté le 12 mars 2009

peu de progrès ont été accomplis sur le projet à ce jour. Une étude de faisabilité a été menée en 2005 et en Novembre 2007, les présidents de l'Azerbaïdjan, la Turquie et la Géorgie ont lancé la construction pendant une cérémonie dans le sud de la Géorgie de 98 km de lien entre Kars en Turquie et Akhalkalaki.²⁶⁷ Ce projet est important pour le développement économique de la région. En dehors de cela, après le début des travaux de l'oléoduc BTC, la Russie a signé en 2007 un accord avec le Kazakhstan et le Turkménistan pour assurer le l'achat du gaz de ces pays et son passage à travers la ligne bleue.

John Roberts expert sur l'énergie a signalé que "la mer Caspienne est important, non pas parce qu'elle est l'une des plus grandes zones de production, mais parce qu'elle est susceptible de devenir l'une des plus grandes zones de production dans le monde réel dans lequel la production de pétrole reste pour l'essentiel orientée par les entreprises de l'énergie internationales."²⁶⁸

Le projet de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, symbolisent la volonté de Washington de lier l'Azerbaïdjan et la Géorgie à l'Ouest via la Turquie et de poursuivre une politique d'endiguement contre la Russie et de l'ensemble Iran. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan est non seulement un événement géo-économique, mais aussi géopolitique.

2.La sécurité énergétique des Etats-Unis dans la région

A la fin de la guerre froide et après l'élargissement du système économique mondial et financier, il a été perçu qu'il y aura augmentation du contrôle du cycle du pétrole et du gaz naturel sur le plan géographique. A cet effet, les efforts de faire dépendre une grande partie de l'économie de l'énergie et établir la supériorité de la région se sont multipliés. Les Etats-Unis figurent dans la liste du leader de consommation du

²⁶⁷ Tracey C. German, "Corridor of power: The Caucasus and Energy security" *Caucasian Eeview of International Affairs*, vol, 2, CRIA 2008, p.69-70

²⁶⁸ Dov Lynch, "The South Caucasus: a Challenge for the EU," *Chaillot Paper*, no. 65, Paris, 2003, <http://www.iss.europa.eu/uploads/media/cp065e.pdf>

pétrole avec 25%, tandis que tout l'Extrême orient et le Pacifique suivent avec un montant total de 29 % de consommation.²⁶⁹ Selon les estimations, la demande d'énergie, la population mondiale actuelle et les chiffres de la croissance économique vont continuer à augmenter. Les demandes dans les prochains 15-20 ans pourraient atteindre un taux de 50%. La demande croissante des consommateurs de pétrole dans monde en particulier la croissance du mouvement lancé par la Chine et les pays d'Asie de l'Est et de l'UE sont prévus. Par conséquent, les États-Unis en éliminant les rivaux éventuels telle que la Chine tiennent a tout prix augmenter la production du pétrole et du gaz ainsi que garantir son contrôle et son transfert vers les marchés occidentaux. Les Etats-Unis ont aussi pensé à la recherche d'une autre trajectoire d'énergie en dehors de l'OPEC.

Ce qui est réellement prévu par l'administration de Washington est le «Renforcement des Alliances Globales». L'accent est mis sur la défense du pétrole provenant des sources étrangères et l'efficacité énergétique. On comprend que "la sécurité énergétique nationale des États-Unis se base sur l'approvisionnement de l'énergie suffisante et la croissance économique mondiale".²⁷⁰ Un rapport publié souligne que "les Etats-Unis souhaitent renforcer la sécurité énergétique et la prospérité de l'économie mondiale», La réalisation de ce renforcement ne peut se faire qu'en collaboration avec d'autres pays dans le sens d'accroître la production mondiale de l'énergie. L'objectif principal est de «faire de la sécurité énergétique une priorité du commerce et la politique étrangère des Etats-Unis."²⁷¹

Il faut rappeler que les Etats-Unis se souviennent de l'expérience des années 1970, une période douloureuse marquée par l'utilisation des ressources énergétiques comme arme principale par les pays arabes membres de l'OPEC. Raison pour laquelle au début des années 1990 les Etats-Unis ont tout fait pour assurer la sécurité du pétrole et ont soutenu les efforts relatifs à son exportation vers le marché mondial.

²⁶⁹ Necdet Özalp, "Büyük Oyunda Hazar Enerji Kaynaklarının önemi ve konumu", *Panorama*, sayı 1 , Şubat 2004, p. 2-3

²⁷⁰ National Energy Policy, Report Of The National Energy Policy Development Group, May 2001

²⁷¹ *Ibid.*

En 1994, la "Stratégie de sécurité nationale de l'engagement et l'élargissement" évoque la possibilité d'utiliser le pétrole pour obtenir la diversité de l'offre Caspienne.²⁷² En 1997, il a été question de la possibilité de limiter la dépendance du pétrole persan par la création de nouveaux exportateurs de pétrole vers le marché américain. Cela a été mentionné dans la stratégie de sécurité nationale pour un nouveau siècle. Ces deux objectifs liés à l'énergie devraient principalement être mis en relation avec la poursuite de l'endiguement de l'Iran. Les États-Unis autour de la sécurité énergétique caspienne continuent de ;

- soutenir plusieurs plan d'exportation indépendant et viable sur le plan commercial vers les marchés mondiaux de l'énergie caspienne ;
- encourager, les pays autour de la mer Caspienne à accroître la coopération régionale pour développer des solutions énergétiques pour la région ;
- créer un Corridor sud de voies d'exportation d'énergie pour accorder aux consommateurs Turcs et Européens une plus grande liberté de choix et 'accroître la concurrence à travers la diversité de l'approvisionnement de l'énergie sur le marché sans oublier la sécurité énergétique mondiale. ;
- aider les anciennes républiques soviétiques de la région à attirer d'importants investissements internationaux dans le secteur du pétrole et des réserves de gaz naturel ;
- faire en sorte que la région de la Caspienne puisse produire environ 2,8 millions de barils par jour ;
- poursuivre l'investissement des entreprises internationales qui apportent l'expertise et autres avantages technologiques ;
- permettre la diversité de l'approvisionnement des fournisseurs et les voies d'approvisionnement qui pourrait renforcer la sécurité énergétique mondiale.²⁷³

²⁷² Camilla Khokhar and Paul Wiberg-Jørgensen, *United States' strategic possibilities in the South Caucasus*, London, Routledge, 01 September 2001, p. 76-83

²⁷³ Baumgardner, "Fact Sheet: The United States and Caspian Energy Security", Washington, D.C. Office of Public Affairs, U.S. Department of Energy, <http://www.energy.gov/print/6732.htm>, 12 novembre 2008

Les soucis des Etats-Unis de réduire sa dépendance auprès du Golfe persique réside dans le fait qu'en cas de crise éventuelle qu'il n'y ait pas de coupure de sources d'énergie ni changement de prix. C'est pourquoi il a soutenu le projet BTC de Bakou-Erzurum. Pour eux, l'autre plus grand problème dans ce projet du gazoduc est la sécurité de son transport. Ils estiment que tout dégât sur l'oléoduc peut ouvrir la voie à des conséquences négatives. Par conséquent, les oléoducs de la route de la mer Caspienne (Bakou-Novorossiysk, Bakou-Supsa, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan) seront construits à chaque fois que la question de sécurité est assurée. La route du Nord est constitué de l'oléoduc Bakou-Novorossiysk en Tchétchénie, la route de l'Ouest est aussi appelé l'oléoduc Bakou-Supsa en Ossétie du Sud, l'Abkhazie et la région autonome de droit Acarie.²⁷⁴

La ligne Bakou-Ceyhan passe le long d'un terrain marqué par le terrorisme et dans lequel la corruption est présente. Une telle situation a fait penser que le projet était risqué. Le côté turc affirma par contre qu'aussi longtemps que le partage se fera comme il faut il n'y aura rien à craindre. Si l'oléoduc fonctionne normalement, même en cas de dommage, il y aurait possibilité de réparation des dégâts.²⁷⁵

Après les événements du 11 septembre, le Pentagone a dévoilé en juin 2003 les plans pour augmenter le nombre de troupes américaines dans la région du Caucase à «assurer la viabilité à long terme» des ressources énergétiques de la Caspienne. La proposition, qui fait partie du redéploiement des forces américaines de l'ouest de l'Europe, serait de plus de 15.000 soldats déplacés vers le Caucase, avec une rotation par le biais de bases en Azerbaïdjan et éventuellement en Géorgie.²⁷⁶

Le 23 Juillet 2003 l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont signé un accord régissant les mécanismes pouvant assurer le contrôle des oléoducs BTC et Bakou-

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ Necdet Pamir, "Bakü-Ceyhan Boru Hattı:Orta Asya Ve Kafkasya'da Bitmeyen Oyun", Ankara, *ASAM Yayınları*, 1999, p.20

²⁷⁶ *The Wall Street Journal*, 10.6.03; Tracey C. German, *op.cit.*, p.64-65

Tbilissi-Erzurum. Chacune des parties s'est engagée à respecter ses responsabilités dans la phase de construction du pipeline dans son pays et assurer la sécurité lors de l'utilisation. La Turquie coordonnera sur son sol avec BOTAS l'accord entre la Direction générale de la gendarmerie et le "Special Security Team".

L'achèvement du oléoduc BTC signifierait que le pétrole de la mer Caspienne pourrait atteindre les marchés mondiaux plus rapidement et dans un climat commercial viable et écologiquement sûr. L'oléoduc BTC renforce à la fois la sécurité énergétique régionale et mondiale en augmentant le flux de pétrole sur le marché ". Le Secrétaire américain de l'Énergie Samuel Bodman a déclaré à la cérémonie d'ouverture de l'oléoduc BTC que : "Ce projet remarquable est une réalisation unique pour les gouvernements et les peuples de l'Azerbaïdjan, la Turquie et la Géorgie, ainsi que le consortium des États-Unis et de sociétés privées étrangères qui ont fait de ce rêve une réalité".²⁷⁷

Avec l'augmentation spectaculaire des prix mondiaux du pétrole en 2005 et son impact au cours de l'année, le terme de la sécurité énergétique a été de plus en plus employé par les commentateurs. Dans ses écrits, Barry Buzan a élargi le concept de sécurité en incluant les efforts politiques, économiques, sociétaux et environnementaux et une dimension militaire. La sécurité énergétique se concentre sur l'impératif pour les gouvernements de garantir un approvisionnement suffisant en énergie à des prix abordables. Afin de réduire la vulnérabilité de l'état de l'éventuelle perturbation des approvisionnements en énergie, les responsables devraient chercher à diversifier leurs fournisseurs et à ne pas devenir trop dépendant d'un seul producteur d'énergie. Perce que la dépendance pourrait permettre aux fournisseurs d'énergie d'exercer des pressions politiques et économiques. La sécurité énergétique concerne aussi l'accès à l'énergie. Il est important que le gaz naturel et le pétrole brut, par exemple, soit livrée aux consommateurs par d'autres moyens de transport. Il s'agit d'un problème particulier dans la Mer Noire-Caspienne et non en raison de conflits

²⁷⁷Samuel Bodman, "US energy secretary Bodman Hails opening of the Baku-Tibilisi-Ceyhan pipeline", US National Energy Policy Listed BTC Pipeline as Important for Global Energy Security, U.S. Department of State. 25 May 2005, <http://usinfo.state.gov> consulté le 21 juin 2009

ethniques en cours et l'augmentation des activités des groupes islamistes radicaux dans le nord et le sud du Caucase.

En août 2008, Obama a dévoilé l'un des nouveaux plans qui inclut des mesures pour réduire la dépendance américaine envers le pétrole étranger. A l'intérieur du pays, il a assuré la chute du prix du gaz et a souligné que les réserves Américaines utilisables s'estimaient à 70 %. Ce plan constitué de plusieurs points vise à :

- Fournir à presque toutes les familles Américaines l'accès à l'énergie,
- Investir pour les 10 années à venir 150 milliards de dollars dans le secteur énergétique,
- Epargner pour l'avenir une très grande quantité du pétrole en provenance du Moyen-Orient et du Venezuela pendant ces 10 ans,
- Et tout faire pour réduire d'ici 2050 l'émission du gaz à effet de serre à 80 %.²⁷⁸

En dehors de cela le Président Obama a aussi proposé l'utilisation des ressources énergétiques alternatives telles que solaire.

Barack Obama et Joe Biden reconnaissent que la flambée des coûts de l'énergie est: un lourd fardeau pour les familles Américaines. Pour faire face à la pression sur les Américains, ils appellent à une énergie d'urgence de remboursement; un plan audacieux pour servir contre les spéculateurs, et un échange de pétrole de la Strategic Petroleum en Réserve afin d'aider à fournir un allègement immédiat de la flambée des prix de l'énergie. Prioriser la construction du pipeline de l'Alaska Gas Natural. Barack Obama et Joe Biden travailleront avec les intervenants pour faciliter la construction de l'oléoduc. Bien que ce gazoduc a été proposé en 1976, et le Congrès a autorisé jusqu'à 18 milliards de dollars en garanties de prêts pour ce projet en 2004, il n'y a pas eu de progrès dans la construction de cette infrastructure énergétique essentielle en vertu de la Bush Administration. Le gazoduc projeté aurait une capacité journalière de 4 milliards de pieds cubes de catastrophe naturelle gaz, soit

²⁷⁸ barack obama and joe biden: new energy for america", http://www.barackobama.com/pdf/factsheet_energy_speech_080308.pdf consulté le 14 septembre 2009

près de 7 pour cent de la consommation américaine actuelle. Non seulement cette pipelines essentiels à notre énergie sécurité, il va créer des milliers de nouveaux emplois. Pendant son discours relatif a l'énergie Président Obama déclara : "Donc nous avons un choix à faire. Soit nous restons un des principaux importateurs mondiale du pétrole étranger, soit nous faisons les investissements qui nous permettraient de devenir le principal exportateur mondiale de l'énergie renouvelable".²⁷⁹

C . La politique énergétique de la Russie

1.La stratégie énergétique de la Russie autour de la mer Caspienne et la Transcaucasie

La région de la Mer Caspienne a une importance stratégique pour la Russie en raison de sa situation géographique. Même pendant l'époque tsariste la Russie a toujours montré beaucoup d'intérêt pour cette région. L'Azerbaïdjan est entrée sous l'influence de la Russie et y est restée jusqu'en 1990. Pour la Russie, cette région est stratégique parce que ses propres intérêts économiques s'y trouvent et relie l'Europe avec le Golfe persique et l'Asie du Sud-Est. Après 1991 les intérêts politiques russes de l'énergie ont commencé à prendre des directions différentes. Dans cette région la Russie détient 20 % du pétrole et du gaz qui représente en même temps 5 % du pétrole et du gaz mondial. Toutefois, les dirigeants de la région ont considéré toutes les richesses du bassin de la mer Caspienne comme un instrument de développement économique et un moyen d'obtention de l'indépendance en 1991.²⁸⁰Après cette période, il y a eu l'initiative des compagnies pétrolières telles que LUKOIL, YUKOS, ROSNEFT et GASPROM. Parmi ces compagnies LUKOIL a joué un rôle actif dans le consortium international en faisant partie du contrat du siècle.

²⁷⁹ A Project of Center for American Progress Action Fund, March 23, 2009, [http:// climateprogress.org/](http://climateprogress.org/) consulté le 2 septembre 2009

²⁸⁰ Robert Ebel et Rajan Menon, *Energy and conflict in Central Asia and The Caucasus*, New-York, Rowman & Littlefield publishers, 2000 p.163

Au tout début, l'objectif de la Russie était de contrôler à la fois le pétrole de la région et son exportation vers l'Europe. Les spécialistes de politique étrangère de la Russie ont développé le terme "super puissance énergétique" pour essayer d'expliquer les efforts de contrôler l'Asie Centrale et le Caucase.

On peut dire qu'après 1991 il y eut deux groupes soutenant la politique de la Russie de la Mer Caspienne. Le premier groupe constitué du Ministère des Affaires étrangères considère le pétrole comme un moyen effectif de la politique étrangère. Pour mieux mener cette politique, l'exclusion des autres Etats et la promotion des entreprises locales est envisagée. Raison pour laquelle les Etats comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Turquie luttent contre les tentatives du Ministère des Affaires étrangères de la Russie.²⁸¹

Le deuxième groupe, constitué des partisans du Premier ministre Viktor Tchernomyrdine vise à développer le pétrole de la Caspienne avec la participation de l'Ouest. Les attitudes de ce groupe en matière géopolitique sont très variables. Le plus grand débat entre ces différents groupes se fait au niveau de la Douma. Selon Robert Barylski, le premier a été épousé par le Ministre des Affaires étrangères Yevgeny Primakov et ancien Ministre des Affaires étrangères Andrei Kozyrev le 21 juillet 1994.²⁸² Ces deux personnalités ont persuadé Eltsine à chercher à protéger les Intérêts de la Fédération de Russie dans la Mer Caspienne même à travers une directive secrète parce que la Russie doit maintenir sa "sphère d'influence" dans la région. Ces deux groupes accordent beaucoup d'importance à l'Azerbaïdjan qui renferme une très grande partie des ressources de la région.²⁸³ En même temps ils considèrent l'Arménie comme un corridor important de l'énergie aussi bien pour la Russie et la Transcaucasie.

²⁸¹ Rose Marie Forsythe, "The Politics of Oil in the Caucasus and Central Asia" Adelphi, Oxford University Press, 1996.p.14-15

²⁸² *Ibid.*, p.15-16

²⁸³ Çağrı Kürşat Yüce, *Kafkasya ve Orta Asya Enerji kaynakları üzerinde mücadele*, İstanbul, Ötüken Neşriyat, 2006, p.140-141

Après les années 1990 le gouvernement arménien a commencé à viser une part dans tous les développements économiques dans le bassin de la mer Caspienne. En dehors de cela, le pétrole et le gaz en provenance du bassin de la mer Caspienne pouvait passer par l'Arménie mais la Russie après avoir compris qu'elle perdrait contrôle de l'Arménie a appliqué une politique de pression sur le pays. Cette politique a fait que l'Arménie reste en dehors du processus d'intégration et poursuit une politique pro-russe. Il faut souligner que l'Arménie qui fait face à de sérieux problèmes d'énergie n'est plus en mesure de payer ses dettes malgré tous les accords signés avec la Russie.²⁸⁴ Elle est restée dépendante de la Russie. Comme nous l'avons souligné dans la première partie de ce travail, la Géorgie, différemment de l'Arménie, n'a pas mené une politique pro-russe.

Les objectifs de Moscou dans cette région de la mer Caspienne relative à la production du pétrole et du gaz peuvent se résumer de la manière suivante :

- L'établissement d'influence maximale de l'industrie du pétrole russe dans les secteurs appropriés de développement de pétrole et du gaz;
- L'établissement du contrôle sur les activités de concurrents de l'ouest, essentiellement les géants de pétrole américains;
- L'acquisition des revenus maximums pour l'industrie du pétrole russe, aussi bien que le contrôle maximum sur les exportations de pétrole;
- L'établissement de la participation agressive des compagnies pétrolières russes dans les consortiums de pétrole internationaux nouvellement fondés;
- L'exercice de pression politique sur les gouvernements de la région du Caucase Caspien, en bloquant artificiellement les solutions juridiques rattachées au statut de la Mer Caspienne;
- L'application des leviers économiques différents, en régulant par exemple rigoureusement l'accès à l'équipement du transport de pétrole;
- La création d'une l'atmosphère d'instabilité pour les investissements de l'Ouest dans la région;

²⁸⁴Hatem Cabbarrlı, "Bağımsızlık Sonrası Ermenistan'ın Enerji Politikası", *Avrasya Dosyası* (Enerji Özel), Cilt 9, Sayı 1, Bahar 2003, p. 250-253.

- L'expansion du pétrole russe et du gaz à l'étranger pour concurrencer l'importance d'exportations de la région Caspienne.²⁸⁵

La politique de la Russie vers le Caucase du Sud a été déterminée en 1992. Cette politique a été qualifiée de politique de la "proximité". À l'issue de cette politique en 1992, la Russie a développé la doctrine de l'"environnement proche". Avec cette doctrine la Russie a essayé d'envoyer le message qu'elle était le seul garant de cette région. Il faut aussi souligner que cette doctrine visait à bloquer les tentatives de l'autre superpuissance, en l'occurrence les Etats-Unis. Parmi les intérêts des Etats-Unis autour de cette région figuraient la protection de la stabilité régionale.²⁸⁶ C'est pourquoi la politique de Clinton a consisté à s'appuyer sur le développement régional de la construction des oléoducs et gazoducs qui ne dépendent pas de la Russie.

L'ancien Ministre des Affaires étrangères azerbaïdjanais Gasan Gasanov a déclaré que l'Azerbaïdjan n'a pas de problèmes sérieux avec le Ministère de l'Énergie de la Fédération de Russie et coopère normalement avec LUKOÏL. "Il n'est pas question d'une pratique et concurrence économique entre les deux pays, toutes les controverses sont imaginées par les diplomates".²⁸⁷ Pour l'institution gouvernementale russe, Il n'y a pas de démenti sur le fait que LUKOIL a protégé des positions exceptionnelles contre les entreprises menées par l'Ouest lors du développement de la section Azeri de la Mer Caspienne. Avant novembre 1993, le premier accord SOCAR-LUKOÏL avait déjà eu lieu. Cet accord a accordé 10 % au géant russe de la part Azeri dans le consortium international créé pour développer les champs de pétrole Guneshli-Azeri, et Chirag-Azeri.²⁸⁸ Plus tard, en 1996, LUKOIL est sorti lourd bénéficiaire d'une autre promesse de dépôt Azeri et le champ de pétrole Karabakh. Un contrat international approprié pour développer le Karabakh est estimé à \$1,7 milliards, avec LUKOIL qui a reçu une part de 57.7 %. Aussi en 1996, un autre énorme accord international, de valeur \$4 milliards a été signé lors du

²⁸⁵ Michael P. Croissant et Bülent Aras, *Oil and geopolitics in the Caspian Sea Region*, US, Praeger Publishers, 1999. p.149-150

²⁸⁶ Robert Ebel et Rajan Menon, *op.cit.*, p.171-173

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ Michael P. Croissant, Bülent Aras, *op.cit.*, p.151-156

développement du dépôt de Shah-Deniz, avec LUKOIL qui a reçu jusqu'à 20 à 30 % de la part totale.²⁸⁹

Les problèmes dans le domaine de l'énergie et de la coopération économique entre l'Azerbaïdjan et la Russie ont continué jusqu'en 1999. Ces problèmes sont aussi le résultat de l'aide de la Russie à l'Arménie pendant la guerre du Karabakh qui consistait en la vente des armes en 1997. Cela a conduit à la perte de confiance du côté de l'Azerbaïdjan.

Après l'élection du 26 Mars 2000 le Président russe Vladimir Poutine a commencé à mener une politique active dans la région Caspienne. Cette question autour de la Mer Caspienne a fait partie des priorités de la politique russe qui voulait au nom de ses intérêts politiques et économiques prendre le contrôle de la région de la mer caspienne ainsi que les réseaux de transport et les transactions commerciales.²⁹⁰

Les compagnies pétrolières russes manifestent vers la région Caspienne un intérêt particulier. Le champion selon la mise en valeur du terrain russe du plateau continental caspien est LUKOIL, il est suivi par "YUKOS". Entre 1998 et 2001 LUKOIL investissait dans le bloc nord près de 300 millions de dollars, et a créé un nouveau quai auto-élévateur de sondage. En 2002 la compagnie avait l'intention de creuser encore quelques puits. Jusqu'en 2006 l'investissement a été planifié dans un volume de près de 1 milliard de dollars qui permettrait à partir de 2010 une production annuelle de 15 millions de tonnes de pétrole.²⁹¹

En 2000, les conflits en Géorgie ont perturbé la stabilité de la population du Sud Caucase et poussé la Russie et les autres Etats à renforcer leurs politiques dans le domaine de l'énergie. A partir de 2003 les relations entre les deux pays étaient mauvaises à cause de la révolution qui avait eu lieu dans ce pays. En même temps les

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ Mehmet Ogütçü, "Caspian Energy and legal disputes: prospects for settlement" *Ifri*, Institut français des relations internationales, Document de travail, Juin 2003, p.24

²⁹¹ *Ibid.*

relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan n'étaient pas bonnes non plus parce que l'Azerbaïdjan était décidé à continuer à poursuivre sa politique pro-occidentale. En décembre 2007 le prix du gaz a quitté le prix de 110 dollars pour le montant de 235 dollars.²⁹² Le but de l'Azerbaïdjan était désormais d'envoyer son gaz vers l'Europe via la Géorgie. Cette situation a également perturbé la Russie.

Après les événements du mois d'août 2008, la Russie a tenté d'appliquer une politique beaucoup plus active dans la région surtout avec la grande participation de la compagnie Gazprom. Comme alternatif au projet Nabucco, les bases du projet de «la ligne du sud » ont été placés le 6 Aout 2009 avec la participation des compagnies Gazprom (Russie, Eni (Italie) et Charlık (Turquie). Avec cet accord, la Turquie a permis à la Russie de construire en mer noire 900 km de l'oléoduc. Cette ligne passera par la mer noire et distribuera l'énergie à l'Europe a travers la Bulgarie.

2. Le statut légal de la Mer Caspienne

Le statut légal de la Mer Caspienne est aussi une question importante pour le développement des ressources d'hydrocarbure de la région. Après l'effondrement de l'URSS en 1991, le nombre des pays riverains de la mer Caspienne a augmenté au nombre de cinq. Cette nouvelle situation a ouvert la voie au problème du statut légal de cette mer.

Pour la Russie, la division en secteur de la mer Caspienne n'était pas possible. S'il y aura une division, elle ne doit comprendre qu'une partie minimale. Pour le reste des parties, une gestion commune doit être envisagée. L'Azerbaïdjan défend l'idée d'une division en cinq différents secteurs. Pour Bakou, l'idée du Condominium avancée par la Russie n'est pas aussi partagée comme l'estime Moscou. En plus de cela, s'il faut tenir compte de la pratique ancienne, la région caspienne a déjà été divisée. Le Turkménistan défendait au début la thèse de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan relative a la division en secteur. Mais en 1994 le Président Saparmurat Niyazov a proposé

²⁹²Alexandros Petersen, Taleh Ziyadov, "Azerbaijan and Georgia Playing Russian Roulette with Moscow" 2008, http://www.gabibn.com/IMG/pdf/Az5_Azerbaijan_and_Georgia_Playing_Russian_Roulette_with_Moscow.pdf

l'idée de développer une coopération internationale des compagnies qui s'occuperont des activités communes. Après il adopta la thèse proche de la Russie relative au contrôle commun des Etats riverains. L'Iran a en grande partie partagé le point de vue de la Russie en s'opposant sévèrement contre la division en secteur. Pour l'Iran l'accord de 1940 engageant les Etats riverains devraient être pris en considération. Cet accord prévoyait au-delà de 10 miles marins la gestion commune des Etats riverains.

Au niveau officiel, la Russie a depuis exigé que la Caspienne ne soit pas une mer d'après la Convention internationale de 1982 qui stipule que les mers sans débouché peuvent être partagées parmi les pays qui les bordent. Les bases des revendications actuelles remontent au Traité russo-persan du 26 février 1921 établi sur le principe du traitement égal de vaisseaux dans chacun des ports répété dans le Traité Soviétique-iranien du 25 mars 1940. Mais il faut souligner qu'on ne trouve rien sur l'utilisation du fond de la mer dans ces accords. Les travaux autour des nouveaux accords sur la mer Caspienne ont commencé à l'initiative de l'Iran dès février 1992. Cela a coïncidé en même temps avec l'effondrement de l'URSS. En automne 1993 la Russie posait encore les questions sur le statut de la Caspienne. Elle a proposé de limiter ses eaux territoriales par la zone de 10 miles marins.²⁹³

La politique étrangère de la Russie traverse une période de durcissement caractérisée par un partenariat avec l'Iran en vue d'augmenter l'efficacité de sa politique. Il est vrai que la Russie ne souhaite pas rester seule dans la région. Elle a compris que les relations étroites avec l'Iran pourront lui permettre d'être beaucoup plus efficace dans cette région de la mer caspienne. En Mars 1996, après sa visite à Moscou Ali Ekber Velayeti a exprimé que les deux pays les relations entre les deux pays sont meilleurs que jamais depuis 500 ans. Dans une interview en 1995 Hasim Ali Rafsanjani a souligné que le rapprochement entre la Russie et l'Iran vise à améliorer les relations et faciliter le vision commun régional de deux pays en Asie centrale et le

²⁹³Sergey Tixonov « Status Kaspiya ostaetsya prioritetom » (La statut du Caspienne reste la priorite) *Nezavisimaya gazeta*, 16,03,2001

Moyen-Orient surtout dans les dossiers comme celui du statut légal de la mer Caspienne.²⁹⁴

Après l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine la position de la Russie en matière de statut de la mer Caspienne a changé un peu. Elle est sortie de sa propre position pour la division en différents secteurs. En juillet 1998 un accord sur la démarcation des fonds a été conclu entre le Kazakhstan et la Russie. En juillet 2000, Victor Kalyuzhny, qui est l'envoyé de la Russie au sujet de la région Caspienne a fait une visite officielle à Bakou pour rencontrer le Président Aliyev et discuter du problème de Chirag et des champs de pétrole au large, dont les droits de propriété ont été réclamés tant par l'Azerbaïdjan que par le Turkménistan.²⁹⁵ En Mai 2003, un accord a été signé entre le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Ainsi, le secteur nord de la mer Caspienne et les frontières entre les trois pays liés à la baisse ont été déterminée. En même temps, l'utilisation conjointe des eaux de surface a été envisagée.²⁹⁶ Mais selon John Donaldson de l'université Durham “un consensus général a émergé dans lequel les cinq états se sont convenus qu'il fallait tenir une portion centrale de la Mer Caspienne en commun. Chaque Etat contrôlerait ce qui peut être appelé de zones 'nationales' ou 'côtières' s'étendant sur leurs rivages respectifs. La mesure de ces 'zones nationales' est devenue le thème central de discussion. La Russie recommande une zone nationale relativement étroite de peut-être 15 miles nautiques pendant que l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan tous les deux préféreraient les zones s'étendre jusqu'à 40 km. L'Iran maintient sa position que l'on devrait tenir la mer en commun, avec le lit marin divisé également”.²⁹⁷

Mais tous les Etats se sont convenus que dans le partage de la Caspienne un accord pourrait être atteint. En Mai 2003, la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont divisé 65% des lacs en trois parties : 16% à la Russie, 20% à l'Azerbaïdjan et 29 %

²⁹⁴ Svante E. Cornell, "Iran and The Caucasus", *Middle East Policy*, Cilt 5, Sayı 4, Ocak 1998, p.59–60

²⁹⁵ Yelena Kalyuzhnova et Amy Myers Jaffe, *op.cit.*, p.198-199

²⁹⁶ Musa Gasimov, “Rusya'nın Azerbaycan Politikası”, Ankara, *Avrasya yayınları*, 2005, p.261

²⁹⁷ John Donaldson, *Jane's Intelligence Review*, Vol 16, No.5, May 2004

http://jir.janes.com/docs/jir/search_results.jsp ; Ruth Winstone et Ross Young, “The Caspian Basin, energy reserves and potential conflicts” *Research Paper*, 05/24, 16 March 2005, <http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2005/RP05-024.pdf>

au Kazakhstan.²⁹⁸ Le partage au nord entre l'Iran et le Turkménistan n'est pas inclus dans l'accord. Il existe aussi des conflits entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. La raison pour laquelle le Turkménistan s'est opposé à l'Azerbaïdjan dans la question relative au statut légal de la mer Caspienne fut les lits Azéri, Kepez, Çırağ et Güneşli. Le fait que la division en secteur prévoyait que ces lits fassent partie de l'Azerbaïdjan a poussé le Turkménistan à ne pas donner son approbation. L'Iran de son côté a demandé à l'Azerbaïdjan de respecter l'approche des 10 miles. Voire même vers la fin des années 90 le passage de cette frontière par un avion azéri a provoqué un désaccord entre les deux pays.

La commission constituée des pays riverains de la mer Caspienne qui a été créée pour déterminer le statut de la région n'a pu se réunir que 15 fois jusqu'en 2004. Chaque réunion s'est tenue dans l'une des capitales des pays riverains. C'est le 26 et 27 octobre 2004 que ces pays se sont réunis pour la dernière fois à Moscou. Avant la réunion de Moscou, ces pays s'étaient réunis à Achgabat et avaient prévu de tenir la prochaine réunion à Téhéran. Entre le 20 et 22 juin 2007 les préparatifs pour la réunion ont eu lieu mais aucun résultat concret n'a pu être obtenu de ces réunions. Le 16 octobre 2007 une réunion s'est tenue au niveau ministériel, mais tout compte fait aucun résultat n'a pu être obtenu au sujet du statut. Vladimir Poutine dans un discours fait autour de ce sujet a souligné qu'il serait mieux pour les pays riverains d'agir ensemble au lieu de penser à diviser la mer. Quant à ce qui est du fond de la mer, la détermination du statut juridique n'est pas nécessaire pour son utilisation. Il a même pris pour exemple les accords signés avec l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Cette question n'est pas résolue jusqu'à ce jour.

²⁹⁸ Ruth Winstone , Ross Young , *Ibid.*, p.10

3.La politique de la Russie sur le transport des ressources énergétiques de la Mer Caspienne

Après la chute de l'Union soviétique la Russie a fait face à une carence de pétrole et de gaz naturel à cause de la perte de contrôle de la région de l'Asie centrale et du Caucase. Il est vrai qu'avec la découverte des nouveaux gisements et la volonté des nouveaux pays indépendants de transporter les ressources énergétiques vers le marché étranger, la Russie est restée malgré tout l'une des routes principales pour le TRANSNEFT. En d'autres termes, ce n'était seulement qu'à travers la Russie que le transport de l'énergie pouvait se faire parce que celle-ci était en possession d'une supériorité logistique.

a.L'oléoduc Bakou-Novorossiisk

L'oléoduc Baku-Novorossiysk date de la période de l'URSS. A l'époque de l'accord du siècle pendant qu'il était question de savoir par quelle route le pétrole atteindrait le monde, la Russie a eu à proposer cette route aux compagnies pétrolières de l'Azerbaïdjan. Le transport du pétrole de la mer Caspienne ne représentait pas seulement les intérêts économiques de la Russie mais beaucoup plus une importance politique. Parce que la Russie savait très bien que le pays qui est en mesure de contrôler le transport du pétrole de la région serait aussi en mesure de contrôler toute la région de l'Asie centrale et du Caucase. Le tout premier accord relatif à la ligne Novorossiysk a été signé le 18 janvier 1996 entre le Président azerbaïdjanais Haydar Aliyev et le Premier Ministre de la Russie Viktor Tchernomyrdine. Au mois de février 1996, avec la signature d'un accord commercial entre l'AIOC et la compagnie TRANSNEFT le projet a été confirmé. Selon l'envoyé spécial présidentiel, Victor Kalyuzhny, "la Russie pouvait commencer à fournir du gaz naturel à l'Azerbaïdjan et le pétrole en trop peut être utilisé pour charger l'oléoduc de Bakou-Novorossiysk".²⁹⁹

²⁹⁹ *Ibid.*

Le 11 juillet 1997 l'ancien Premier Ministre russe Boris Nemtsov, le Ministre de l'Energie de l'Azerbaïdjan et les compagnies pétrolières de la Tchétchénie ont signé différents accords. Ces accords ont servi de base à l'oléoduc Baku-Novorossisk. C'est en 1997 que la partie nord de l'oléoduc entre Bakou-Novorossisk est entrée en activité. D'une longueur de 1400 km, cet oléoduc avait la capacité de transporter 5 million de tonne de pétrole et cette capacité pouvait atteindre 17 million. Mais tous ces travaux nécessitaient un investissement de 600 million de dollars.³⁰⁰ L'oléoduc a été endommagé dans sa partie passant par la Tchétchénie pendant la guerre mais il a été réparé par la Russie. La responsabilité de gestion de l'oléoduc revient à la compagnie russe TRANSNEFT qui s'occupe en même temps du chargement du pétrole dans les bateaux à partir du port de Novorossisk. TRANSNEFT gagne une somme de 15.67 dollar par tonne. La Russie a construit un autre oléoduc au-dessus du Daghestan d'une longueur de 283 km afin d'éviter la Tchétchénie en reliant comprenait Bakou- Mohackale-Novorossisk.³⁰¹ L'oléoduc a, d'une certaine manière, augmenté l'hégémonie de la Russie sur le pétrole de la mer Caspienne. La ligne Bakou-Grozny-Novorossisk selon les investissements et les accords a une capacité de 5 million de tonnes et a fourni au marché international 2.5 million de tonnes du pétrole caspien.³⁰²

Même si l'Allemagne a soutenu l'établissement de cet oléoduc, les autres pays européens et les Etats-Unis ne l'ont pas soutenu. L'Allemagne a défendu l'oléoduc parce qu'il coûtait moins cher. Les Etats-Unis et l'Union européenne de leur côté évitaient que l'énergie soit le monopole de la Russie. D'autre part, il y a plusieurs raisons qui ont fait que cet oléoduc perde de son importance, comme le trafic énorme aux détroits turcs, Et la guerre de Tchétchénie qui mettait le parcours en danger.³⁰³

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ A. Necdet Pamir, "Avrasya Boru Hatları, Enerji Güvenliği ve Türkiye", *Jeopolitik Dergisi*, 10 Aralık 2001, p. 11-13.

³⁰² Nasib Nasibli, "Azerbaijan's geopolitics and oil pipeline issue", *Perception*, Journal of international affairs, Volume IV - Number 4, December 1999 – February 2000 <http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume4/December1999-February2000/nassibli.PDF>

³⁰³ Çağrı Kurşat Yüce, *op.cit*, p.326-327

En 2004 'Azerbaïdjan a été en mesure de transporter à travers Bakou-Novorossisk 2,6 million de pétrole mais l'oléoduc a perdu beaucoup d'importance aux yeux de l'Azerbaïdjan à cause du début des travaux de l'oléoduc BTC. En 2005, tandis que chaque tonne de pétrole transporté dans la ligne Baku-Novorossiysk valait 15.67 de dollar, le prix à payer pour la ligne Bakou-Ceyhan s'estimait à 2.98 dollar.³⁰⁴ L'augmentation du tarif Bakou-Novorossiysk a poussé l'AIOC à annoncer en 2006 qu'il ne fournirait plus le pétrole par cette voie. Cette déclaration a augmenté l'importance de la ligne BTC.

b.L'attitude de la Russie face à l'oléoduc BTC

L'oléoduc BTC a commencé à être pris en considération en Turquie dans les années 80 et est passé en action avec l'aide des Etats-Unis après l'effondrement de l'Union soviétique. Depuis le début des années 2000 jusqu'à ce jour la politique de Vladimir Poutine a consisté à faire de l'économie une cible importante en appliquant le concept de l'environnement proche pour la région du sud Caucase. Poutine a essayé de prendre le leadership du projet BTC en développant des relations économiques avec l'Azerbaïdjan. En même temps Kremlin a aussi essayé d'améliorer ses relations avec la Géorgie mais sans succès.

Le gaz de l'Azerbaïdjan n'attirait pas trop l'intérêt de la Russie. Martha Brill Olcott a souligné que "si la Russie résout le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, il pourrait s'intégrer dans l'industrie du gaz de l'Azerbaïdjan en s'assurant un plus grand contrôle sur l'énergie fournie à l'Europe. Cela ralentirait encore beaucoup plus le développement de nouveaux oléoducs de la Caspienne".³⁰⁵

D'après la Russie, l'intérêt américain dans la région a beaucoup augmenté depuis 2001. Vafa Gulizade a avancé que : "la Russie et l'administration de Poutine ont

³⁰⁴ Brenda Shaffer, "It's not about ancient hatreds. it's about current policies: islam and Stability in the Caucasus", *Caucasian Regional Studies*, volume 1&2, issue 5, 8 janvier 2005, http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/84/its_not_about_ancient_hatreds_its_about_current_policies.html

³⁰⁵ Martha Brill Bolcott "A New Direction for U.S. Policy in the Caspian Region", Washington DC, *Foreign policy*, Corneige endowment international peace, february 2009, p.2

pensé que l'équipe de Bush sera très agressive dans leurs efforts d'intensifier leur influence dans la région. C'est pourquoi les Russes essayaient d'anticiper de nouvelles tentatives".³⁰⁶

La Russie continue d'essayer d'isoler les projets BTC et BTE parce que ces deux projets lui ont porté un coup très dur. L'acheminement du pétrole de l'Azerbaïdjan vers le marché mondial est contre les intérêts économiques de la Russie. Il faut souligner que le pétrole de l'Azerbaïdjan, s'il faut tenir compte de sa qualité, dépasse celui de la Russie. Raison pour laquelle les Etats de la Méditerranée préfèrent beaucoup plus le pétrole azéri. Le choix de ces pays a poussé qui à s'opposer jusqu'à récemment au projet BTC. Cette opposition a fait que Vladimir Poutine ne puisse pas venir participer à l'ouverture de l'étape de Ceyhan bien qu'invité.³⁰⁷ Toutefois, malgré la ligne Bakou-Novorossiysk, la Russie considère qu'elle n'a plus d'autre choix que de rejoindre les projets BTC et CPC.³⁰⁸ La vérité est que la ligne Bakou-Supsa et l'oléoduc BTC n'ont pas seulement causé à la Russie des pertes économiques, elle est aussi synonyme de perré de contrôle de la région du Caucase. Raison pour laquelle la Russie manipule les groupes ethniques de la région afin d'utiliser son influence militaire et politique.³⁰⁹

En janvier 2002 le président de LUKOIL Vagit Alekperov a déclaré que la direction de la compagnie n'exclut pas la participation au projet de Bakou-Tbilissi-Ceyhan «à condition de la reconnaissance de son efficacité économique, ainsi que l'accord du gouvernement de la Fédération de Russie pour la participation de la compagnie».³¹⁰ Cependant la plupart des experts estimait que la décision définitive de la compagnie dépendait de la position du gouvernement russe, qui s'opposait à la construction d'oléoducs. La participation à ce projet serait impossible sans l'accord du leadership russe. Il est évident que la Russie ne souhaite pas contribuer au succès

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ Sergey Strokan: "Where Oil Flows", *Kommersant*, 14 Temmuz 2006

³⁰⁸ Sedat Laçiner, *op.cit.*, p.60

³⁰⁹ Расим Мусабеков, "Независимый Азербайджан: Нефть и Политика" (Rasim Musabekov, independent Azernaijan: pétrole et politique), *Tsentralnaya Aziya I Kavkaz*, 1998, http://ca-c.org/journal/cac01_1998/st09_musabekov_shtml

³¹⁰ *Ibid.*

du BTC. Le 15 avril LUKOIL a refusé d'investir dans le projet, sans faire beaucoup de commentaire sur la raison de cette décision. Malgré le refus de LUKOIL, le consortium BTC a déclaré que la construction commencera en mars 2003.

Il faut noter que la stabilité du couloir BTC dépendrait de la Russie. Mais la Russie n'était pas favorable au projet. Il le considérait comme un complot américain pour gagner le contrôle du Caucase et couper tous les liens entre Moscou et les anciens Etats soviétiques. Pour Moscou, la construction des infrastructures économiques par le Etats-Unis préviendrait les anciens Etats soviétiques à se réunifier avec la Russie. Moscou voit aussi BTC comme une voie d'affaiblir sa position comme le fournisseur important de pétrole aux marchés européens.³¹¹ Dans un article récent à *Asia Times*, John Helmer a qualifié le projet BTC d'un effort qui a comme objectif de "redessiner la géographie du Caucase sur une carte antirusse."³¹² Un autre problème que l'oléoduc BTC pose à la Russie concerne ses relations avec la Géorgie. Il est vrai que la Géorgie souffre de beaucoup de problèmes domestiques. Elle a été victime d'une guerre civile et souffre de la corruption. Mais peut-être que son problème le plus sérieux est la probabilité grandissante d'une guerre avec la Russie sur les deux territoires séparatistes d'Ossétie Sud et d'Abkhazie. Les Nouvelles de Moscou du 8 août en 2008 soulignent que : "si une guerre commence, cette guerre sera vécue entre la Géorgie et la Russie et non pas entre les Géorgiens et les Ossètes. ... Pour cela la population doit être préparée."³¹³ S'il arrive qu'à cause de la guerre le projet est endommagé, la Russie pourrait faire équipe aussi avec l'Iran dans un effort de promouvoir la route alternative vers le sud de la Caspienne dans le Golfe persique.

Si la Russie décide de saboter le projet, cela aura sûrement des implications sur ses relations avec les Etats-Unis. BTC est le pivot du déplacement de la politique d'énergie américaine en dehors du Moyen-Orient et c'est dans le meilleur intérêt de

³¹¹ Svante Cornell, Mamuka Tsereteli, *op.cit.*

³¹² "Baku-Tibilisi-Ceyhan pipeline: not yet finished and already threatened", *Institute for the Analysis of Global Security*, November 4 2004, <http://www.iags.org/n1104041.htm> consulté le 18 juin 2009

³¹³ *Ibid.*

l'Amérique. Le Secrétaire d'Energie Spencer Abraham a qualifié le projet d'«une des entreprises d'énergie les plus importantes du point de vue des Etats-Unis.»³¹⁴ Entretiens les Forces Spéciales américaines ont formé 1,500-2,000 soldats géorgiens "antiterroriste" conformément à un programme de \$64 millions lancé en mai 2002. En plus, les Etats-Unis ont fourni à l'armée géorgienne de nouveaux hélicoptères de combat et d'autres armes. Les 17 000 troupes militaires géorgiennes ont beaucoup de tâches rattachées à la défense du pays contre les ennemis externes tels que la Russie et l'Arménie, mais si les attaques contre la section géorgienne d'oléoduc BTC sont montées les militaires géorgiens devront endosser le rôle de protection de l'oléoduc.

D'autre part, sous la présidence de Vladimir Poutine, les compagnies d'énergie russes privées ont de plus en plus fait partie des contrôles publics. La Russie a démontré qu'il était clairement un joueur préminent dans la région Caspienne de la mer Noire. On se rappelle toujours du cas de Mikhail Khodorkovskii ancien chef de YUKOS.³¹⁵ La compagnie pétrolière publique ROSNEFT a repris les actifs de YUKOS et on s'attendait à ce que ROSNEFT acquiert aussi la propriété de la compagnie pétrolière privée LUKOIL en 2008.

Le géant du gaz GAZPROM est maintenant sous contrôle étatique à plus de 51 pour cent, son dirigeant est Alexeï Mille un allié proche de Poutine à Saint-Petersbourg. En 2005, GAZPROM a avancé dans le secteur de pétrole en obtenant un enjeu de plus de 70 pour cent de SIBNEFT, le cinquième producteur de pétrole le plus grand de la Russie. Les autorités de Moscou considèrent les compagnies d'énergie comme des instruments de la politique étrangère russe pour maintenir et développer l'influence de la Russie et la présence dans la région Caspienne. Cette liaison de plus en plus proche entre les entreprises d'énergie et les autorités publiques en Russie a

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ En octobre 2003, Khodorkovsky était arrêté à l'aéroport de Novosibirsk par le procureur du Bureau des Fraudes. Peu après le 31 octobre le gouvernement de Poutine a gelé les avoirs de Yukos à cause des impôts. Moscou a même envisagé de vendre les parts de Yukos en Décembre 2004.

des ramifications significatives sur les décisions concernant la sécurité d'énergie dans la région.

Avec la construction de Bakou – Tbilissi – Ceyhan la Fédération de Russie a perdu le monopole total de l'acheminement du pétrole de la côte occidentale de la Caspienne, mais son monopole sur le gaz et le pétrole de la côte orientale de la Caspienne a été maintenu. La domination russe en matière de gaz est mise en cause par la construction de la ligne de gaz de Bakou – Erzurum, qui est parallèle à l'oléoduc Bakou – Tbilissi – Ceyhan et livre le gaz du gisement le Shah-Deniz sur les marchés turcs. Au début on pensait à la ligne dénommée «le Flot Bleu», une construction qui permettrait de livrer à la Turquie près de 10 milliards de mètre cube du gaz par an. Dans ce contexte évidemment la stratégie de Moscou est basée sur l'amputation des itinéraires alternatifs non (russe) des livraisons du gaz à l'Europe. Ainsi, il est évident que Moscou utilise les possibilités dans la sphère énergétique comme l'outil de l'influence politique sur les pays qu'ils entourent et l'Europe.

En dépit du grand champ de gaz naturel de Shah Deniz, l'Azerbaïdjan est actuellement un net importateur de gaz naturel. L'Azerbaïdjan a produit 200 milliards de mètre cube du gaz naturel en 2003, pendant qu'elle a consommé environ 280 milliards de mètre cube. La majorité des importations de gaz naturel de l'Azerbaïdjan venait actuellement de la Russie. La compagnie russe, GAZPROM, a commencé à fournir du gaz à L'Azerbaïdjan au début de 2004 et cela a continué jusqu'à la fin de 2008. Les accords récents entre Ankara, Bakou et Tbilissi pour allouer plus de gaz naturel du projet de gaz de Shah Deniz de l'Azerbaïdjan à Tbilissi semblent avoir diminué le risque d'une crise énergétique en Géorgie. La tentative de GAZPROM d'élever les prix pour l'Azerbaïdjan a été perturbé aussi. Bakou a rejeté l'offre de Gazprom d'acheter son gaz pour 235\$ par m³ et a déclaré qu'il coupera des exportations de pétrole via Bakou-Novorossiysk.³¹⁶

³¹⁶ Ruth Winstone et Ross Young, *op.cit.*

L'Azerbaïdjan estime que les nouveaux oléoducs pourraient remplacer la source russe. Elle a annoncé aussi que l'émission de deux stations de TV russes en Azerbaïdjan serait arrêtée en juillet de 2007. Ces développements ont eu d'autres implications. D'abord, ils ont renforcé des relations azerbaïdjanais-géorgien. Dans ce cadre Saakashvili a qualifié Aliyev de héros. Mais plus profondément, cela a affecté efficacement les intérêts de la Russie dans le Caucase Sud. Reste à savoir à quel point les manœuvres économiques récentes de l'Azerbaïdjan provoqueront une détérioration à long terme dans les relations politiques traditionnellement chaudes entre Moscou et Bakou.

L'Union Européenne en réponse au "Flot Bleu" de la Russie a soutenu le projet NABUCCO. Il a été prévu que le gaz quittera la mer Caspienne pour le Caucase, et à partir de l' à atteindra la Turquie pour atteindre l'Autriche à travers la Bulgarie, l'Italie et la Hongrie. Ce projet a principalement été développé pour mettre fin au monopole de la Russie en matière de gaz.

Aujourd'hui de nouvelles suggestions et des points de vue sont étudiés pour la réalisation du programme NABUCCO. Selon *le Christian Science Monitor*, la Russie s'intéresse beaucoup au programme parce qu'elle veut aussi exporter son gaz. Selon le journal, cette alternative est plus pragmatique que celles suggérées auparavant. Rappelons que la Russie est reliée à avec la Turquie à travers le gazoduc "Flot Bleu" qui, cependant, ne fonctionne pas dans sa pleine puissance.³¹⁷ Si nécessaire, ce gazoduc sera rattaché au NABUCCO et le gaz russe coulera en Europe. Le 13 juillet 2009 pendant que les autres Etats signaient le projet Nabucco a Ankara, la Russie a encore choisi de rester en dehors de cette initiative. Pourtant, certains observateurs nourrissaient l'espoir que la Russie allait participer. Par contre, elle à apte pour le "Flot sud", sa réplique contre NABUCCO qui lui permettra de mener sa propre politique énergétique envers l'Ukraine sans antagonisme l'Europe.

³¹⁷ Armen Manvelyan, *op.cit.*

D.Position des autres acteurs Par concernant le transport du pétrole

1. La politique de l'Union Européenne de l'énergie

L'Union Européenne est un élément important candidat à l'achat des ressources énergétiques de la région Caspienne. Il faut souligner du point de vue énergétique la plupart des pays membres de l'Union européenne sont très dépendants de l'extérieur. D'ailleurs, s'il faut jeter un coup d'œil vers le processus de construction de l'Europe on remarque qu'il y avait parmi les plus grands objectifs de l'organisation l'utilisation effective des ressources très limitées.³¹⁸

La politique de l'Union européenne envers les Etats du Caucase du sud a débuté dans les années 1990 avec l'effondrement de l'Union soviétique. La région du Caucase intéresse les Européens parce qu'elle est un centre énergétique important. L'Union européenne donne aussi beaucoup d'importance aux travaux relatifs au transit de ce pétrole et du corridor énergétique qui relie l'Est et l'Ouest.³¹⁹ L'importance de ce corridor a été implicitement reconnue par le programme TRACECA de l'Union Européenne au milieu des années 1990.³²⁰ Malheureusement, l'UE n'a pas montré son soutien à cette initiative comme il le fallait. Il faut rappeler que la croissance économique et la stabilité relative du Caucase et de l'Asie Centrale pendant plusieurs années ont fourni de l'espoir de renouvellement de l'idée de développement de ce corridor de transport.³²¹

³¹⁸ Rovshen İbrahimov, "Avrupa Birliğinin Enerji politikası ve Bu politika açısından Hazar bölgesinde bulunan enerji kaynaklarının önemi" *Globalleşme prosesinde Qafqaz ve merkezi Asiya, iktisadi ve beynelhalq münasibetler II Beynelhalq kongresi*, 02-05 Mayıs 2007, p.994

³¹⁹ Svante E.Cornell, S. Frederick Starr, "The Caucasus: A Challenge for Europe" *Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program – A Joint Transatlantic Research and Policy Center*, Uppsala Sweden, June 2006, p.19-21

³²⁰ En mai 1993 les ministres de transport des trois pays du Sud Caucase et des cinq pays de l'Asie centrale se sont réunis à Bruxelles pour donner naissance au projet Transport Corridor Europe Caucases Asia-(TRACECA). Peu après les autres pays tels que la Mongolie, l'Ukraine, la Moldavie, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie ont rejoint le groupe. L'objectif principal du projet TRACECA était de créer un corridor d'énergie avec les fonds et sous la direction de l'Union Européenne.

³²¹ Cornell et Starr, *op.cit.*

D'un point de vue stratégique, il est possible de dire que l'Europe a un objectif modeste et tient à ce que le conflit de la région n'entrave pas l'écoulement du pétrole ; les pays de l'Union tiennent à ce qu'aucun Etat régional ne puisse avoir un énorme monopole sur le pétrole. Leur désir est de voir les compagnies américaines et de l'Ouest détenir les profits. Les pays de l'UE importent 50 % des ressources énergétiques consommées et importeront 70 % vers 2030.³²² Par conséquent, la dépendance énergétique de l'UE est une question très importante.

Beaucoup de compagnies européennes sont impliquées dans la région de la Caspienne, en incluant BP, SHELL, TOTALFINAELF, STATOIL et d'autres, mais les gouvernements européens et l'UE n'ont pas encore vu l'intérêt de collaborer activement avec les compagnies et les gouvernements pour promouvoir les objectifs de ces compagnies. Pendant que les États-Unis ont poursuivi des objectifs spécifiques dans la région Caspienne, l'Europe a pris une approche plus généralisée et diffusée. Par exemple, au printemps 1999, après le lancement en Géorgie du premier oléoduc Bakou-Supsa, l'UE et la Géorgie célébraient simultanément l'établissement d'un lien de chemin de fer à travers la Mer Noire, dans le cadre du Programme TRACECA de l'UE pour créer un corridor de transport de l'Asie Centrale et du Caucase en Europe. Certainement ce lien est utile et doit être applaudi mais en même temps aucune accentuation n'était donnée aux liens d'énergie.³²³ Le Programme INOGATE apparenté, qui représente le transport de gaz et pétrole en Europe, a été nettement infructueux.

La position du Caucase du sud le rend un carrefour important potentiel pour le commerce. Comme une pierre angulaire de la Route de Soie ancienne il a des liens inestimables avec les pays de Mer Noire à l'ouest, la Russie au nord, la Chine à l'est et la Turquie, l'Iran, le Pakistan et l'Inde au sud. C'est plus proche géographiquement

³²² Марсел Де Хасс "Современная геостратегия Запада на Южном Кавказе" *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, (Marsel de Xass "La politique moderne de l'Oest sur le Caucase du sud") 09.02.2007 <http://nvo.ng.ru/printed/7144>

³²³ Richard L. Morningstar "The New Great Game? Opportunities for Transatlantic Cooperation in the Caspian Region", *Bertelsmann-Stiftung, Transatlantic Thinkers*, 2007, http://www.stonebridge-international.com/pdf/Flyer_morningstar_7_qxd1.pdf

à une Union élargie comme il borde certains des nouveaux Etats membres. Mais en même temps, la diversité de la culture de la région et de la tradition a contribué aux disputes territoriales et ethniques complexes. La stabilité dans cette région sensible est essentielle pour développer son potentiel, en particulier ses ressources de pétrole et du gaz. Aucun développement économique ne peut survenir sans stabilité politique; mais le revers est aussi vrai : sans la stabilité politique il ne peut avoir de développement économique.³²⁴La construction du pipeline BTC était un obstacle dans le développement de la région et spécifiquement dans le branchement de cela, tant dans les faits que psychologiquement, avec l'économie de l'Europe et la sécurité.³²⁵ Dans un environnement de demande augmentant pour l'énergie avec la croissance diminuant dans la production pétrolière, l'oléoduc BTC apporte des ressources d'énergie très nécessaires à l'Europe à une époque critique. Juste au moment où l'Europe se réveille aux risques impliqués dans sa dépendance d'énergie envers la Russie, cela rend le Caucase de plus en plus important pour l'économie et la sécurité globale d'énergie et spécifiquement essentiel pour l'Europe.

Finalement, l'achèvement de l'oléoduc BTC et la finalisation de l'oléoduc CPC changent les réalités des systèmes de transport de la région. S'il y a quelques années, le raccordement des ressources d'énergie d'Asie Centrale avec l'Europe a semblé utopique, l'achèvement de BTC et de CPC rend cette perspective complètement réaliste. Les réseaux de transport d'énergie qui communiquent avec l'Europe sont disponibles maintenant sur la côte Ouest de la Caspienne, devenant une option réelle pour les producteurs à l'Est de la Caspienne, en incluant le pétrole du Kazakhstan et le gaz naturel du Turkménistan.

La sécurité d'énergie à long terme de l'Europe serait bien servie par la construction d'oléoducs Trans-Caspiens fournissant des ressources provenant d'Asie Centrale en

³²⁴ Svante E. Cornell, S. Frederick Starr, *op.cit.*, p.19

³²⁵ *Ibid.* p.20-21

Europe par le Caucase Sud. La région n'est pas seulement une région qui produit, mais potentiellement aussi une région de transit de l'énergie pour l'Ouest.³²⁶

Il est évident que l'entrée potentielle de gaz naturel Caspien en Europe par le Caucase Sud et la Turquie aiderait l'Europe à diversifier ses réserves d'énergie et réduire la dépendance au Gazprom, soumis au monopole étatique russe. Le développement des pipelines direct dans la région Caspienne complétera tout à fait des réformes importantes planifiées dans le secteur du gaz européen, en visant la création d'un marché concurrentiel multiples avec l'objectif de créer différentes routes de livraison. Le résultat est le développement de routes alternatives, qui rend la Russie à tour de rôle nerveuse et méfiante.

Le pétrole produit à la suite "du contrat du siècle" est maintenant transporté par l'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan, un projet mené par la BP, dans la Méditerranée. Ce projet décrit par certains comme "une utopie" au cours des années 1990, BTC est un élément essentiel de l'infrastructure régionale et un succès politique de l'Ouest. La Russie avec l'Iran augmentant brusquement leur pression dans les politiques régionales, la présence actuelle des Etats-Unis ou de l'UE est cependant insuffisante pour équilibrer les pressions sur les pays régionaux.

L'intérêt formel de l'Europe pour les ressources d'énergie de la région date de 1995 avec la création du Transport de Pétrole et du Gaz entre Etats au programme d'Europe (INOGATE), Cette initiative d'UE (actuellement avec 21 pays membres) a été conçue pour promouvoir la construction de systèmes de pipeline régionaux pour faciliter le transport de pétrole et de gaz en Europe. Cela a été suivi par une autre proposition d'UE, "l'Initiative de Bakou," qui a été lancé en novembre de 2004 avec la participation de la Commission européenne et la Mer Noire et les états littoraux Caspiens. L'Initiative de Bakou a été conçue pour faciliter l'intégration progressive des marchés de l'énergie de la région dans le marché d'UE aussi bien que le transport des ressources de pétrole et du gaz Caspiennes étendues vers l'Europe.

³²⁶ *Ibid.*

De 1991 à 2004 l'UE souhaitait que plus d'un milliard d'euros soient d'assistance aux pays de Caucase du Sud distribuables par une variété de programmes. Plus précisément, ceux-ci ont été des programmes d'assistance bilatéraux et régionaux tels que l'Assistance Technique au CÎS (TACÎS), le pétrole de Interstade et le Transport du Gaz en Europe (ÎNOGATE) et Corridor de Transport pour l'Europe, Caucase et l'Asie (TRACECA). En effet l'UE est le plus grand pourvoyeur d'assistance technique à ces petits Etats conformément au programme TACÎS.³²⁷

Un autre projet important est le programme TRACECA soutenu par l'UE, qui correspond à la stratégie globale de l'UE vers les pays nouvellement émergés en soutenant l'indépendance politique et économique ainsi que leur capacité d'accéder aux marchés européens par les routes de transport alternatives.

Les États-Unis et l'Europe peuvent coopérer de la manière suivante:

- Ouvrir la porte au niveau officiel à un dialogue entre Washington et Bruxelles au sujet de la région Caspienne ;
- Développer une politique proche dans les discussions entre les pays riverains ;
- Continuer de voir la Turquie comme un pont important de transport ;
- Ne pas rompre les relations avec la Russie en matière énergétique, parce que la Russie est une puissance importante de la région. L'ancien Ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov a déclaré en 1999 que : "Nous vous connaissons et nous n'aimons pas ce que vous faites!".³²⁸ Ces paroles ont été prononcées contre les efforts d'exclusion de la Russie.
- Soutenir les efforts relatifs à la sécurité des ressources énergétiques.
- Soutenir aussi les efforts de démocratisation complète de la région.³²⁹

³²⁷ Elkhan Nuriyev, "EU policy in south Caucasus" *Centre For European Policy Studies (CEPS) Working Document* No. 272/July 2007, p.2-18

³²⁸ *Ibid.*, p.10-22

³²⁹ Richard L. Morningstar, *op.cit.*, p.4

La coopération UE-Etats-Unis prédomine, parce que les deux acteurs s'efforcent à protéger la coopération avec quelques pays importants et des itinéraires alternatifs pour l'énergie importée en Europe. Ils évitent les affrontements avec les régimes (non démocratiques) locaux, en cherchant des partisans ad hoc et s'efforcent de ne pas mettre leur image en danger.

Actuellement, trois voies d'énergie visent à réduire la dépendance de la région envers la Russie :

1. Le Caspien Pipeline Consortium (CPC), projet qui raccorde les réserves de pétrole de la région Caspienne du Kazakhstan avec le port de la Mer Noire de la Russie de Novorossiysk. Le pétrole chargé à Novorossiysk est transportés par le bateau-citerne aux marchés mondiaux via les Détroits turcs.
2. L'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan, qui s'est ouvert en juillet de 2006, exporte du pétrole de l'Azerbaïdjan et jusqu'à 600 000 barils pour an du Kazakhstan le long d'une route de 1040 km de Bakou, via la Géorgie au port méditerranéen turc de Ceyhan. Cela permet au pétrole d'éviter les Détroits tout le trafic maritime est surcharge.
3. Le Pipeline de Gaz de Caucase Sud (SCGP), une nouvelle entreprise de pipeline du gaz accompli en décembre 2006, est parallèle à l'oléoduc BTC pour la plupart de sa route avant de se raccorder à l'infrastructure d'énergie turque et sur l'Europe via un pipeline de transit par la Grèce.³³⁰

La côte Ouest, en Azerbaïdjan, est de plus en plus reliée aux marchés européens. L'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan et le pipeline de Gaz de Caucase Sud, ont constitué un pas crucial attachant le rivage de l'Ouest de la Caspienne avec l'infrastructure d'énergie européenne. Et pendant que les ressources de l'Azerbaïdjan sont substantielles, la Caspienne jouera seulement un rôle clé dans la diversification européenne de réserves si sa cote Est aussi raccordée en Europe. Pour y arriver, deux

³³⁰ Svante E. Cornell, "Trans-Caspian Pipelines and Europe's Energy Security", *Europe's Energy Security*, <http://www.isdp.eu/files/publications/books/0802energysecurity-10-Cornell.pdf> consulté le 17 février 2009

projets importants devront être accomplis. Un premier assurant la connexion entre la Turquie et la grille du gaz européen : Nabucco. Pour le pétrole, le pipeline BTC en livre déjà au port turc de Ceyhan, avec le transport commode par le bateau-citerne aux raffineries italiennes. Tant pour le gaz que pour le pétrole, cependant, les connexions d'énergie sur la Mer Caspienne sont nécessaires, en reliant le Kazakhstan et le Turkménistan avec le BTC et les pipelines CPC en Europe.³³¹

Les autres lignes qui transporteront le gaz du bassin Shah Deniz de l'Azerbaïdjan en Europe via la Turquie et la Géorgie sont également prévues en Europe. La ligne Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) répond à 45 % du besoin du gaz européen et met mal à l'aise la Russie. En 2005, l'Union européenne après une sérieuse crise énergétique avec la Russie a décidé de développer et de soutenir le projet Nabucco entre la Turquie et l'Autriche afin de diminuer sa dépendance envers la Russie. En matière de sécurité énergétique l'intérêt de l'UE envers l'Azerbaïdjan a beaucoup augmenté. Le 7 novembre 2006 le président Ilham Aliyev a visité Bruxelles et a signé un mémorandum pour assurer la coopération sur la sécurité énergétique avec le Président de la Commission José Manuel Barroso. Cet accord a complètement réduit les espoirs de la Russie de maintien du monopole énergétique dans la région. Pour l'Azerbaïdjan, cette coopération est une opportunité importante pour la stratégie d'intégration.³³² Lorsqu'on jette un coup d'œil au contenu on comprend que ce qui attire l'Europe n'est pas seulement les ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan mais aussi sa position importante en tant que route de transit vers l'Asie centrale. Le Ministre de l'industrie et de l'énergie de l'Azerbaïdjan Natig Aliyev a souligné que : « l'objectif principal est d'assurer au sein de l'Europe l'utilisation du gaz de l'Azerbaïdjan ».³³³

Le 13 juillet 2009, le projet de Nabucco a été signé à Ankara et l'Union Européenne a été représenté par le Président de la Commission José Manuel Barroso et le

³³¹ *Ibid.*

³³² Cavid Veliev, "Azerbaycan'ın Enerji Atagı", *Cumhuriyet Strateji*, Sayı: 126, 27 Kasım 2006, <http://www.azsam.org/modules.php?name=News&file=print&sid=165> consulté le 2 septembre 2009

³³³ *Ibid.*

Commissaire en matière d'énergie Andris Piebalgs. La signature par l'Union Européenne de ce projet montre que la dépendance des pays européens envers la Russie diminuera. D'après Barosso, ce projet était très important parce que non seulement il multiplie les routes énergétiques mais aussi il représente une garantie pour l'Europe. Pour lui, l'Union Européenne tentera de peser de tout son poids pour que ce projet se concrétise le plus vite possible. Il s'est ensuite félicité du rôle joué par la Commission avant d'encourager la Turquie de continuer sur la voie de la solidarité et de l'interdépendance avec les Etats de l'Union Européenne.³³⁴ Il faut aussi souligner que l'Azerbaïdjan et les compagnies de l'Irak souhaitent faire partie de ce projet. Il se peut donc que le gaz provienne à la fois de l'Asie centrale et de la région caspienne.

La région Caspienne continuera à être une source importante de production d'énergie pour l'avenir, surtout si les estimations de ses réserves, particulièrement ses réserves du gaz, sont exactes. Ainsi, la région peut contribuer à la diversification du pétrole et du gaz fournis à l'Europe, et ajoutera un plus à la sécurité d'énergie de l'Europe, à condition que les circonstances politiques-et surtout l'attitude de la Russie-le permettent.

2.La politique de la Turquie sur l'énergie

La Turquie est située dans une zone de conflit et en position géopolitique importante en ce qui concerne l'énergie. En d'autres termes, sur les réserves prouvées de gaz naturel dans le monde (111,88 trillions de m³) 71,8 %, sur les réserves prouvées de pétrole (762,7 millions de barils) 72,7 % se trouvent dans l'environnement qui se trouve sur autour de la Turquie.³³⁵ L'existence de toutes ces réserves de gaz et de pétrole à proximité a toujours fait de la Turquie un acteur géopolitique important.

³³⁴«President Barroso welcomes the signature of the Nabucco intergovernmental agreement» 13/07/2009, <http://www.europeanenergyforum.eu/> consulté le 7 septembre 2009

³³⁵«Türkiye'nin Enerji satrancı» Stratejik Araştırmalar Enstitüsü, Ekim 2007, http://www.turksae.com/sql_file/337.pdf

Les réserves et la question de sécurité énergétique pour l'acheminement vers le marché font de la Turquie un transit sans alternative³³⁶

Le Président Aliyev a soutenu à partir de 1993 l'idée qui défendait que l'oléoduc puisse passer par la Turquie. En 1994, La Turquie à travers la société TPAO s'est octroyé une part de 6,75 % de l'accord du siècle. L'Azerbaïdjan a appuyé la route passant par la Turquie pour deux raisons principales : exclure la Russie et éviter les dangers que présentent d'autres routes. Le Premier ministre de l'époque Tansu Ciller avait mis l'accent sur le fait que son pays exprimait son fort soutien en faveur de l'option géorgien-turc pendant une visite à Bakou en été 1995. Plus tard les autorités turques ont proposé un plan la même année pour établir la structure tarifaire attrayante financièrement. Ankara a même proposé de garantir l'achat de presque 100,000 barils par an pour son marché domestique.

En 1997 après l'ouverture de la ligne Bakou-Novorossisk la Turquie a fourni des efforts pour que se réalise aussi la ligne Bakou-Ceyhan. Parce que l'existence d'une telle ligne au nord mettait mal à l'aise la Turquie. L'autre inquiétude pour Ankara était le fait que ce le trafic allait polluer le Bosphore. Ces inquiétudes ont poussé la Turquie à soutenir d'abord l'idée de la ligne Bakou-Supsa avant celle de Bakou-Ceyhan. En réalité la route Bakou-Supsa était très profitable économiquement mais sa capacité l'empêchait d'être l'oléoduc principal.

En mai 1997, la Turquie et l'Azerbaïdjan ont signé un accord de coopération stratégique qui notait que les bateaux qui quittent Bakou atteindront le port de Ceyhan à travers la Mer Méditerranée. Le président Haydar Aliyev a déclaré que : "j'étais toujours du côté de la Turquie et, donc, il est mieux que l'oléoduc aille via le territoire turc".³³⁷

Les champs azerbaïdjanais sont dirigés par l'AIOC, un consortium international mené par BP et des compagnies d'énergies américaines. BOTAŞ a eu un monopole

³³⁶ *Ibid.* p.2-3

³³⁷ Hoshand Amirahmadi, *The Caspian region as a Crossroad*, London, Palgrave, 2006, p.187

sur le transport et le marketing de pétrole et de gaz en Turquie, mais la législation pour libéraliser le marché du gaz turc devait être statuée en 2001. Les autorités de BOTAŞ soulignaient à plusieurs reprises que la Turquie ne dépendra pas de la Russie pour 60 % de ses importations du gaz.³³⁸

M. Terry Adams, le président du Consortium a déclaré que Ceyhan était le port le plus convenable pour le pétrole principal azéri. Sa défense portait sur les dangers de traverser le Bosphore et la pollution que les autres lignes pouvaient créer. Il a donc souligné qu'il comprenait bien les inquiétudes turques sur les Détroits. Le Ministre des Affaires étrangères Ismail Cem était plus explicite dans un discours au mois d'octobre 1998 sur le transport du pétrole par les Détroits turcs : " Nous prévenons ceux qui contemplant un tel calcul qu'ils feront face aux difficultés sérieuses de transporter pas les chargements de pétrole seulement existants, mais aussi futurs par les Détroits turcs commençant en 1999. À cette fin, la Turquie commencera à exécuter tous les moyens possibles permis par droit international aussi bien que sa propre législation. Je suggérerais que les compagnies qui sont dans une position pour transporter leur pétrole de la Caspienne via l'oléoduc de Bakou-Ceyhan ou par la Mer Noire et les Détroits turcs, de prendre les faits susmentionnés en considération. La Turquie a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger le système écologique aussi bien que l'environnement historique et culturel des Détroits turcs."³³⁹ Tous ces plans ont été avancés pour établir une nouvelle génération d'infrastructure d'énergie dans le Corridor du Sud qui aidera l'Europe à diversifier ses réserves d'énergie en comptant sur l'Azerbaïdjan et l'énergie Caspienne plus généralement finalement, livré via la Turquie.

Strobe Talbott, Secrétaire d'Etat adjoint américain, était clair très sur l'attitude de Washington à l'égard de la politique d'énergie Caspienne : "Cette administration reste engagée à l'Initiative du bassin de la Mer Caspienne et à l'idée de développer des routes de transport multiples pour apporter du pétrole et du gaz aux marchés

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ *Ibid.*

mondiaux. Permettez-moi d'accentuer dans les plus forts termes que nos plans et notre politique continuent à présenter la perspective pour un oléoduc s'étendant de Bakou à Ceyhan. Nous continuerons de défendre ce pipeline pendant que les négociations commerciales entre les compagnies et les Etats transit avanceront »³⁴⁰

En mai de l'année 1999, le Ministre d'Énergie turc Ziya Aktash a annoncé dans une réunion de Projet d'Énergie Caspienne et a proclamé, qu'«en tant que pont naturel entre l'Europe et l'Asie partout dans l'histoire, la Turquie cherche à devenir un pont d'énergie de l'avenir entre l'Est et l'Ouest. Basé sur les faits du plus large rôle de la Turquie dans la Mer Noire et l'Asie Centrale, la Turquie restera un participant important à un des plus grands projets de développement d'énergie du monde.»³⁴¹ Le rôle de la Turquie au sein de la l'Union européenne en développement depuis 1994, a été soutenu avec enthousiasme par les États-Unis. Tant les administrations Bush que Clinton ont vu l'UE comme essentielle dans l'exploitation et le transport des ressources de pétrole et du gaz de la région aux marchés mondiaux et dans le renforcement du rapport économique entre la Turquie et les producteurs de pétrole et du gaz caspiens.³⁴²

En 2001 l'AIOC devait décider encore si un oléoduc d'exportation principal était nécessaire pour transporter du pétrole de leurs champs. Les gouvernements turcs et américains ont fait pression vigoureusement pour le pipeline de Bakou-Ceyhan raccordant la Mer Caspienne avec la Méditerranée turque. Dans un changement de la politique en octobre BP a déclaré que Bakou - Ceyhan était un "projet stratégique "qui pourrait livrer du pétrole en Europe. En novembre 1999 l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont conclu quatre accords intergouvernementaux qui ont fourni le cadre juridique nécessaire à Bakou-Ceyhan. Un groupe de sponsor composé de huit compagnies – en incluant TPAO a été formé en octobre 2000 pour entreprendre une étude de construction mécanique fondamentale sur la faisabilité de Bakou-

³⁴⁰ Brent Sasley, *op.cit.*, p.33

³⁴¹ Bulent Aliriza "Turkey's Caspian Energy...", *op.cit.*

³⁴² *Ibid.*

Ceyhan comme oléoduc d'exportation principal.³⁴³ Cependant, non convaincu de l'attraction commerciale de Bakou-Ceyhan, LUKOIL et EXXONMOBIL, tous deux membres d'AIOS, ont décliné de participer au groupe.

La Turquie s'intéressait à fournir à la Géorgie l'entraînement militaire, l'équipement et les systèmes de surveillance pour fournir la sécurité au pipeline Bakou-Ceyhan. Étant donné l'intérêt augmenté de la Turquie pour la sécurité de la Géorgie et aussi l'Azerbaïdjan, face à la possibilité d'une Russie prête à réaffirmer le contrôle dans la région Caspienne, les gouvernements turcs et américains ont continué à percevoir Bakou-Ceyhan comme un projet impliquant des enjeux hautement géopolitiques.

Pour la Turquie, avec ses relations commerciales significatives en Russie en incluant le gazoduc du Flot Bleu, BTC est l'une des raisons pour reconsidérer sa vocation de l'Est. Cette fois, la vocation de l'est n'est pas une alternative à sa vocation de l'Ouest, mais un enrichissement de sa connexion européenne.³⁴⁴ L'importance stratégique de la Turquie serait améliorée si le gaz caspien était transporté aux marchés européens via la Turquie.

La Turquie pourrait importer du gaz de Shah Deniz et ce gaz pourrait aussi être livré en Europe via la Turquie. En 2001, après la découverte de gaz naturel dans les champs de Shah Deniz, la Turquie et l'Azerbaïdjan ont signé des accords dans lesquels la Turquie a promis d'importer initialement 2 milliards de mètres cubes de gaz de Shah Deniz en 2004 et finalement 6.6 milliards du baril par an. Le gaz serait livré le long d'un gazoduc parallèle à l'oléoduc de Bakou-Ceyhan.

En juin 2000 le STATOÏL – compagnie pétrolière norvégienne et membre du consortium développant Shah Deniz ont présenté un plan à l'Azerbaïdjan pour fournir à la Turquie 16 à 30 milliards de mètres cubes du baril par an et à l'Europe du

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ Svant Cornell, "The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline: Oil Window to the West," Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, Uppsala University, Uppsala, 2005, http://www.silkroadstudies.org/BTC_0.pdf

sud- 10-20 milliards de mètre cubes du baril par an de plus pendant 20 années. En novembre 2000 de STATOIL a annoncé qu'il formerait une coentreprise avec les compagnies turques pour vendre du gaz azerbaïdjanais en Turquie après la libéralisation du marché de gaz naturel turc. D'énormes dépôts du gaz au champ de Shah Deniz ont incité le BP et STATOIL à moderniser leur stratégie fondamentale vers le projet de BTC.³⁴⁵ La perspective d'exporter du gaz en Turquie a donné à ces compagnies un fort stimulant de soutenir BTC, depuis que le pipeline de Shah Deniz étant parallèle au BTC pourrait avoir réduit les prix. TPAO avait une part de 9 % pour dans le projet de Shah Deniz.

La Turquie a essayé de diversifier ses sources d'énergie loin de la Russie, qui fournit deux tiers du gaz naturel du pays, mais l'accomplissement de ce but a été difficile.³⁴⁶ La société Etatique de pétrole BOTAS de Turquie fait partie d'un consortium mené par le Groupe OMV de l'Autriche qui construit le pipeline Nabucco, qui porterait du gaz de l'Asie Caspienne et Centrale en évitant la Russie. Moscou a répondu au BTC en élevant le prix du pétrole qu'il vendait à l'Azerbaïdjan, qui compte sur la Russie pour presque toutes ses réserves. Le mouvement russe a forcé l'Azerbaïdjan à utiliser plus de son propre gaz.³⁴⁷

En 2008, "le Flot Bleu" a été lancée comme une alternative au projet Nabucco. Mais ce projet aussi a échoué puisque l'accord de Nabucco a été conclu en juillet 2009. Le but de la Russie était de mettre la Turquie de côté. Jusqu'en 2012 avec la fin de tous les projets mentionnés la quantité de pétrole qui passera par la Turquie pour le marché atteindra 6 à 7 % par an du pétrole.³⁴⁸ Cette situation transformera Ceyhan en un centre important de distribution.

³⁴⁵ Larrabee and Lesser, *op. cit.*, p. 109.

³⁴⁶ Yelena Kalyuzhnova, Amy Myers Jaffe, *op. cit.*, p. 145

³⁴⁷ Donald N. Jensen, "Turkey's Energy Ambitions clash with Russian succession politics" http://www.esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_id_96.pdf consulté 11 août 2009

³⁴⁸ "Türkiye'nin Enerji Stratejisi" Enerji, Su ve Çevre İşleri Genel Müdür Yardımcılığı, Ocak 2009, [http://www.mfa.gov.tr/data/DISPOLITIKA/EnerjiPolitikasi/T%C3%BCrkiye%27nin%20Enerji%20Stratejisi%20\(Ocak%202009\).pdf](http://www.mfa.gov.tr/data/DISPOLITIKA/EnerjiPolitikasi/T%C3%BCrkiye%27nin%20Enerji%20Stratejisi%20(Ocak%202009).pdf)

Ce qui explique les derniers développements en matière d'énergie entre la Russie, de plus en plus soucieuse de garder ses avantages, et la Turquie, nouveau « hub » énergétique de la région, ce que s'attendent les EU depuis le début.

3.L'Iran et l'énergie

L'Iran est un Etat du littoral Caspien producteur de pétrole et deuxième grand exportateur des pays de l'OPEEC. Il possède les deuxièmes grandes réserves du gaz mondial avec 9 % du pétrole et 15 % du gaz. Riche en ressources d'énergie, l'Iran représente une route potentielle pour le transfert des ressources d'énergie du Golfe persique et de la Mer Caspienne. Néanmoins, le gouvernement américain a refusé l'idée de transporter du pétrole et du gaz à travers l'Iran, à cause de la différence des intérêts des compagnies d'énergie de l'Ouest.³⁴⁹ Une autre raison est la longue crise politique entre Washington et Téhéran qui date depuis 1999.

Il y a beaucoup de problèmes dans la région entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Parmi ces problèmes on peut citer les tensions concernant le statut juridique de la mer Caspienne et celles liées aux oléoducs. Il faut souligner que les projets des pipelines lancés par l'Iran ne sont pas soutenus par les compagnies pétrolières occidentales.

Jusqu'au début des années 1990 il n'y a pas eu de problèmes entre l'Azerbaïdjan et l'Iran autour de la division de la région Caspienne. Entre 1992 et 1993 la Russie a utilisé le statut de la région caspienne comme un outil de pression contre l'Azerbaïdjan. En 1992, l'Iran a proposé la création d'une zone économique libre dans la région. Cette proposition a coïncidé avec la création de l'Organisation de la coopération des pays de la Mer Caspienne. Les pays membres de cette organisation étaient l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, le Kazakhstan et la Russie. La présidence de cette organisation se trouvait à Téhéran.³⁵⁰ Au début cette organisation s'était fixé comme objectif la protection de l'environnement, la pêche, la protection de la mer et

³⁴⁹ Syuzanna Vasilyan, *op.cit.*

³⁵⁰ Bülent Aras, "Iranian Policy Toward Caspian Sea Basin", *Mediterranean Quarterly*, 1998, p.69-70

la production du gaz et du pétrole. C'est à travers cette organisation que l'Iran a pensé créer une organisation internationale de production et d'exportation du gaz.³⁵¹ Il faut noter que la participation de l'Iran a permis au pays d'accroître son influence dans la région.

La politique régionale de l'Iran peut se résumer de la manière suivante:

- L'établissement d'une certaine compatibilité entre la politique intérieure et extérieure ; le Ministère des Affaires étrangères n'est pas le seul corps de prise de décision de la politique étrangère, mais il est seul corps de l'exécution. Les décisions de la politique étrangères doivent être soutenues aussi de l'intérieur ;
- Faire face à l'initiative de la politique américaine "d'Endiguement Double" et des sanctions imposées.³⁵²
- Transformer la rivalité régionale en coopération, dans la mesure du possible et faire promouvoir l'option iranienne.³⁵³

En ce qui concerne le statut juridique de la Caspienne, L'Iran défend l'idée d'une égalité entre toutes les parties des pays côtiers avec une part de 20 % chacune. Le Ministre des affaires étrangères Iranien Manucher Mottaki a souligné que "peu importe l'accord sur le régime juridique de la mer Caspienne, il doit être fondé sur les accords précédents conclus entre l'Iran et l'ancienne Union Soviétique".³⁵⁴

³⁵¹ Manouchehr Moradi, "Caspian pipeline politics and Iran-EU relations", *Unisci Discussion Papers*, N° 10, January 2006, p.173-174

³⁵² Le 18 mai 1993, Martin Indyk, membre à l'époque du Conseil de Sécurité nationale américain a présenté une théorie qu'il l'appelé "l'Endiguement Double." Les racines théoriques pour cette nouvelle idée est retourné à la théorie "d'Endiguement soviétique," formulé par le diplomate américain célèbre, George Kennan, en 1946. L'objectif d'Endiguement Double, qui a tourné bientôt pour être la politique officielle américaine en grande partie avait pour objectif de limiter l'Iran et l'Iraq, deux fortes menaces aux intérêts américains et israéliens dans la région. L'Endiguement Double a été suivi par un ensemble de sanctions, imposées tant sur l'Iran que sur l'Iraq. Depuis les sanctions, l'opposition américaine à n'importe quelle option de transit iranienne a toujours été une barrière importante aux efforts iraniens lors du fait d'attirer des investisseurs pétroliers internationaux.

³⁵³ Shahriar Hendi, "Iran's foreign policy & energy transit opportunities in the Caspian region" http://www.iies.org/OLD_Site/english/training-conf/conference/conf98-paper/pdf/hendi.pdf consulté le 21 mars 2009

³⁵⁴ "Энергические интересы Ирана в Каспийском регионе", (L'intérêt énergétique de l'Iran dans la région de la Caspienne") <http://www.mfa.gov.ir/cms/cms/Tehran/en/index.html> consulté le 24 janvier 2009

D'un point de vue juridique les thèses de l'Iran ne sont pas très solides. Parce qu'en 1991 qui avait abandonné jusqu'à 10 miles marins de sa côte à l'Union soviétique. Aujourd'hui l'Iran n'autorise pas l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à faire sortir le pétrole dans la côte près de la sienne. Mais le même Iran n'empêchait pas Bakou de faire sortir le pétrole au même endroit à l'époque soviétique. Il est possible de dire que de facto l'Iran a laissé cet endroit. Ce qui a fait que toute l'autorité sur cet endroit est passée entre les mains de Moscou.

En 1994 lorsque les compagnies occidentales et l'Azerbaïdjan ont signé les accords, au début 5 % dans tous les accords ont été donnés à l'Iran. Mais en Avril 1995 cette part a été retiré de l'Iran pour la compagnie Américaine Exxon et une compagnie turque. Ce retrait a été le début des tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Haydar Aliyev a compris l'obligation de maintenir les relations et décidé d'accorder en 1995 une part de 10 % dans le domain du Shah Deniz. Malgré quelques refus au tout début l'Iran a fini par accepter l'offre en Mai 1996.³⁵⁵

Les Etats-Unis aussi avaient la volonté de se rapprocher de l'Iran. On peut se rappeler du mois de Mai 1996 quand Washington a décidé de faire quelques changements autour des parts accordées à Téhéran. La condition pour ce changement était le renoncement de l'Iran de son attitude politique extrémiste. Malgré tous ces efforts l'Iran a continué avec sa politique radicale islamiste. Apres on a observé aussi un rapprochement de la Grande Bretagne. La compagnie britannique BP a acheté la compagnie Américaine Amoco avec une somme de 47 milliards de dollars. Ce qui fait que la part des britanniques dans l'AOIC est de 34 %. Cette situation détermine aussi le poids de Londres dans les décisions relatives au pétrole de la Mer Caspienne.

Natik Aliyev, le président de SOCAR, a dit que Bakou voudrait exporter au moins un peu de son pétrole via l'Iran. IRNA a dit qu'il avait appris d'une interview avec Aliyev que l'Azerbaïdjan a considéré que l'Iran était la route la plus économique pour

³⁵⁵Svant Cornell, "Iran and The Caucasus", *op.cit.* p.58–59.

envoyer le pétrole de la Mer Caspienne aux marchés mondiaux.³⁵⁶ Ce qui démontre que l'Iran est une puissance importante dans cette région. Ce qui revient aussi à dire que tenir complètement l'Iran en dehors serait une très mauvaise politique.

Le début de la création de la ligne BTC et son statut juridique a attiré la colère de l'Iran. L'une des raisons est le fait que l'Iran a été laissé en dehors du Consortium.³⁵⁷ Téhéran était contre les accords entre Azerbaïdjan-Russie et Kazakhstan Russie. Malgré les accords d'une part et l'opposition de l'Iran de l'autre part, cette question relative au statut juridique n'a pas été résolue.

Sans doute le 11 septembre qui a provoqué les changements dans les politiques des Etats-Unis et de la Russie est une date importante. Dans ce cadre, l'Iran a fait des changements stratégiques dans sa politique régionale en cherchant à améliorer ses relations les pays de la région et se libérer de l'isolation internationale. Il a laissé les pays occidentaux verser leurs capitaux dans sa propre région et a rejoint le consortium du pétrole de la mer Caspienne. De l'autre côté, la tension dans les relations entre les Etats-Unis et l'Iran dérangeaient certains Etats du Caucase telle que l'Azerbaïdjan qui craignait que la sécurité de ses frontières soit aussi menacée. Entouré par les forces américaines dans les pays voisins comme l'Afghanistan et l'Iraq, l'Iran est agité en considérant la présence militaire américaine en Asie Centrale et considère la guerre menée contre le terrorisme comme un prétexte américain pour pénétrer la région et saisir le contrôle du pétrole de la Caspienne. Pour perturber le flot du pétrole dans le pipeline BTC l'Iran pourrait utiliser d'autres moyens tels que les groupes des terroristes qu'il sponsorise. L'Iran n'est pas seulement un pays producteur de pétrole important, mais aussi une pierre angulaire entre la région Caspienne et le Golfe persique. L'Iran n'a pas soutenu le projet BTC depuis le début.

³⁵⁶ Bulent Gökay, "Caspian uncertainties: regional rivalries and pipelines", *Perceptions*, Journal of International Affairs, Volume III - Number 1, March - May 1998, http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume3/March_May_1998/CASPIANUNCERTAINTIES.PDF

³⁵⁷ Elnur Cemilli, *op.cit.*, p.42-44.

En 2005 le Ministre de l'énergie de l'Iran a déclaré que Téhéran a proposé qu'une commission inter agence soit créée entre Erevan, Tbilissi, Moscou et Kiev afin de discuter et prendre les décisions préliminaires sur la construction d'un oléoduc qui ira de l'Iran en Ukraine. La commission n'a pas été créée jusqu'à présent et il n'y a eu aucune discussion sur l'extension ou l'augmentation de capacité du pipeline.

En tant que membre de l'OPEC l'Iran a du mal à partager l'avenir commun avec les autres. La faiblesse des prix de pétrole et les autres routes alternatives ont causé de pertes des recettes fiscales et a mis en cause le développement économique de l'Iran. C'est à cause de ces pertes que l'Iran a aussi choisi l'option de faire partie de la ligne qui passe par le Kazakhstan et le Turkménistan. Mais cette option a été remise en cause à cause de l'attaque des Etats-Unis contre l'Irak. En plus de cela, les sponsors connus de cette ligne, entre autres Total, Fina et Elf ont rejoint les travaux de la ligne BTC avec une part de 5%.³⁵⁸

Après les explosions du 22 janvier 2006 en Ossétie du nord la Géorgie, la Russie et l'Azerbaïdjan ont commencé à prendre le gaz de l'Iran. Après la réparation de la ligne, l'Iran a encore perdu ces clients.³⁵⁹ Il faut signaler que l'Occident n'est pas du tout content du fait que l'Iran poursuit des activités nucléaires.

En dehors de cela l'Iran a voulu faire parti du projet Nabucco qui constitue une voie alternative. Mais les Etats-Unis n'ont pas soutenu cette idée de Téhéran. Washington désirait que le gaz azéri puisse couler dans ces lignes. Cette politique des Etats-Unis s'était révélé dans les discours du vice président Dick Cheney qui en visite en Europe a considéré l'Arménie comme un pays de transit important. Les événements du mois d'Août 2008 en Géorgie ont donné de l'espoir à l'Iran qui pensait faire couler son

³⁵⁸ Cenk Pala, *op.cit.*, p.26-27

³⁵⁹ Mustafa Gökçe, "Sovyet sonrası dönemde hazar çevresinde yaşanan rekabet", *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, The Journal Of International Social Research Volume 1/3 Spring 2008, http://www.sosyalarastirmalar.com/cilt1/sayi3/sayi3_pdf/gokce_mustafa.pdf

gaz vers le marché international.³⁶⁰ Il faut souligner que ces efforts étaient contre la politique des Etats-Unis qui ne s'est pas montré très favorable.

Malgré les changements quelquefois radicaux dans le leadership iraniens au cours des trois décennies passées, la politique nucléaire de l'Iran est restée une pierre d'achoppement d'une façon générale dans tous ses efforts. Certains observateurs estiment que Téhéran insiste sur la question du nucléaire pour les raisons suivantes: créer une force de dissuasion ; avoir la puissance nécessaire pour vaincre les adversaires régionaux et fortifier sa position en tant que leader au niveau régional. Il faut noter que ces trois ces raisons sont liées les unes avec les autres. Même si certains ont envisagé une éventuelle intervention militaire des Etats-Unis, il est nécessaire de souligner qu'une telle intervention pourrait atteindre des dimensions difficilement contrôlables. L'Iran espère toujours être capable de dissuader l'éventuelle intervention militaire avec ses armes nucléaires.³⁶¹ D'autre part, le fait d'acquérir ces armes pour pourrait, justement déclencher une telle intervention, même si ce n'est pas de la part des Etats-Unis mais plutôt de celle d'Israël.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ Chris Quillen, "Iranian nuclear weapons policy: past, present, and possible future", *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 6, No. 2, June 2002, page, 17-22
<http://meria.idc.ac.il/journal/2002/issue2/quillen.pdf>

CONCLUSION

Ce travail concerne la politique stratégique et relative à l'énergie des Etats-Unis dans le Caucase après l'effondrement de l'Union Soviétique. Nous avons essayé de montrer combien la question de l'énergie est importante pour les Etats-Unis. Tout a commencé au lendemain de la Guerre froide avec l'accession à l'indépendance des anciennes républiques soviétiques telles que l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie regroupées au sein d'un sous-système dénommé le Caucase du sud. Cette région située entre la Mer Caspienne et la Mer Noire a attiré l'attention des grands acteurs du système international en raison de sa position stratégiques et ressources naturelles, une fois l'hypothèque de la guerre froide, levée. De cette façon, une lutte pour le contrôle du Caucase et de l'Asie centrale semblable au "grand jeu" vécu entre l'Empire britannique et la Russie au 19ème siècle a été relancée après l'effondrement soviétique. Et cette fois ci, avec la participation d'un nombre considérable d'acteurs. Mais il est nécessaire de souligner que dans le Caucase du sud les deux grands acteurs sont d'une part les Etats-Unis soucieux de garantir l'accès aux ressources énergétiques de la région, et la fédération de Russie qui veut garder sa domination régionale sur le plan politique et économique.

Après l'effondrement soviétique, les Etats-Unis à travers différents documents et discours ont lancé un message clair au monde entier qu'ils ne désiraient pas avoir des ennemis au niveau international et régional. Dans ce cadre, Washington a essayé de remplir "les vides" crée par l'Union soviétique et le pacte de Varsovie dans l'ordre d'empêcher les ennemis potentiels de se transformer en ennemis réels. La région du Caucase du sud entouré par la Russie, l'Iran et la Turquie faisait partie de l'une de ses régions. Les Etats-Unis qui souhaitaient que cette région fasse son entrée au système capitaliste international se sont fixés comme objectif de renforcer les liens de cette région avec l'Occident, et ce, à travers trois armes principales à savoir "la démocratie, les droits de l'homme et une économie de marché libre". Washington au tout début de son entrée dans la région n'a pas ignoré la réalité selon laquelle que la Russie était toujours, malgré toutes les faiblesses économiques, une puissance nucléaire. Dans cet ordre d'idée, le soutien à l'indépendance de ces pays a été

accompagné de la politique “la Russie d’abord”. Mais après que la Russie eut proclamé la région comme étant sa « zone d’intérêts vitaux », les Etats-Unis ont opté à partir de 1992 pour le rapprochement avec les pays de la région à travers le « freedom support act » qui envisageait des aides matérielles. Il faut souligner que les pays de la région aussi dans les soucis de protéger leur indépendance ont choisi de se réfugier auprès des Etats-Unis.

Les Etats-Unis à travers leur nouvelle politique n’ont pas seulement voulu empêcher la Russie d’avoir le contrôle sur les oléoducs mais ils ont aussi fait de leur mieux pour mettre l’Iran de côté. C’est dans cette logique qu’ils ont soutenu le projet BTC. En dehors des intérêts économiques, Washington a cherché aussi à se montrer actif quant à la résolution des crises qui frappent la région. Après le 11 septembre les Etats-Unis ont envoyé des conseillers militaires en Géorgie et ont ainsi joué un rôle majeur dans “la révolution rose”. A travers les organisations telles que BIO et GUAM Washington a réussi à accroître son influence et contenir la Russie aussi bien sur le plan politique que militaire.

Les objectifs principaux de la politique des États-Unis dans le Caucase (d’après ceux formulés par l’administration du président George Bush en 2001 dans le document intitulé “la politique Nationale Énergétique des États-Unis) peuvent s’énumérer de la façon suivante: -le soutien aux souverainetés des États de cette région et la consolidation de leurs liens avec l’Ouest; -l’aide à la création d’un climat politique favorable; -Et le soutien à la construction des pipelines de pétrole- et de gaz nécessaires pour diminuer la dépendance envers la Russie.

Devant le Congrès, Brenda Shaffer, directrice des études de la Caspienne de l’Université de Harvard a déclaré que: “L’importance de la région caspienne pour les États-Unis ne tourne pas seulement autour de l’énergie. Les liens actifs et positifs

avec les États de cette région, la plupart de la population constituée des musulmans, peuvent permettre de consolider d'importants liens avec le monde de l'Islam ".³⁶²

Les Etats-Unis au début du 21 siècle ont lancé le projet NABUCCO pour diminuer l'influence de la Russie dans la région qui se traduit souvent en politique de pression de la part de Moscou envers les Etats de la région. La Russie d'autre part a travers la route du nord a essayé de rappeler au monde entier qu'elle était la seule puissance hégémonique de la région. Moscou en hors des relations qu'elle entretient avec les Etats de la région a aussi développé ces dernières années des liens avec les autres puissances régionales telles que l'Iran et la Turquie. Cette nouvelle situation permet à Moscou de bien gérer ses intérêts.

Aussi longtemps que l'OTAN et l'Europe n'auront pas la possibilité d'être effectifs dans la région, les Etats-Unis ne pourront pas à eux seuls mener une politique effective dans la région. Tant que les pays du Caucase du Sud ne seront pas admis à l'OTAN et à l'UE, le bras de fer entre les Etats Unis et la Russie dans la région va continuer.

³⁶² “Политика США на Кавказе: начало большого пути”, (La politique des États-Unis dans le Caucase : le début de la grande voie), visité 10,09,2009 <http://www.washprofile.org/en/node/1248>

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS

- “Azerbaijan: Independent Islam and the State” Europe Report N°191, 25 March 2008
- “Azerbaijan Seven Years of Conflict in Nagorno-Karabakh”, Report of Human Rights Watch/Helsinki, 1994
- Freedom Support Act, Section 907(a), P.L. 102-511, 24 October 1992
- “Georgia and Russia: Clashing over Abkhazia”, Europe Report N°193 – 5 June 2008
- “Georgia: avoiding war in south Ossetia”, international crisis group, Europe Report N°159, Tbilisi/Brussels, 26 November 2004
- “Overview: Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America’s Future”, Report of the National Energy Policy Development Group, May 16 2001
- Azerbaijan Country Analysis Brief, Energy Information Administration (EIA), Official Energy Statistics from the U.S. Government , November , 2007
- Caspian Region Energy Development Report, Washington, 1997
- National Energy Policy, Report of the National Energy Policy Development Group, May 2001
- On the conflict in Nagorno-Karabakh, Doc. 7182, Report of Council of Europe, 17 October 1994
- Report of the National Energy Policy Development Group”,U.S Energy department, 2001
- Russia Vs Georgia: The Fallout” Crisis Group Europe Report N°195, 22 August 2008

- On the Reasons, Dynamics, Ways and Possible Directions of a Solution to the Georgian-Ossetian Conflict”, Open Society – Georgia Foundation, Records, analysis, guidelines N.1, Tbilisi 2005
- Rebuilding a partnership: Turkish-American relations for a new era a Turkish perspective” *Rapport de la TÜSIAD*, Avril 2009

OUVRAGES

- AMIRAHMADI Hoshand, *The Caspian region as a Crossroad*, London, Palgrave, 2006
- ARAS Osman Nuri, *Azerbaycan'ın Hazar Ekonomisi ve Stratejisi*, Istanbul: Der Yayınları, 2001
- ASLANLI Araz, “Tarihten günümüze Karabağ sorunu” *ASAM yayınları*, Azerbaycan Özel, Cilt: 7, Sayı:1, İkbahar 2001, p. 404-405
- BAEV Pavel, *Russia's Policies in South Caucasus*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1997
- BAKER J., *The politics of diplomacy: revolution, war, and peace*, New-York, G.P.Putnam's Sons, 1993
- BAL İdris, *21.yüzyılın eşiğinde Türk Dış Politikası*, ALFA, İstanbul, 2001
- BERTSCH Gary, CRAFT Cassidy, *Crossroads and Conflict Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, London, Routledge, 2000
- BRZEZINSKI Zbigniew et GATES Robert, *Iran: Time for a New Approach*, United States of America, Council on Foreign Relations press, 2004
- BRZEZINSKI Zbigniew, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York: Basic Books, 1997
- CABBARLI Hatem, “Bağımsızlık Sonrası Ermenistan'ın Enerji Politikası”, *Avrasya Dosyası* (Enerji Özel), Cilt 9, Sayı 1, Bahar 2003
- CABBARLI Hatem, *Bağımsızlık sonrası Ermenistan-Rusya ilişkileri*, Ankara, ASAM yayınları, Mayıs, 2004, p.13
- CAFERSOY Nâzim, *Bağımsızlığın onuncu yılında Azerbaycan-Rusya ilişkileri (1991-2001)*” *Avrasya yayınları*, Azerbaycan Özel, Cilt: 7, Sayı:1, İkbahar 2001, p. 286-288

- CEMILLI Elnur, *ABD'nin Güney Kafkasya politikası*, İQ Kültür Sanat Yayıncılık, İstanbul, 2007
- CFERSOY Nazim , *Elçibey döneminde Azernaycanın Dış Politikası Haziran 1992-Haziran 1993*, Ankara , ASAM, 2001
- COPPIETERS Bruno, *Contested borders in the Caucasus*, University Press, Brussels, 1996
- CROISSANT Michael et ARAS Bülent, *Oil and geopolitics in the Caspian Sea Region*, United State of America, Praeger Publishers, 1999
- DEMİR Ali Faik, *Türk Dış politikası Perspektivinden Güney Kafkasya*, İstanbul, Bağlam yayınları, Haziran 2003
- EBEL Robert et MENON Rajan, *Energy and conflict in Central Asia and The Caucasus*, Oxford, Rowman & littlefield publishers, 2000
- FORSYTHE Rosemarie, *The Politics of Oil in the Caucasus and Central Asia*, London, Oxford University Press, 1996
- HERRBERG, Antje, *Conflict resolution in Georgia A synthesis analysis with a legal perspective*, Crisis Management Initiative, June 2006
- HERZING Edmund, *The New Caucasus: Armenia, Azerbaijan and Georgia*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1999
- KALYUZHNOVA Yelena, JAFFE Amy Myers, *Energy in the Caspian region, Present and Future*, England, Palgrave, 2002
- KARAM Patrick, Thibaut Mourgues, *les guerres du Caucase, des Tsars à la Tchétchénie*, librairie Académique Perin, Paris 1995
- KHOKHAR Camilla et WIBERG-JØRGENSEN Paul, *United States' strategic possibilities in the South Caucasus*, London, Routledge, 1 September 2001
- MEMMEDOV Elşen, *Asrın Müğavilesi Azerbaycan Neft Senayesinin İnkişafında Mühüm Merheledir*, Bakı, Azerbaycan Neftinin Düneni, Bugünü ve Sabahı , 1997
- NESİROV Elşen, *ABŞ ve Türkiyenin Qafkaz geosiyasi regionunda strateji maraqları ve Azerbaycan Respublikası*, Bakü(*les intérêts stratégiques des États-Unis et de la Turquie dans la region du Caucase et la République d'Azerbaïdjan*, Bakou) Çırag, 2006
- ÖZALP Necdet, *Büyük Oyunda Hazar Enerji Kaynaklarının önemi ve konumu*, İstanbul, Panorama, sayı 1, Şubat 2004

- PALA Cenk, *21. Yüzyıl Dünya Enerji Dengesinde Petrol ve Doğal Gazın Yeri ve Önemi: Hazar Boru Hatlarının Kesişme Noktasında Türkiye*, Avrasya Dosyası, cilt 9, sayı 1, 2003
- THUAL François, *Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchéne*, France, Dominos Flammarion, 2001
-
- WINROW Gareth, *“Turkey in Post-Soviet Central Asia”*, London, Brookings Institution Press, 1995
- WINROW Gareth, *Turkey and the Caucasus Domestic Interests and Security Concerns*, London, The Royal Institute of International Affairs, 2001
- YERASİMOS Stefanos, *Milletler ve Sınırlar, Balkanlar, Kafkasya ve Orta dogu*, İstanbul , İletişim yayıncılık, ekim 1994
- YÜCE Çağrı Kürşat, *Kafkasya ve Orta Asya Enerji kaynakları üzerinde mücadele*, İstanbul, Ötüken Neşriyat, 2006

ARTICLES

- AKYÜZ Abdullah, “US-Turkish Economic Relations on the Outset of the 21st Century” Washington, *Report of TÜSİAD*, October 2000, p.1-6
- AĞACAN Kamil, Güney Kafkasya , Ankara, *Asam yayınları*, Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi, Ekim, 2006, p. 24-25
- Алекберов Г. "Енергические ресурсы Каспийского региона", (Alekberov Q, “Resourse énergétique dans la region du Caspienne”) *Bzaimosvyazi № 3*, 2004 p.136.
- ALIRIZA Bulent, “Turkey and the Crisis in the Caucasus” *Center for Strategic and International Studies (CSIS)* Washington D.C., September 9, 2008, http://csis.org/files/media/csispubs/080909_aliriza_caucuses.pdf
- ALİRİZA Bulent, “U.S. Caspian pipeline policy: substance or spin?”, *Caspian Energy Update*, Center for Strategic and International Studies, Washington DC, August 24, 2000, <http://csis.org/files/media/csispubs/ceu000824.pdf>
- ARAS Bülent, “Iranian Policy toward Caspian Sea Basin”, *Mediterranean Quarterly*, 1998, p.69–70
- AYDIN Mustafa, “La politique de la Turquie envers le Caucase”, *The Quarterly Journal*, No.3, juillet 2002, p.46-48

- AYDIN Mustafa, “New Geopolitics of Central Asia and the Caucasus”, Sam paper, <http://www.sam.gov.tr/perceptions/sampapers/NewGeopoliticsofCentralAsiaandtheCaucasus.pdf>
- BAHGAT Gawdat, “American Oil Diplomacy in the Persian Gulf and the Caspian Sea” *University Press of Florida*, 2003, p.141-143
- BARAN Zeyno, “The Caucasus: Ten Years after Independence” Center for Strategic and International Studies and the Massachusetts Institute of Technology, *The Washington Quarterly*, Winter 2002, p.221-234
- BILLMEIER Andreas, Dunn Jonathan, “In the Pipeline: Georgia’s Oil and Gas Transit Revenues” *IMF Working Paper*, International Monetary Fund, November 2004, p.5.
- BOLCOTT Martha Brill, “A New Direction for U.S. Policy in the Caspian Region” Washington DC, *Foreign policy*, Cornege endowment international peace, February 2009, p.2
- BOLCOTT Martha Brill, “U.S. Policy in the South Caucasus” *The Quarterly Journal*, No.3, September 2002, p.59-65
- BRETT Alexander, “The Caspian Basin Also Contains A Sea of Oil”, London, *The Observer*, 11 December 2005
- BRYZA Mathew, “Invigorating the U.S.-Turkey Strategic Partnership” *PolicyWatch*, 1385 : *Special Forum Report*, The Washington Institute for Near East Policy, June 27, 2008, p. 1-69
- BRZEZINSKI Zbigniew, “Hegemonic Quicksand”, *National Interest*, No.74, Winter 2003-2004, p.13-14
- CHICKY Jon. E., “The Russian-Georgian War:Political and Military Implications for U.S. Policy” Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, February 2009, p. 3-5.
- COOLEY Alexander et MITCHELL Lincoln, “No Way to Treat Our Friends: Recasting Recent U.S. Georgian Relations”*The Washington quarterly*, Volume 32, Issue 1, January 2009, p. 28-36
- COPITERS Bruno et Legvold Robert, “Statehood and safety:Georgia after "revolution of roses"” *Researches of the American academy on problems of the global Safety*, Cambridge, 2005, p.38-187
- CORNELL Svante et Johanna Padjanvski, *Russia’s War in Georgia: Causes and Implications for Georgia and the World*, Stockholm, Policy Paper, Johns Hopkins University, August 2008,p.8-24

- CORNELL Svante E., "Iran and The Caucasus", *Middle East Policy*, Cilt 5, Sayı 4, Ocak 1998, p.59–60
- CORNELL Svante, "Eurasia: Crisis and Opportunity" Sweden, *The journal of international security affairs*, fall 2006, p.29-30
- CORNELL Svante, "Security Threats and Challenges in the Caucasus after 9/11" *Eurasia in Balance*, consulté le 23 Août 2009 http://www.silkroadstudies.org/docs/publications/2005/Cohen_Book.pdf
- CORNELL Svante, "Small Nations and Great Powers: A Study of Ethnopolitical Conflict in the Caucasus", London, *Curzon Caucasus World*, 2001, p. 378-379.
- CORNELL Svante, "The Central Asia-Caucasus Analyst" Vol, 10 No. 1,9 January, 2008, <http://www.cacianalyst.org/files/080109Analyst.pdf>
- CORNELL Svante, "The Nagorno-Karabakh Conflict" *Report no. 46, Dept. of East European Studies*, Uppsala University, 1999, p. 14-108
- CORNELL Svante, "US engagement in the Caucasus: Changing gears" *Helsinki Monitor*, no. 2, 2005, p.111-114
- CORNELL Svante et STARR Frederick, "The Caucasus: A Challenge for Europe" *Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program – A Joint Transatlantic Research and Policy Center*, Uppsala Sweden, June 2006, p.19-24
- CUTLER Robert, "Just What Is "GUUAM" Anyway?" *A Global Affairs Commentary*, Feb. 2001, p.1
- DUFOURCQ Jean et COOPS Cees, "Integrative Processes in the South Caucasus and their Security Implications" *NDC Occasional Papers Series*, College de Defense de l'OTAN, March 2006, p. 32-33
- ERŞEN Emre, "The impact of Baku-Tibilisi-Ceyhan oil pipeline on Turkey-U.S. relations", *ASAM yayınları*, 2004, [http://www.obiv.org.tr/2004/Avrasya/003-Emre %20Ersen.pdf](http://www.obiv.org.tr/2004/Avrasya/003-Emre_%20Ersen.pdf)
- EVERS Frank," Mission Information Package South Caucasus", *CORE- Centre for OSCE Research*, Institute for Peace Research and Security Policy at the University of Hamburg , October 2003, p.19-22
- FREİFELD Daniel, "Nabucco: pipeline politics and the U.S.-Turkey strategic partnership" *Turkish policy Quarterly*, Volume 7, Number 4, 2008, http://www.turkishpolicy.com/images/stories/2008-04-tpq/daniel_freifeld.pdf

- GASIMOV Musa, “Rusya’nın Azerbaycan Politikası”, Ankara, Asam yayınları, 2005, p.261
- GERMAN Tracey, “Corridor of power: the Caucasus and energy security”, *Caucasian Review of International Affairs*, vol.2, CRIA, 2008, p.64-70.
- GNESSOTTO Nicole, “The South Caucasus: The Challenge for the EU”, Paris, *Chaillot Papers*, Institute for security Studies, no : 65, December 2003, p.23-45
- GOLDMAN Stuart, “Russian Political, Economic, and Security Issues and U.S. Interests”, *Report for Congress*, October 6, 2008, p.15.
- GÖKAY Bulent, “Caspian uncertainties: regional rivalries and pipelines”, *Perceptions*, Journal of International Affairs, Volume III - Number 1, March - May 1998, http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume3/March_May_1998/CASPIAN_UNCERTAINTIES.PDF
- GOBLE Paul, “Turkey Returns to a Transformed Transcaucasus”, *Azerbaijan in the World*, Vol. I, No. 18 October 15, 2008, http://azer.com/aiweb/categories/caucasus_crisis/index/articles/goble/goble_2008/goble_special/goble_turkey_K.pdf
- GRIGORYAN Stepan, “Caucase du Sud dan le monde entier. La position de l’Armenie dan le monde moderne”, (“Степан Григорян, “Южный Кавказ и международные соопжество. Место Армении современное мире”) Vol. 7 No:3(24) ,2007 <http://www.pism.pl/zalaczniki/Europa24Grigorian.pdf>
- GÜL Murat, “Russia and Azerbaijan: Relations after 1989”, *Turkish Journal of International Relations*, Vol. 7, No. 2 & 3, Summer & Fall, 2008, p.57.
- HASS de Marcel, TIBOLD Andrej, “Geo-strategy in the South Caucasus” Power Play and Energy Security of States and Organizations, November, 2006, p. 48-49.
- HATIPOĞLU Esra, “After empire: Georgia-Russia relations and the prospects for stability in the south Caucasus”, *Turkish Review of Eurasian Studies*, 2004, p.183-185
- HAYS Wallace, “US Congress and the Caspian”, *Caspian Crossroads*, vol. 3, no. 3, winter 1998,p 4
- HILL Fiona et TASPİNAR Omer, “Russia and Turkey in the Caucasus: Moving Together to Preserve the Status Quo?”, *Iffri*, Research Programme Russia/CIS, January 2006, p. 13-14.
- HILL Fiona, “Pipelines in the Caspian, Catalyst or Cure-all?” *Georgetown Journal of International Affairs*, Winter/spring 2004, p.19.

- HILL Fiona, “The Caucasus and Central Asia” Washington DC, Brookings Policy Brief, *The Brookings Institution press*, No: 80, May 2001. <http://www.ciaonet.org/pbei-2/bi/hif01/hif01.pdf>
- HILL Fiona, “Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie Centrale depuis 1991”, *Politique étrangère*, Volume 66, Numéro 1, 2001, p.96
- INDANS Ivars “Relations of Russia and Georgia: Developments and Future Prospects” *Baltic Security & Defence Review* Volume 9, 2007, p. 137-138.
- ISMAILZADE Fariz, “Azerbaijan under Iranian and Russian Pressure on Relations to U.S.” *Central Asia-Caucasus Analyst*, 3 November 2004, <http://www.Cacianalyst.org/issues/20041103Analyst.pdf>
- ISMAILZADE Fariz, “Russian arms to Armenia could change Azerbaijan’s foreign policy orientation”, *Central Asia-Caucasus Analyst*, 28 January 2008, p.12-14.
- ISMAILZADE Fariz, “Azerbaijan’s Tough Foreign Policy Choices.”, *UNISCI Discussion, Papers*, October 2004, www.ucm.es/info/unisci/Fariz.pdf
- İŞYAR Ömer Göksel, “Amerika birleşik devletleri ve Dağlık Karabağ uyuşmazlığı”, *ASAM Dosyası*, 2002, p.390-391.
- JOFI Joseph, “Pipeline Diplomacy: The Clinton Administration's Fight for Baku-Ceyhan.”, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Case Study 1/99.July, 2005 <http://www.princeton.edu/cases/papers/pipeline.pdf>
- KAMENSKAYA N. E., “Le conflit armé entre la Géorgie –Abkhazie en 1992-1993”, *La Revue de l'université de Saint-Petersbourg*, (Н. Е.Каменская, “грузино-абхазский военный конфликт 1992-1993 г.г. причины и последствия”) Sankt Petersburg, 2006, p. 58-60
- KILIÇBEYLİ Elif Hatun, “Türk–Amerikan İlişkilerinde Avrasya Jeopolitiği”, *ASAM Yayınları*, Cilt 11, Sayı 2 , 2005, p.126-127.
- LAÇINER Sedat, Hazar Enerji kaynakları ve enerji-siyaset ilişkisi, *OAKA*, Cilt1, No: 1, 2006, p.39.
- LEMAY-HEBERT Nicolas, “Zone of Conflict: clash of paradigms in South Ossetia” *OAKA*, Uluslararası Stratejik Araştırma Merkezi(USAK), Cilt:3, Sayı: 5, 2008, p. 73-74.
- LYNCH Dov, “The South Caucasus: a Challenge for the EU,” *Chaillot Paper* no. 65, Paris, 2003, <http://www.iss.europa.eu/uploads/media/cp065e.pdf>
- MAMMADYAROV Elmar, “A new way for the Caspian region: cooperation and integration”, http://www.esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_id_104.pdf

- Moradi Manouchehr, “Caspian pipeline politics and Iran-EU relations”, *Unisci Discussion Papers*, N° 10, January 2006, p.173-174
- MANVELYAN Armen, “New Energetic Situation In South Caucasus”, *Noravank Foundation* – 10/11/2008, http://www.gab-ibn.com/IMG/pdf/Re11_New_Energetic_Situation_In_South_Caucasus.pdf
- MATHEY Raphaëlle, “La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan” *Hérodote* n° 129, 2008, p.123-143
- MATVEEVA Anna, “South Caucasus: Nationalism, conflict and minorities” *Minority Rights Group International*, May 2002, p.6.
- MIGDALOVITZ Carol, “Armenia-Azerbaijan Conflict”, *CRS report for Congress*, August 8, 2003, p.2-15
- NATION Craig, “Russia, The United States, and the Caucasus”, *Boone Bartholomees*, 3rd Edition, Department of National Security and Strategy, June 2008, <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/files/pub764.pdf>
- NICHOL Jim, “Georgia [Republic] and NATO Enlargement: Issues and Implications” *CRS Report of Congress*, 2008, p.1-6
- NICHOL Jim, “Russia-Georgia Conflict in South Ossetia: Context and Implications for U.S. Interests”, *CRS report of Congress*, March 3, 2009, p.4-30
- NICHOL Jim, “Armenia, Azerbaijan, and Georgia: Political Developments and Implications for U.S. Interests”, *CRS Report for congress*, August 13, 2008, p.2-3.
- NICHOL Jim, “Armenia, Azerbaijan, and Georgia: Political Developments and Implications for U.S. Interests”, *Report for congress*, August 13, 2009, p.14-15.
- NOVIKOV Gayan, “Orientation de la politique étrangère de l’Arménie”, (Гаян Новиков, “Ориенты Внешней Политики Армении ”) *Antares*, Erevan, 2002, p. 50-51.
- NURIYEV Elkhan, “EU policy in south Caucasus” *Centre for European Policy Studies (CEPS) Working Document* No. 272/July 2007, p.2-18.
- OGÜTÇÜ Mehmet, “Caspian Energy and legal disputes: prospects for settlement” *Institut français des relations internationales*, Document de travail, Juin 2003, p.24.
- OKTAV Özden Zeynep, “American policies towards the Caspian sea and the Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline”, *Perceptions*, spring 2005, p.17-28.

- ONIS Ziya, “Turkey And Post-Soviet States: Potential And Limits Of Regional Power Influence”, *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 5, No. 2 Summer 2001. P.67-69
- PALA Cenk, “Enerji Perspektifinden Türkiye-ABD İlişkilerinin Yeni Boyutu:Irak’ın Geleceğine İlişkin Bir Senaryo Denemesi”, *Avrasya Dosyası*, Cilt 11, Sayı 2, 2005, p.15-196
- PAMİR A. Necdet, “Avrasya Boru Hatları, Enerji Güvenliği ve Türkiye”, *Jeopolitik Dergisi*, 10 Aralık 2001, p. 11-13.
- PAMİR Necdet, “Bakü-Ceyhan Boru Hattı:Orta Asya ve Kafkasya’da Bitmeyen Oyun”, Ankara, *ASAM Yayınları*, 1999, p.20.
- PRIEGO Alberto, “NATO cooperation towards South Caucasus” *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2 (1), winter, 2008, p. 6-8
- Rebuilding a partnership: Turkish-American relations for a new era a Turkish perspective” *Rapport de la TÜSIAD*, April 2009, p.42-6
- SABANADZE Natalie “International Involvement in The South Caucasus” Flensburg Germany, *European centre for minority issues* (ECMI working paper 15), February 2002, p.3-25.
- SADEGH-ZADEH Kaweh, “Iran’s strategy in the south Caucasus” *Caucasian review of international affairs*, vol. 2 (1), winter 2008, http://criaonline.org/Journal/2/Iran%27s%20Strategy%20in%20the%20South%20Caucasus%20by%20Kaweh%20Sade%20gZadeh_done.pdf
- SARKİSYAN Manvel, “Development du politique l’Armenie et le factor de la Russie”, (Манвел Саркисян "Политическое развитие Армении и фактор России"),06.06.08, <http://www.acnis.am/publications/2008/Armenia's%20Political%20Development%20and%20the%20Russian%20Factor.pdf>
- SASLEY Brent, “Turkey’s Energy Policy In the Post-cold War Era” *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 2, No. 4, December 1998, p.28-33.
- SECRIERU Stanislav, “Russia’s Foreign Policy Under Putin:Cis Project Renewed” *Unisci Discussion Papers*, N° 10 , Enero , January 2006, p.298-299.
- SHAFFER Brenda, “Iran’s Role in the South Caucasus and Caspian Region: Diverging Views of the U.S. and Europe”, *Iran and Its Neighbors*, Berlin, July 2003, p.17-18
- SIMAKOVSKY Mark, “Grand strategy in the Tran-Caucasus: the U.S.-Russia-Georgia tringle”, *International Affairs Review*. Volume 14, No.1, spring 2005, p. 28-30.

- SOBHANI Rob, "Influencing the destiny of Azerbaijan", *Azerbaijan International*, autumn 1997, p.66.
- STEWART Susan, "The Role of the United Nations in the Georgian-Abkhazian Conflict" *European centre for minority fissues (ECMI)*,The Mannheim Centre for European Social Research, University of Mannheim, Germany Issue 2/2003, p.9-12.
- TCHANTOURIDZÉ Lasha, "The Three Colors of War: Russian, Turkish, and Iranian Military Threat to the South Caucasus" *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2 (1) – Winter 2008, p.7-8.
- TÜRKMEN Fusun, "Turkish-American Relations: A Challenging Transition" *Turkish Studies*, *Publisher Routledge*, 01 March 2009, p.113-114
- USLU Nasuh, "The Russian, Caucasian and Central Asian Aspects of Turkish Foreign Policy in the Post Cold War Period", *Turkish Journal of International Relations*, Vol.2, No.3&4, Fall&Winter 2003, p.172.
- VALASEK Tomas, "U.S. Policy Toward the Caspian and Black Sea Region", *The quarterly journal*, No:1, March 2003, p.16-17
- YUPHE Judith,"U.S.-Iran Relations:Normalization in the Future?"*Institute for National Strategic Studies*, National Defense University, No.188, January 2002,p.1-2
- ZARIFIAN Julien, "La politique étrangère américaine en Arménie : naviguer à vue dans les eaux russes et s'affirmer dans une région stratégique", *Hérodote*, 2e, No:129, trimestre 2008, p.109-115.

CONFERENCES

- Remarks as Prepared Assistant Secretary Karen Harbert 25th Annual Conference on US-Turkish Relations Mandarin Oriental Hotel, Washington, DC March 27, 2006, <http://www.pi.energy.gov/documents/KarenSpeechATCfinal.pdf>
- GÜNEY Nurşin Ateşoğlu et AKSU Fuat, *The prospects for cooperation and stability in the Caucasus*, U.S. policy in the South Caucasus in the second George W. Bush administration, Joint Conference Series, İstanbul : Yıldız Teknik Üniversitesi, March 1st 2005
- "Kafkasya'nın jeopolitik sorunları", *Avrasya dergisi*, ASAM yayınları, Bakü, Hazar Üniversitesi, Avrasya stratejik araştırmalar merkezinin Bakü Hazar Üniversitesi konferansı, 27-28 eylül,2001, Ankara, 2003

- BRZEZINSKI Zbigniew, "Azerbaijan: A Geopolitical Factor in the Region", Speech at US-Azerbaijan Chamber of Commerce Annual Conference 26 October 1999 http://www.geocities.com/fanthom_2000/Z.html
- HAINDRAYA Ivlian, "South Caucasus: Split identities" Presentation at the International Conference Armenia/South Caucasus: Foreign Policy Challenges University of Michigan, USA, November, 2004
- President Bush and Georgian President Saakashvili: Remarks to the Press following meeting at the White House, July 5, 2006
- Rovshen İbrahimov, "Avrupa Birliđinin Enerji politikası ve Bu politika açısından Hazar bölgesinde bulunan enerji kaynaklarının önemi" Globallaşma prosesinde Qafqaz ve merkezi Asiya, iktisadi ve beynelhalq münasibetler II Beynelhalq kongresi, 02-05 Mayıs 2007

SOURCES ELECTRONİQUES

- http://ca-c.org/journal/cac01_1998/st09_musabekov.shtml
- http://cge.evrazia.org/islam_2.shtml
- http://cria-online.org/CU_-_file_-_article_-_sid_-_3.html
- <http://nvo.ng.ru/printed/7144>
- http://www.america.gov/st/texttrans-english/2009/January/20090109145313_eaifas0.2139093.html
- http://www.diplomatie.gouv.fr/en/france-priorities_1/conflicts-and-crisis_1959/the-nagorno-karabagh-conflict_3276/index.html
- http://www.america.gov/st/washfile-english/2005/May/20050525110749_btruevecer1.893252e-02.html
- <http://www.america.gov/st/texttrans-english/2008/October/20081022174538ihecuor0.9638025.html>
- <http://www.america.gov/st/washfile-english/2005/May/20050525110749btruevecer1.893252e-02.html>
- <http://www.armeniaemb.org/ArmeniaUS/Index.htm>
- http://www.circassianworld.com/Georgian_Abkhazian_Conflict.html
- <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/pp051609.shtml>
- <http://www.fpif.org/pdf/petropol/ch1.pdf>
- [http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews\[tt_news\]=31638](http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews[tt_news]=31638)
- http://www.silkroadstudies.org/BTC_2.pdf
- <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2009/july/125968.htm>
- <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/georgie-terr-autonomes.html>
- www.osce.org
- www.caspiandevlopmentandexport.com
- http://jir.janes.com/docs/jir/search_results.jsp
- [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2007.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/AMMF-79CH4J-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2007.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/AMMF-79CH4J-full_report.pdf/$File/full_report.pdf)
- <http://www.energy.gov/print/6732.htm>

- http://www.gabibn.com/IMG/pdf/Az5_Azerbaijan_and_Georgia_Playing_Russian_Roulette_with_Moscow.pdf
- http://www.sosyalarastirmalar.com/cilt1/sayi3/sayi3_pdf/gokce_mustafa.pdf
- <http://www.isdp.eu/files/publications/books/fssc05sc05geostrategic.pdf>
- <http://www.isdp.eu/files/publications/books/0802energysecurity-10-Cornell.pdf>
- <http://www.iags.org/n1104041.htm>
- <http://www.europeanenergyforum.eu/>
- <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001348.pdf>
- <http://www.ecmi.de/jemie/download/1-2004Chapter5.pdf>
- www.ucm.es/info/unisci/Fariz.pdf
- <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>
- http://www.cria-online.org/1_1.html
- <http://www.diplomatie.gouv.fr>
- <http://www.nato.int/issues/nato-armenia/index.html>
- http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/12750/azerbaijan_iran_relations.html
- http://www.gcsp.ch/e/publications/Issues_Institutions/Int_Organisations/Academic_Articles/Gheballi-Helsinki-3-04.pdf
- http://bulk.resource.org/gpo.gov/papers/1997/1997_vol2_983.pdf
- <http://www.mfa.gov.ir/cms/cms/Tehran/en/index.html>
- <http://www.armscontrol.ru/pubs/eta-gabala-radar.pdf>
- <http://www.caei.com.ar/es/programas/cei/P24.pdf>
- <http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume6/June-July2001/nuriyev10.PDF>
- http://www.ciaonet.org/olj/co/co_jul02/co_jul02e.pdf
- http://www.deutsch-armenische-gesellschaft.de/dag/rbkkt-armenia_fp2003.pdf
- <http://www.responsibilitytoprotect.org/files/GeorgiaRussia.pdf>
- <http://poli.vub.ac.be/publi/ContBorders/eng/ch0701.htm>
- <http://www.cacianalyst.org/?q=node/4982>
- http://azer.com/aiweb/categories/caucasus_crisis/index/cc_articles/goble/goble_2008/goble_special/goble_turkey_K.pdf
- http://www.bmlv.gv.at/pdf_pool/publikationen/10_ssg_10_meh.pdf
- <http://www.cerisciencespo.com/publica/cemoti/textes23/tinguy.pdf>
- <http://tomweston.net/GeorRussUS.pdf>
- http://www.gab-ibn.com/IMG/pdf/Ge38-Georgian_Oil_Pipeline_The_Front_Line.pdf
- <http://russ.ru/layout/set/print/Mirovaya-povestka/Gruziya-v-fokuse-vneshnej-politiki-SSHA>
- http://www.america.gov/st/business-english/2008/May/20080530170946_liameruoy0.919903.html
- <http://climateprogress.org/>
- <http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2005/RP05-024.pdf>
- <http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2005/RP05-024.pdf>
- <http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume4/December1999-February2000/nassibli.PDF>
- http://belfercenter.ksg.harvard.edu/publication/84/its_not_about_ancient_hatreds_its_about_current_policies.html
- http://www.stonebridge-international.com/pdf/Flyer_morningstar_7_qxd1.pdf
- <http://www.azsam.org/modules.php?name=News&file=print&sid=165>

- http://www.turksae.com/sql_file/337.pdf
- http://azerbaijan.usembassy.gov/uploads/images/KEFJ_gz9Ap99vTDuWQ387A/PR-091802.pdf
- http://www.esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_id_96.pdf
- http://www.barackobama.com/pdf/factsheet_energy_speech_080308.pdf
- http://www.iies.net/OLD_Site/english/training-conf/conference/conf98-paper/pdf/hendi.pdf
- <http://climateprogress.org/>
- http://www.sosyalarastirmalar.com/cilt1/sayi3/sayi3_pdf/gokce_mustafa.pdf
- <http://meria.idc.ac.il/journal/2002/issue2/quillen.pdf>
- <http://www.washprofile.org/en/node/1248>
- <http://www.socar.az/projects-en.html>
- http://ca-c.org/journal/cac01_1998/st09_musabekov.shtml

JOURNAUX

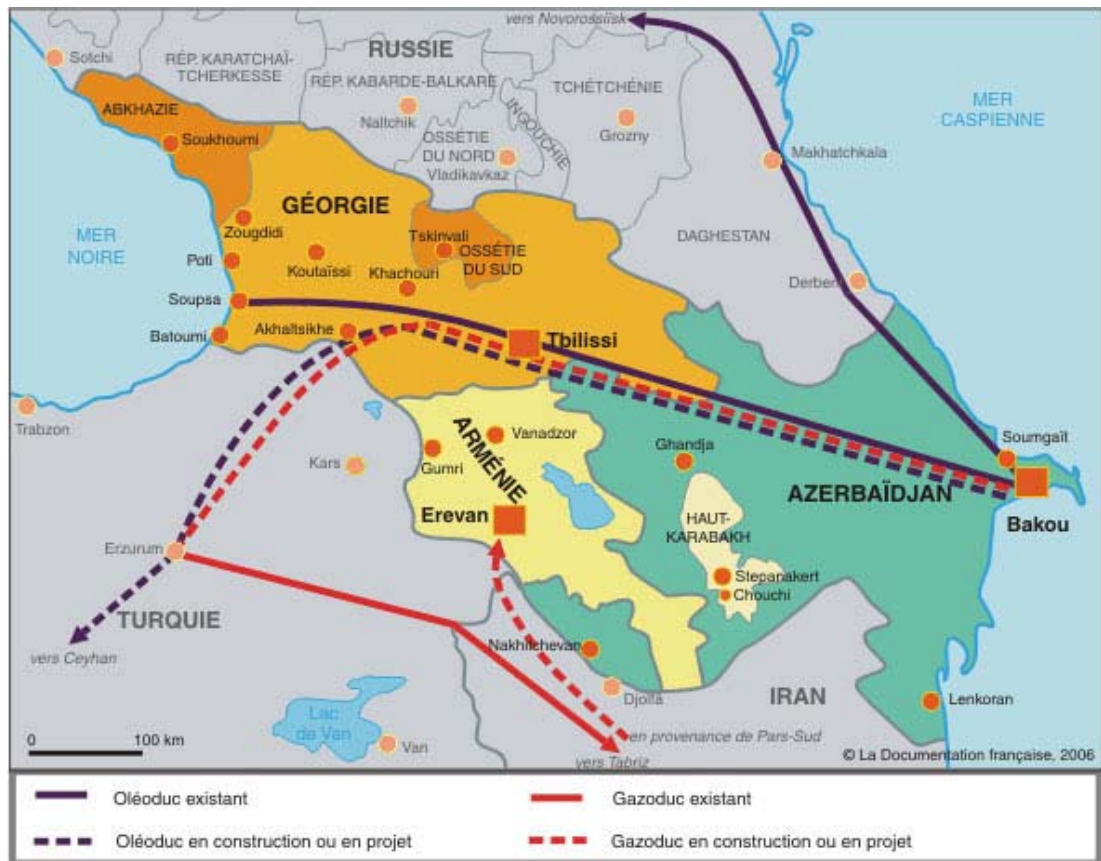
- *The New York Times*
- *Azerbaycan Gazetesi*
- *Kommersant*
- *The Wall Street Journal*
- *ITAR-TASS*
- *Izvestia*
- *Nezavisimaya gazeta*

Thèses non publiées

SULEYMANOV Elin, “Emergence of New Political Identity in the South Caucasus” energy, security, strategic location and pragmatism, Master of Arts in Law and Diplomacy Thesis, Under the advisement of Professor Andrew Hess, May 2004

ANNEXE I

Carte du Caucase du Sud



<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-caucase-sud/carte-caucase-sud.shtml>

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite :Galatasaray

Enstitü :Sosyal Bilimler

Adı Soyadı :Emin ZEYNALOV

Tez başlığı :Les facteurs déterminant la politique des Etats-Unis envers le Caucase
du sud

Savunma Tarihi :25.11.2009

Danışmanı :Doç.Dr.Fusun TÜRKMEN

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı,Adı,Soyadı

İmza

Doç.Dr.Fusun TÜRKMEN



Yrd.Doç.Dr.Ali Faik DEMİR



Yrd.Doç.Dr.Laurent MALLET



Enstitü Müdürü

Prof.Dr.V.Mehmet BOLAK

